

AMÉRIQUES

États-Unis

AVANT L'ENTRÉE EN FONCTIONS DE M. CARTER La nomination de M. Sorensen à la tête de la C.I.A. rencontre une vive opposition au Sénat

Washington. — Malgré des conditions atmosphériques pénibles — jamais l'hiver ne fut aussi rigoureux dans la capitale, — près de quatre cent mille personnes sont attendues pour la cérémonie, jeudi 20 janvier, de l'entrée officielle en fonctions du trente-neuvième président des États-Unis.

Les Américains ne boudent pas l'inauguration simple, modeste et économique recommandée par M. Carter, qui souhaitait en même temps que ses deux cent mille millions de concitoyens participent à la fête. Malgré tout, cette inauguration du peuple ne sera pas ouverte à tout le monde. « Tous les Américains sont invités », répètent les organisateurs. Mais cent mille personnes seulement pourront assister à la traditionnelle parade du Capitole à la Maison Blanche et les invitations aux réceptions et aux bals officiels ne toucheront qu'un nombre restreint de privilégiés. Pendant cinq jours cependant, à partir du mardi 19 janvier, des millions d'Américains participeront de loin à la télévision ou de près sur place aux innombrables manifestations prévues : prières collectives, feux d'artifice, concerts divers, bals populaires, dont notamment celui qui rassemblera plus de huit mille personnes dans l'immense hall de la gare d'Union Station. On n'a pas si souvent l'occasion de se distraire.

Un départ sans entrain

La bonne humeur et la gaieté qui accompagnent normalement ces réjouissances ne traduisent pas vraiment l'état d'esprit du pays. Les observateurs ne décelent pas la même curiosité optimiste, l'attente d'un renouveau, évidente au moment de l'inauguration de Kennedy en 1961. Le spectacle créé par le Watergate à l'égard des hommes politiques et de la présidence ne s'est pas entièrement dissipé, malgré les louables efforts accomplis par M. Ford pour rétablir la confiance de l'opinion dans les institutions. Mais surtout, le manque d'enthousiasme perceptible aussi bien dans les milieux politiques que dans le grand public est entretenu par l'incertitude qui continue à planer sur la personnalité du nouveau président. On s'interroge toujours sur M. Carter que l'historien Arthur Schlesinger appelle « l'invité mystérieux » à la

De notre correspondant
Maison Blanche et qui reste une énigme pour la grande majorité de ses concitoyens. Ses premières décisions, tant sur le choix des hommes que sur la définition d'une politique économique, permettent mal de « déchiffrer » cet inconnu. Le plan de relance économique, entretient l'équivoque sur ses convictions. Les milieux d'affaires auraient préféré une réduction plus importante des impôts, tandis que les syndicats et les libéraux démocrates espèrent que M. Carter n'est pas allé aussi loin dans ses mesures destinées à créer de nouveaux emplois.

Des choix contestés

A cela s'ajoute l'ambiguïté qui enveloppe la sélection des membres du cabinet et des principaux collaborateurs de la Maison Blanche. Au lieu des « visages nouveaux » qu'il avait promis, M. Carter a recruté des personnalités d'expérience, considérées à tort ou à raison comme des conformistes par les jeunes membres de l'équipe de transition, qui cachent mal leur déception. Le choix de M. Bell comme attorney général a provoqué des remous et l'opposition d'importantes fractions des Noirs. Avocat, puis juge fédéral en Géorgie, il ne s'est pas signalé en effet, par son rôle ou son courage à l'époque des temps difficiles de la campagne pour l'égalité raciale.

D'autre part, la nomination de M. Sorensen à la tête de la C.I.A. rencontre une vive opposition au Congrès, pour des raisons diverses. A droite, on lui reproche son inexpérience, son pacifisme, son objet de conscience pendant la guerre de Corée, et surtout d'avoir utilisé dans un livre des documents confidentiels de la Maison Blanche, après avoir défendu M. Daniel Ellsberg, accusé d'avoir publié les fameux documents « secrets » du Pentagone. A gauche, l'aile libérale démocrate reproche à M. Sorensen d'avoir approuvé, dans les années 60, les opérations clandestines de la C.I.A. dirigées contre plusieurs leaders étrangers, et certains déplorent son affiliation à un cabinet d'avocats représentant les intérêts de plusieurs compagnies multinationales et de gouvernements étrangers de type totalitaire. La « confirmation » par le Sénat paraît compromise, bien que M. Carter, informé de l'état

d'esprit du Congrès, semble maintenir sa confiance à M. Sorensen. Enfin, la faible représentation des minorités au sein du gouvernement de la Maison Blanche a déçu les organisations féministes et de défense des Noirs. « Priorité à l'expérience », aurait dit M. Carter aux féministes en leur promettant de nommer beaucoup de femmes aux postes de second échelon de l'administration. Pour M. Gloria Steinem, une des dirigeantes féministes, l'entourage immédiat de M. Carter, la « mafia géorgienne » (et plus particulièrement M. Jordan), animés par un chauvinisme masculin aveugle, a délibérément ignoré les recommandations de l'équipe de transition dont les listes comptaient plus d'un million de femmes qualifiées pour des postes de décision.

D'autre part, sans épouser la thèse extrémiste de petits groupes « gauchistes » dénégant le « complot » de la commission trilatérale (qui réunit hommes d'affaires et universitaires des États-Unis, d'Europe occidentale et du Japon) visant à établir la domination des Rockefeller, voire à préparer un holocauste nucléaire, les démocrates libéraux éprouvent un certain malaise en constatant qu'un certain nombre de membres du vice-président Mondale, le nouveau gouvernement complètera une « trinité » dont M. Vance, Brown, Blumenthal, Brezinski, plus une demi-douzaine d'autres de moindre importance. Il s'agit là d'une forte proportion étant donné que le nombre des membres américains de la commission trilatérale est de soixante-cinq.

Les rapports de cet organisme privé ont un caractère de simple prospective, mais certains s'ont de nature à entretenir la suspicion des critiques, qui voient dans la commission trilatérale un instrument au service des grands intérêts privés. En particulier, dans un « étude intitulée La Crise de la démocratie », un professeur à Harvard, M. Huntington, ami de M. Brezinski et coauteur de la brochure préparée par la commission (plusieurs de ses membres s'en sont désolidariés), déplorait l'excès de démocratie, plaidait pour un gouvernement autoritaire, proposait d'imposer des restrictions à l'activité des médias et des limitations à l'enseignement supérieur. Jusqu'à quel ordre, en tout cas, M. Brezinski a pris soin de ne pas prendre dans son équipe le professeur Huntington.

HENRI PIERRE.

EUROPE

LA CONTESTATION

DÉBAT SUR LES PRISONNIERS DE VLADIMIR, A L'UNIVERSITÉ DE PARIS-IX-DAUPHINE Je lutte pour que les Soviétiques puissent exprimer leurs convictions

DÉCLARE M. BOUKOVSKI

« Ils jouent le tout pour le tout. Pour rester des êtres humains, pour ne pas être privés de leurs droits, ces droits qui leur sont plus chers que la vie. — Le regard intense éclairant un visage encore hâlé, une voix douce et ferme, M. Vladimir Boukovski témoigne. Enchaînant cigarette sur cigarette, il parle avec ferveur et gravité de ses trente camarades, prisonniers politiques à Vladimir, en grève de la faim depuis trois semaines, qui exigent, conformément à la Constitution soviétique et au règlement de la prison, de pouvoir lire et corres-

pondre avec l'extérieur. C'est pour rendre compte de cet après combat de l'ombre qu'il se trouve, ce samedi 15 janvier, à la tribune du grand amphithéâtre de l'université de Paris-IX-Dauphine, à l'invitation du « groupe de soutien aux prisonniers de Vladimir ». Il est la vedette du débat, auquel assistent plus de mille personnes. A la tribune, se tiennent MM. Pierre Emmanuel, Pierre Dair et Pavil Tigris. Dans la salle, on remarque notamment MM. Vadim Delaunay, Leonid Plouchitch, Dimitri Panine.

Vladimir ? A 180 kilomètres au nord-est de Moscou, une prison « qui ressemble à toutes celles d'Union soviétique ». Mille cinq cents détenus, dont quelques dizaines de « politiques ». De vieux bâtiments aux murs épais et sinistres. « A Vladimir », dit M. Boukovski, la privation de nourriture est un instrument de répression. Une répression « modérée » selon la gravité des cas. On compte jusqu'à douze régimes alimentaires différents. Le régime sévère, qui peut durer six mois, est réservé aux irréductibles. Ceux-ci sont nourris un jour sur deux de 80 grammes de poisson séché et 250 grammes de kasha (bouillie de sarrasin).

Le « chantage » de l'administration pénitentiaire

Les détenus politiques de Vladimir ne peuvent ni écrire ni lire la presse, fût-elle communiste. Seul lien avec l'extérieur : les émissions de radios étrangères (R.B.C., Radio-Liberté), qu'écoutent « scrupuleusement » les gardiens. En vertu d'une ordonnance secrète du ministère de l'Intérieur, explique M. Boukovski, les détenus, après trois jours de grève, sont isolés, privés de promenade et réduits à l'état de prisonniers. Ils sont alimentés artificiellement au moyen d'un tube introduit dans l'oesophage. Le procédé est très douloureux.

Il évoque les ombres de Vladimir, ceux qui « ont décidé de mettre leur santé et leur vie sur la table » les « jeunes enflés » de Vassili Fedorenko, condamné à quinze ans de prison pour « trahison de la patrie ». Il rend hommage au courage d'un détenu croyant que cessa de manger pendant trente-cinq jours avant qu'on lui restitue sa bible, dénonce le « chantage » de l'administration pénitentiaire, qui, pour

prix de sa tranquillité, menace de transférer les grévistes de la faim vers un asile d'aliénés. Il a connu au moins deux victimes de cette pratique, qui est courante à Vladimir.

Et puis il y a les autres, tous les autres : Borissav, interné préventivement dans un hôpital psychiatrique, Paradjanov, le cinéaste des Chevaux de feu, dont il est sans nouvelle, ceux qui, comme Youri Orlov, président du « Groupe de surveillance des accords d'Helsinki », sont encore libres, mais en butte à d'incessantes tracasseries policières, à la merci d'un « procès politique ». M. Boukovski ne veut mettre en avant aucun cas particulier. Il affirme simplement représenter « tous ceux qui souffrent ». « La lutte des minorités nationales, des Ukrainiens, des Arméniens, précise-t-il, ne peut être distinguée de la lutte générale pour la liberté ».

M. Corvalan est « toujours un prisonnier politique »

Il dénonce la détention et ses chimères : « Après la signature de l'acte final de la conférence d'Helsinki la condition des prisonniers soviétiques s'est gravement détériorée. Ce n'est pas un hasard, mais le résultat de la politique de l'Occident envers l'U.R.S.S. et de la conception unitaire que les

dirigeants soviétiques ont de la détention. » Comment interpréter-t-il le récent attentat du métro de Moscou ? « Aucun de mes amis n'est impliqué dans cette affaire. Il ne fait aucun doute que les autorités se servent de cet attentat pour nous calomnier, nous rabaisser aux yeux de la population. » (1). Les échanges de prisonniers entre dictatures rivales ? Il souhaite la poursuite de cette pratique qui « est favorable aux détenus politiques du monde entier ». Il avoue avoir « été assez surpris » des propos de M. Luis Corvalan. A ses yeux, le dirigeant communiste chilien, malgré sa libération, est « toujours un prisonnier politique ». Frissonner de ses hôtes soviétiques, prisonnier de lui-même.

M. Vladimir Boukovski est resté quelques heures à Paris. Il reviendra en France le 4 février à l'invitation du Pen-Club. A Saint-Nazaire, il inaugurera une « semaine de lutte contre l'interne-ment en asile psychiatrique ». Avant de s'enfermer pour les Pays-Bas, où il est l'invité de l'université de Leyde, il rappelle le sens de son combat : « Je n'ai jamais fait de politique. Je lutte pour que les Soviétiques puissent exprimer librement leurs convictions. » Pour M. Pierre Emmanuel qui l'accompagne, M. Boukovski, trente-quatre ans, dont douze en détention, est « la preuve vivante d'une force de conviction absolue ».

JEAN-PIERRE LANGELE.

(1) Dans une interview à l'A.P.F., accordée quelques heures auparavant, M. Boukovski a estimé que l'attentat « peut être une provocation de la part du K.G.B. ».

Le général britannique, Sir John Sharp, commandant les forces de l'Otan pour l'Europe du Nord, est mort, samedi 15 janvier, à Oslo, à l'âge de cinquante-neuf ans, d'une hémorragie cérébrale. — (A.P.).

DANS LES PAYS DE L'EST

En Tchécoslovaquie Les auteurs de Charte 77 seraient punis pour contacts indésirables avec l'étranger

Prague. — Les auteurs de Charte 77, qui ont signé ce document en septembre 1976, pour protester contre la répression des libertés civiles, risquent d'être punis pour contacts indésirables avec l'étranger. Le gouvernement tchécoslovaque a annoncé qu'il allait poursuivre les auteurs de Charte 77 pour avoir « violé la loi sur la presse » en publiant ce document. Les auteurs de Charte 77 ont déclaré qu'ils ne se laisseront pas intimider par les menaces du gouvernement. Ils ont déclaré qu'ils continueront à défendre les libertés civiles et qu'ils continueront à publier Charte 77. Les auteurs de Charte 77 ont déclaré qu'ils ne se laisseront pas intimider par les menaces du gouvernement. Ils ont déclaré qu'ils continueront à défendre les libertés civiles et qu'ils continueront à publier Charte 77.

Italie

L'épiscopat lance contre la loi sur la sodomie

Rome. — L'épiscopat italien a lancé une campagne de protestation contre la loi sur la sodomie. Les évêques italiens ont déclaré que la loi sur la sodomie était une violation de la loi naturelle et qu'elle était contraire à la morale chrétienne. Ils ont déclaré qu'ils allaient continuer à lutter contre la loi sur la sodomie et qu'ils allaient continuer à défendre la loi naturelle.

Après le

LE PARTI D'EXTREME DURCI SA

Rome. — Le parti d'extrême droite italien, le Movimento Sociale (M.S.I.), a durci sa position après les élections. Le parti a déclaré qu'il allait continuer à défendre la loi naturelle et qu'il allait continuer à lutter contre la loi sur la sodomie. Le parti a déclaré qu'il allait continuer à défendre la loi naturelle et qu'il allait continuer à lutter contre la loi sur la sodomie.

Après le

LE PARTI D'EXTREME DURCI SA

Rome. — Le parti d'extrême droite italien, le Movimento Sociale (M.S.I.), a durci sa position après les élections. Le parti a déclaré qu'il allait continuer à défendre la loi naturelle et qu'il allait continuer à lutter contre la loi sur la sodomie. Le parti a déclaré qu'il allait continuer à défendre la loi naturelle et qu'il allait continuer à lutter contre la loi sur la sodomie.

Après le

LE PARTI D'EXTREME DURCI SA

Rome. — Le parti d'extrême droite italien, le Movimento Sociale (M.S.I.), a durci sa position après les élections. Le parti a déclaré qu'il allait continuer à défendre la loi naturelle et qu'il allait continuer à lutter contre la loi sur la sodomie. Le parti a déclaré qu'il allait continuer à défendre la loi naturelle et qu'il allait continuer à lutter contre la loi sur la sodomie.

Vous avez le permis de conduire.

Désormais dans toutes nos voitures, vous trouverez une carte d'appréciation que vous pourrez remplir en fin de voyage.

Evidemment, nous courons le risque que vous y portiez des appréciations défavorables. A nous d'en faire plus pour que cela n'arrive jamais. Si cela était (la carte arrive sur le bureau du Directeur Général), nous ferions tout pour que cela ne se renouvelle pas. C'est utile pour nous, pour vous et pour nos autres clients.

Bien entendu, comme nous entendons vous offrir un service au-dessus de tout soupçon, nous espérons aussi que cette carte

Avis vous offre le permis de râler.

d'appréciation se transformera en carte d'approbation ou, pourquoi pas, de suggestions. Ce qui serait le meilleur des stimulants. Chez Avis, nous savons que nul n'est parfait, mais nous croyons être perfectibles.

Aidez-nous à faire mieux encore. Vous profiterez encore mieux de nous. Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

Profitez de nous.

هكذا من الأصل

Espagne

En Pologne

Le comité de défense des travailleurs fait état de pressions accrues visant à réduire ses activités

De notre envoyé spécial

Mme Mikolajiska risquent une simple amende, mais il est clair que, en les accusant de cette trahison, les autorités révélaient une de leurs intentions profondes qui est d'étouffer le comité en le privant de ses moyens financiers. Cette sentence est confirmée par l'ordre donné à l'administration des postes et révéla par la communiqué n° 6 de saisir et de saisir au trésor les dons et contributions envoyés à des membres du comité de défense pour cette action de solidarité.

Début des usines dans des usines

D'autre part, une campagne d'agitation contre le comité de défense dans l'organisation de certaines usines, mais pour le moment sans grand succès, semble-t-il. Ainsi, sur quelque cinq mille usines travaillant dans des usines (Radom et Zielona-Gura, cent soixante seulement, dont les membres des direction du parti et des entreprises en question, ont signé un acte de solidarité avec la Pologne des animateurs du comité.

Des perquisitions ont eu lieu ces derniers jours dans plusieurs usines polonaises (Graz, Pannan), dans des personnes soupçonnées d'entretenir des relations avec le comité. Depuis le début

L'autre part, une campagne d'agitation contre le comité de défense des travailleurs polonais dans certaines usines, mais pour le moment sans grand succès. Je mentionne-*le* à Ankar, sur quelques semaines, les communistes ont mené des deux usines à Radom et à Kielce-Gura, cent soixante-septement, dont les membres de la direction du parti et des usines. Ils ont même signé une lettre réclamant l'« expulsion » de Pologne des animateurs du comité.

Des persécution ont eu lieu pendant ces jours dans plusieurs usines polonaises (Soczyn, Poznan), chez des personnes soupçonnées d'entretenir des relations avec le comité. Depuis le début de la guerre, les usines ont des machines à écrire auraient été saisies, ce qui témoigne du désir des autorités d'empêcher concrètement l'activité du comité.

Des appels des défenseurs des travailleurs de Radom.

De vifs affrontements entre forces de l'ordre et manifestants ont eu lieu, le dimanche 16 janvier, au Pays basque alors que plusieurs milliers de manifestants tentaient de franchir le barrage de police pour se rendre au rassemblement général des Basques organisé par le conseil municipal de la ville d'Echarri-Aranas, dans de Pampelune.

Il y a eu de nombreux blessés, des échauffourées les plus sérieuses ont eu lieu, notamment à Urrutia, sur la route de Vitoria à Bilbao. Quarante mille personnes sont restées bloquées à Echarri-Aranas, 50 kilomètres de la capitale basque. Les maires de nombreuses localités qui entendaient participer à la réunion.

Après un impressionnant déploiement policier, le conseil municipal d'Echarri-Aranas a tenu une séance, et il a approuvé une motion demandant au gouvernement une amnistie générale, le nomme basque et l'officialisation de la langue basque. Cent soixante-seize conseils municipaux ont approuvé cette motion par des messages.

D'autre part, les ravisseurs de M. de Ordiol, président du Conseil d'Etat, enlevé le 11 décembre dernier, ont envoyé par des messages à plusieurs journaux madrilènes pendant le week-end Selon *Diario 16*, le GRAPO (Groupe de résistance antifasciste) a déclaré qu'il n'est pas de l'enlèvement, serait en réalité un groupuscule d'extrême droite. La quotidien madrilène déclare tenir cette information d'un membre du GRAPO, qui a promis de lui « spécialiser dans le F.B.I. et de la C.I.A. consultés à Washington » partageant ce point de vue. » Le

ministre espagnol de l'Information a déclaré de son côté que la « haute personnalité » citée la semaine dernière par les journalistes, et, sanctionné par Diario 16, se propose d'aller en Espagne, en premier des options « qui ne pourraient pas être attribuées au gouvernement » M. de la Maza, ministre de l'Information, a déclaré qu'il effectivement admis avoir rencontré des correspondants étrangers, à propos qu'il n'avait « à donner aucune réponse ».

Justifiant les obligations de Diario 16. — (A.F.P., Reuters, A.F.P. U.P.J.)

● Le roi Juan Carlos effectuera une visite officielle en Egypte, du 16 au 19 mars, apprend-on de sources autorisées au Caire, le lundi 17 janvier. Le président du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, est attendu à la fin du mois dans la capitale égyptienne pour préparer la visite du souverain, qui sera reçu, d'autre part, par le président égyptien, Anouar el-Sadat, à la mi-février. — (Reuters, U.P.J.)

● Le cardinal Tarancón, archevêque de Madrid, a réaffirmé l'indépendance des pouvoirs politique et religieux après « de longs siècles de confusion et d'ingérence des maîtres » dans un discours sur l'autonomie du pouvoir politique publié dimanche 16 janvier. « Il a existé pendant longtemps une querelle sur la compétence respective de l'Eglise et de l'Etat », déclare le cardinal, mais « aujourd'hui, le concile exprime clairement que l'Eglise et le pouvoir politique sont autonomes ».

— (A.F.P.)

L'AMIRAL ROSA COUTINHO EST SUSPENDU DE SES FONCTIONS

Lisbonne (A.P.P.P.). — Mais nous causé dans un rapport sur les activités et abus commis pendant la période révolutionnaire, l'amiral Rosa Coutinho a été suspendu de ses fonctions dans la marine conformément au règlement de la marine militaire et a été arrêté le 15 janvier à l'état-major de la marine portugaise.

Ancien haut-commissaire en Angola, et ancien membre de la Junta de salut national mise en place par le régime militaire, l'amiral Rosa Coutinho fut membre du Conseil de la révolution jusqu'au 26 novembre 1975, qui vit la chute de militaires ultra-révolutionnaires. Il était considéré comme l'un des officiers les plus importants et connus comme fervent partisan du M.P.I.A. angolais. Il avait été surnommé « *Festral* rouge ». Il est

D'autres officiers sont impliqués dans ce rapport, en particulier le commandant Otelo de Carvalho en sa qualité d'ancien commandant en chef des armées, et Vasco Gonçalves, en tant qu'ancien premier ministre. Mais l'amiral Rosa Coutinho est le seul qui soit nommément cité dans le rapport. C'est Corgo et le général Fobjet d'une mesure disciplinaire. Il devra être jugé par le conseil supérieur de discipline de la marine. L'amiral peut, éventuellement, être démis de ses fonctions. Il était, depuis le 25 novembre 1976, en disponibilité.

Le conseil supérieur de discipline sera présidé par l'amiral Pinheiro de Azevedo, ancien premier ministre, et ancien candidat à la présidence de la République.

UNE NOUVELLE MESURE UNILATÉRALE A BERLIN-EST ?

Berlin (A.F.P.). — Die Wahrheit, journal communiste de Berlin-Ouest, a annoncé une nouvelle mesure unilatérale du gouvernement de la R.D.A. à Berlin-Est. Selon ce journal, les autorités est-allemandes ont arrêté la publication du 1^{er} janvier, de l'organe officiel de la R.D.A., conformément au statut quadripartite de Berlin, les lois est-allemandes étaient publiées avant leur application dans le secteur oriental de l'ancienne capitale allemande, de même que sont publiées à Berlin-Ouest les lois édictées par le Bundestag de Bonn.

Cette information, que le ministère des-allemand s'est refusé à confirmer, a été démentie par la même réaction de la part des trois puissances occidentales occupant Berlin (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France). Les démentis de ces trois alliés a déclaré que, pour le moment, ces puissances s'entenaient au fait que cette publication n'avait pas de valeur officielle, mais qu'elle méritait d'être prise au sérieux. Elles se refusent, a-t-il ajouté, à croire à une cessation de parution définitive, qui constituerait à leurs yeux un événement grave.

Au début de l'année, le gouvernement des-allemand avait déjà annoncé qu'il envisageait la possibilité d'une telle mesure, en introduisant une obligation de visa pour les étrangers non allemands se rendant à Berlin-Est pour une journée, et en supprimant les postes de contrôle entre la ville et la R.D.A.

Les « trois » avaient alors rappelé l'inviolabilité du statut quadripartite de Berlin dans son ensemble et étaient intervenus auprès de Moscou.

LE PARTI D'EXTRÊME DROITE M.S.I. DURCIT SA POLITIQUE

Rome. — Le onzième congrès national du Mouvement social italien, réuni à Rome le 14 janvier 1916, a consacré la victoire du parti socialiste, qui avait recueilli 61,4 % des suffrages aux dernières élections. L'allemand moderne Démocrate national, le socialiste italien, le communiste du M.S.I., était absent. Elle se constituera probablement en parti conservateur classique, avec l'intention de se rapprocher de la droite du régime.

Le M.S.I. s'est donc déplacé un peu plus à droite. On devait le constater dans les discours d'ouverture du second congrès national, tenu dimanche 15 janvier, encore dans les interventions des délégués. Le chef de la tendance droite, M. Pino Rauti, a prononcé un panegyrique de la « *idee corporativa* » du fascisme, le chef de la tendance gauche, M. Antonio Di Vittorio, affirmant que la « *idee corporativa* » du fascisme est le communisme conservateur sub-tantiellement libéraliste ne peut

suffire » et qu'il y a chez les Italiens un « besoin urgent et désespéré d'ordre, de discipline, d'autorité ». Il a même déclaré, comme à César-Auguste par l'un des parlementaires qui lui sont restés fidèles l'ancien abbe Donna Maria, « que le peuple italien est Amiralante » et qu'il méprise pour les « déseigneurs ». Il a présenté le MSI comme la seule résistance au communisme en Italie.

Le député Alessandro Natta, secrétaire général — c'est M. Pino Romagnoli qui est devenu président du MSI, M. Almirante devait tenir dans son discours de la même façon, le rôle de Natta — a dit : « L'histoire nous le montre. On a surtout noté cette phrase : « Il faut une force de dissuasion capable d'exploiter les fermentes de crise et d'agitation que comporte la situation. et les exploiter pour en tirer le meilleur parti ». « On nous le dit, dans les lieux de travail et d'étude, sur les places, partout. » — R. S.

(De notre correspondant.)

Rome. L'autarité n'est pas forcément un mal : elle peut représenter au contraire une occasion historique pour transformer la substance de l'important discours qu'a prononcé le samedi 15 janvier à Rome, M. Berlinguer, au cours d'un colloque consacré à la culture organisé par le P.C. Ce thème sera développé au cours des prochains mois dans un document qui définira les principes de la réforme sociale à moyen terme (trois ou quatre ans) et fera l'objet de débats publics. On ne devra pas le considérer comme un programme de transition immédiate, mais comme un plan de développement intéressant tous les Italiens, communistes ou non.

L'autarité n'est pas une phase nécessaire de la révolution, dit le secrétaire général du P.C. C'est un fait durable, un choix nécessaire. Il y a deux façons de la concevoir. L'une, qui consiste à vouloir la transformer, à faire un retour à la situation ancienne qui se caractérise par des injustices et des disparités. L'autre, communiste, vise à la faire servir pour la transformation de la société. En ce sens, l'autarité « comporte un nouveau système de valeurs, une nouvelle mesure efficace, sérieux, justes ».

Citant Marx, M. Berlinguer a affirmé : « Nous vivons, je crois, dans un de ces moments dont le monde a besoin pour une transformation révolutionnaire de toute la société ou on passe à la ruine commune des classes en ruine ».

Le second thème du discours le

secrétaire général du P.C.I. a pris un peu plus ses distances des pays communistes de l'Est européen. Son parti « ne fera jamais des interventions qui pourrissent dans la moindre mesure l'autonomie de la recherche, des activités culturelles, de la création artistique ». Et c'est en cela qu'il se distingue de « certains partis qui ont voulu dans les pays de l'Est, et particulièrement les attitudes du parti tchécoslovaque » sont pour nous inacceptables par principe. Il n'est ni dans la fonction des partis ni dans celle de ceux qui dirigent l'Etat, « de faire prévaloir des conceptions du monde, de limiter de quelque façon que ce soit les libertés intellectuelles ». — R. S.

● Après une grève de la faim...
M. Gérard Drubigny nous a déclaré : « M. de Chambrun a cessé la grève de la faim entreprise le 12 décembre pour la 14^e (aujourd'hui) à la suite des interventions actives de M. l'ambassadeur d'Autriche à Paris et de sa convocation devant le tribunal de Vienne. Sous la médiation pressante des magistrats viennois, Mme Hortéa a fini par accepter, le 14 janvier, un accord prévoyant une démission provisoire pour dix heures. M. de Chambrun dit sa gratitude à ceux qui l'ont aidé et sa confiance dans les autorités autrichiennes. »

**S'ILS NE PEUVENT RIEN
POUR VOS CHEVEUX
ILS VOUS LE DIRONT
AUSSI**

L'EXPÉRIENCE

Les spécialistes EUROCAF du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de autres cheveux au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

vous ne peut expliquer les succès de ces méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUO-CAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-

DES SYMPTÔMES

hypersensibles ou tendus, des cheveux très gras ou très secs, ce sont des indications d'une déficience ou d'une réaction d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétique moderne ne se contente pas de soigner le cuir chevelu, elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi le développement naturel du cheveu.

...the ...

stabilités d'émulsion, ainsi que sur la durée et le coût du traitement et suivra. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EURO-CAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 11 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

LA DIFFÉRENCE

EUROCAP

INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84

LILLE : 16, rue Faidherbe.
Tél. : 51-34-19.

BORDEAUX : 34, place Gambetta.
Tél. : 48-06-34.

TOULOUSE : 43, rue de la Pomme.
Tél. : 23-25-84.

METZ : 2-4, en Chaplerue.
Tél. : 75-00-11.

Le nouveau gouvernement
 Les élections ont été marquées par une victoire du parti de la gauche, qui a obtenu la majorité absolue. Le nouveau gouvernement est composé de membres de différents courants politiques, ce qui reflète la diversité de l'opinion publique.

La situation économique
 L'économie du pays connaît une phase de transition. Les efforts sont faits pour réduire l'inflation et stimuler la croissance. Des mesures de soutien sont mises en place pour les secteurs les plus touchés.

La situation sociale
 Les préoccupations sociales restent au premier plan. Le gouvernement s'engage à améliorer les conditions de vie, notamment en matière d'éducation et de santé. Des programmes sociaux sont lancés pour atteindre ces objectifs.

La situation internationale
 Le pays maintient une politique étrangère équilibrée. Des relations diplomatiques sont renforcées avec les partenaires traditionnels, tout en cherchant à établir de nouvelles coopérations.

La situation culturelle
 La culture nationale est encouragée et protégée. Des initiatives sont prises pour promouvoir les arts et les traditions locales, tout en favorisant l'échange culturel avec le monde.

La situation juridique
 Le système juridique est en cours de réforme. Des lois nouvelles sont élaborées pour moderniser le cadre légal et garantir le respect des droits fondamentaux.

La situation militaire
 Les forces armées sont réorganisées et équipées. L'accent est mis sur la formation et la discipline, afin d'assurer la sécurité et la stabilité du territoire.

La situation administrative
 L'administration est simplifiée et décentralisée. Des efforts sont faits pour améliorer l'efficacité des services publics et rapprocher l'administration des citoyens.

La situation financière
 Les finances publiques sont consolidées. Des mesures sont prises pour réduire le déficit et augmenter les recettes, afin de garantir la viabilité à long terme.

La situation démographique
 La population connaît une croissance modérée. Des politiques sont mises en place pour gérer l'urbanisation et promouvoir le développement rural.

La situation technologique
 La recherche et le développement technologique sont encouragés. Des partenariats sont établis avec le secteur privé pour accélérer l'innovation.

La situation environnementale
 La protection de l'environnement est prise en compte dans toutes les décisions. Des mesures sont prises pour lutter contre la pollution et préserver les ressources naturelles.

La situation énergétique
 La diversification du mix énergétique est encouragée. Des investissements sont réalisés dans les énergies renouvelables pour assurer une transition durable.

La situation linguistique
 La langue officielle est maintenue, mais des efforts sont faits pour reconnaître et valoriser les langues régionales.

La situation religieuse
 La liberté de religion est garantie. Le gouvernement respecte les traditions religieuses tout en favorisant le dialogue interreligieux.

La situation sportive
 Le sport est encouragé comme moyen de promotion de la santé et de cohésion sociale. Des infrastructures sportives sont développées.

La situation médiatique
 La liberté de la presse est protégée. Des mesures sont prises pour réguler le marché médiatique et garantir l'accès à l'information.

La situation scientifique
 La recherche scientifique est soutenue. Des programmes sont lancés pour attirer les talents et promouvoir l'innovation dans les sciences.

La situation artistique
 Les arts sont encouragés et financés. Des festivals et des événements culturels sont organisés pour enrichir la vie culturelle.

La situation philosophique
 La réflexion philosophique est encouragée. Des débats sont organisés sur les grands thèmes de la philosophie.

La situation éthique
 Les valeurs éthiques sont promues. Des programmes de formation sont mis en place pour renforcer l'intégrité et la responsabilité.

La situation politique
 Le processus démocratique est renforcé. Des mesures sont prises pour améliorer la transparence et la responsabilité des élus.

La situation juridique
 Le système juridique est en cours de réforme. Des lois nouvelles sont élaborées pour moderniser le cadre légal et garantir le respect des droits fondamentaux.

La situation militaire
 Les forces armées sont réorganisées et équipées. L'accent est mis sur la formation et la discipline, afin d'assurer la sécurité et la stabilité du territoire.

La situation administrative
 L'administration est simplifiée et décentralisée. Des efforts sont faits pour améliorer l'efficacité des services publics et rapprocher l'administration des citoyens.

La situation financière
 Les finances publiques sont consolidées. Des mesures sont prises pour réduire le déficit et augmenter les recettes, afin de garantir la viabilité à long terme.

La situation démographique
 La population connaît une croissance modérée. Des politiques sont mises en place pour gérer l'urbanisation et promouvoir le développement rural.

La situation technologique
 La recherche et le développement technologique sont encouragés. Des partenariats sont établis avec le secteur privé pour accélérer l'innovation.

La situation environnementale
 La protection de l'environnement est prise en compte dans toutes les décisions. Des mesures sont prises pour lutter contre la pollution et préserver les ressources naturelles.

La situation énergétique
 La diversification du mix énergétique est encouragée. Des investissements sont réalisés dans les énergies renouvelables pour assurer une transition durable.

La situation linguistique
 La langue officielle est maintenue, mais des efforts sont faits pour reconnaître et valoriser les langues régionales.

La situation religieuse
 La liberté de religion est garantie. Le gouvernement respecte les traditions religieuses tout en favorisant le dialogue interreligieux.

La situation sportive
 Le sport est encouragé comme moyen de promotion de la santé et de cohésion sociale. Des infrastructures sportives sont développées.

La situation médiatique
 La liberté de la presse est protégée. Des mesures sont prises pour réguler le marché médiatique et garantir l'accès à l'information.

La situation scientifique
 La recherche scientifique est soutenue. Des programmes sont lancés pour attirer les talents et promouvoir l'innovation dans les sciences.

La situation artistique
 Les arts sont encouragés et financés. Des festivals et des événements culturels sont organisés pour enrichir la vie culturelle.

La situation philosophique
 La réflexion philosophique est encouragée. Des débats sont organisés sur les grands thèmes de la philosophie.

La situation éthique
 Les valeurs éthiques sont promues. Des programmes de formation sont mis en place pour renforcer l'intégrité et la responsabilité.

La situation politique
 Le processus démocratique est renforcé. Des mesures sont prises pour améliorer la transparence et la responsabilité des élus.

هكذا من الأمم

PRIME, CA VIENT D'AMÉRIQUE,
C'EST UN NOUVEAU
CONSTRUCTEUR
D'ORDINATEURS.

PRIME
L'EXPERTISE DE L'ORDINATEUR
CONVERSATIONNEL.

PRIME, 10 rue de la République - 92130 Suresnes - Tél. 01.47.33.31.32.

(PUBLICITÉ)

17 JANVIER 1977

OUVERTURE DU RÉSEAU NATIONAL DE TÉLÉCONFÉRENCE

TARIFS

1) STUDIOS DE TÉLÉCENTRES

- redevance horaire de mise à disposition : 350 F H.T. par studio ;
- taxe horaire de transmission due aux PTT : 80 F.

2) STUDIOS PRIVÉS

- redevance mensuelle de location, entretien et accès au réseau : 3.850 F H.T. ;
- l'utilisateur doit en outre verser aux PTT la redevance d'abonnement et les taxes de transmission applicables pour une liaison donnée dans le cas d'une téléconférence organisée avec un autre studio privé.

3) MULTICONFÉRENCE

organisée entre plusieurs studios (publics ou privés)

- redevance horaire de mise en relation : 350 F H.T. ;
- taxe horaire de transmission due aux PTT : 80 F par liaison.

INTELCENTRE

SERVICES CENTRAUX

2, rue du 4-Septembre. — 75002 PARIS. — Tél. : 073-58-20

TÉLÉCENTRE DE BORDEAUX

2, place de la Bourse. — 33000 BORDEAUX. — Tél. : (56) 52-65-47

TÉLÉCENTRE DE LILLE

2, rue Trémières. — 59850 VILLENEUVE-D'ASCQ. — Tél. : (20) 91-55-55

TÉLÉCENTRE DE NANTES

Tour Bretagne, place de Bretagne. — 44000 NANTES. — Tél. : (40) 47-10-63

TÉLÉCENTRE DE PARIS-BOURSE

2, rue du 4-Septembre. — 75002 PARIS. — Tél. : 073-58-20

Voir le Monde du 25 décembre 1976.

LES PERSPECTIVES DE RÈGLEMENT

Le président Assad se prononce pour une délégation arabe unique à la conférence de Genève

Le président syrien Hafez Assad a déclaré, lors d'une conférence de presse à Damas, qu'il était favorable à la participation d'une seule délégation arabe à la conférence de Genève pour le règlement du conflit arabo-israélien.

Il a affirmé ainsi que le peuple arabe ne pouvait pas se diviser en plusieurs délégations pour aller à la conférence de Genève. Il a déclaré que le peuple arabe était un et indivisible, et que la seule façon de résoudre le conflit était par la négociation.

Le président Assad a également déclaré qu'il était favorable à la participation d'une seule délégation arabe à la conférence de Genève, et qu'il était prêt à discuter avec Israël sur la base de la reconnaissance de l'État palestinien.

Hussein se déclare en faveur de liens étroits entre la Jordanie et le nouvel État palestinien

De notre correspondant

Le roi Hussein de Jordanie a déclaré, lors d'une conférence de presse à Amman, qu'il était favorable à la reconnaissance de l'État palestinien et à l'établissement de liens étroits entre la Jordanie et le nouvel État palestinien.

Le roi Hussein a également déclaré qu'il était favorable à la participation d'une seule délégation arabe à la conférence de Genève, et qu'il était prêt à discuter avec Israël sur la base de la reconnaissance de l'État palestinien.

Le général Tito va visiter la Libye et l'Égypte

La Yougoslavie souhaiterait établir des contacts informels avec Israël

De notre correspondant

Le président Tito de Yougoslavie a déclaré, lors d'une conférence de presse à Belgrade, qu'il était favorable à l'établissement de contacts informels entre la Yougoslavie et Israël.

Le président Tito a également déclaré qu'il était favorable à la reconnaissance de l'État palestinien et à l'établissement de liens étroits entre la Yougoslavie et le nouvel État palestinien.

PAUL YANKOVITCH

LES CHAMPIONS DE L'INFLATION

78 F le kg d'andouille
56 F le litre de glace
55 F le kg de beurre
20 F le kg de saumon fumé
Il y a des commerçants parisiens qui battent tous les records au chapitre de l'inflation. Voici quelques-uns d'entre eux.

Le Nouveau Guide
Gautier-Millau
de janvier
chez tous les marchands
de journaux

مكتبة الأصيل

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

LES PERSPECTIVES DE RÈGLEMENT

Le président Assad se prononce pour une délégation arabe unique à la conférence de Genève

New-York (A.F.P.). — Le président Assad estime préférable que les Arabes envoient une seule délégation à la conférence de Genève sur le Proche-Orient. Dans une interview à l'hebdomadaire américain Time, le chef de l'Etat syrien note que cette question doit encore faire l'objet de discussions. Si l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) refuse de participer à une délégation unique, déclare-t-il, « les pays arabes concernés devront se concerter et décider de leur action pour la libération des territoires occupés et le droit du peuple palestinien ».

Le président souligne que « si l'O.L.P. refuse de participer à la conférence de Genève, cela ne paralysera pas l'action des pays arabes concernés ». Il se déclare d'autre part favorable à la création, sur la rive occidentale du Jourdain, d'un Etat palestinien lié à la Jordanie. « Nous apportons notre soutien à tout lien qui pourrait s'établir entre la Jordanie et un Etat palestinien si les deux parties souhaitent un tel lien », déclare-t-il.

Le roi Hussein se déclare en faveur de « liens étroits entre la Jordanie et le nouvel Etat palestinien »

De notre correspondant

Le Caire. — Après trois jours d'entretiens à Assouan avec le Roi, le roi de Jordanie a quitté l'Egypte au cours du dernier week-end. Du commun qui commencent à se dessiner la vision royale, il ressort que l'Egypte considère le nouveau Etat haïchémite comme « un pays du champ de bataille », à même d'être qu'elle-même la Syrie. Depuis la guerre d'octobre 1973, décide sans l'avis d'Amman, le Caire ne tenait plus la Jordanie pour un « Etat du conflit » avec Israël. La communauté d'Assouan, au contraire, souligne l'importance du rôle que doit jouer la Jordanie en tant que pays du conflit dans toute action arabe.

Le document indique également que le royaume haïchémite devra participer à la conférence de Genève au même titre que l'Egypte, la Syrie et l'Organisation de libération de la Palestine, celle-ci « en tant que partie égale, indépendante et unique ».

La Yougoslavie souhaiterait établir des « contacts informels » avec Israël

De notre correspondant

Belgrade. — A quatre mois de son quatre-vingt-cinquième anniversaire, le président Tito va entreprendre, à partir du 18 janvier, son premier voyage à l'étranger en 1977. Complètement rétabli, semble-t-il, de sa maladie de fin de septembre, il se rendra en Libye, puis en Egypte.

L'Egypte est pour la Yougoslavie un ami de vieille date. A aucun moment, les deux pays ne se sont trouvés en désaccord sur les grands problèmes du Proche-Orient. La Libye, elle, n'est un partenaire que depuis une dizaine d'années, mais d'excellentes relations économiques ont été nouées. Des centaines d'experts, de techniciens yougoslaves se trouvent dans ce pays (ingénieurs, médecins, agronomes, géologues, etc.) et la Libye achète de nombreux produits de l'industrie yougoslave, y compris des armes. Elle participe au financement d'un oléoduc qui partira du port de Rijeka reliera les principales raffineries yougoslaves et aura un embranchement vers l'Europe centrale — la Hongrie et la Tchécoslovaquie notamment dont l'économie s'est déjà engagée de s'approvisionner par cette voie en pétrole du Proche-Orient.

Si les échanges économiques vont bien, les positions politiques de Belgrade et de Tripoli sont parfois divergentes. La Libye n'a pas toujours fait preuve d'une « élasticité suffisante » qui aurait été, estime-t-on ici, bénéfique pour l'ensemble du monde arabe.

(Publié)
Centre Communautaire de Paris
19, bd Poissonnière, 75002 Paris
Zs DNER-DEBAT
après Christian Pineau, Léo Hamon
Le Centre reçoit
NATUM GOLDMAN
à propos de son livre
« le Paradise juif » (Stock).
Jeudi 20 janvier 1977, à 20 h.
Séance animée par Victor Manna

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

About Daoud, l'« affaire de Suez » du pauvre ?

Si la presse quotidienne étranger a été par là à l'origine de l'attitude de Paris dans l'affaire About Daoud, la lecture des hebdomadaires français n'incite guère à plus d'indulgence encore que plusieurs publications relèvent dans les positions austères affichées par nos voisins — allemands, en particulier — un rien d'hypocrisie ou de duplicité. N° les points d'exclamation indignes de nos voisins de suspension lourds de sous-entendus ne manquent à la plupart des éditoriaux ; mais le record revient sans doute aux points d'interrogation dans les articles que les hebdomadaires consacrent à l'arrestation, si provisoire, du dirigeant palestinien. Ceux-ci posent, en effet, toute une série de questions, qui s'organisent autour de deux grands thèmes : « Pourquoi ? » et « Que se-i-l se passer maintenant ? ».

Résumant ces questions, Pierre Vilain s'interroge dans l'hebdomadaire chrétien LA VIE : « Si la France ne voulait rien faire qui compromette son amitié avec les pays arabes et son influence dans le Proche-Orient pourquoi arrêter M. About Daoud ? Qui a donné l'ordre de l'arrêter ? Est-il possible qu'en de telles circonstances un service de police agisse sans l'accord explicite du ministre responsable ? Si, par extraordinaire, ce service l'avait fait, quelles seraient les sanctions ? Comment réagirait la fonction arabe qui agissent en toute indépendance par rapport au pouvoir palestinien ? Si M. About Daoud était vraiment un des chefs de l'Organisation de libération de la Jordanie, comment expliquer sa libération anticipée ? La France n'a-t-elle pas signé une convention internationale de lutte contre le terrorisme ? ».

« Nos ministres ne sont pas des aigles, mais... »

Claude Bourdieu avance une explication dans TEMOIGNAGE CHRETIEN : « On a le sentiment, écrit-il après avoir évoqué l'arrestation de l'émir palestinien Mahmoud Fakhri, à Paris, les 12 et 13 janvier, que nos ministres cherchent à pousser à bout les Palestiniens, et à leur faire commettre des erreurs. Sans parler, en ce qui concerne l'arrestation, de la manière dont les manœuvres de politique française ont pu être imaginées, l'action du ministre des affaires étrangères étant ici évidemment isolée. Il ajoute : « Sans doute n'y avait-il pas nécessairement des implications au niveau du gouvernement, et certains services ont dû vouloir créer un fait accompli. » Bourdieu conclut également sur les mobiles de l'attitude des amis d'About Daoud. Il poursuit, en effet : « Ceci n'explique pas pour autant l'étrange idée qu'un tel homme puisse être l'organisateur d'attentats spectaculaires. (...) ».

Pour Olivier Chevillon, dans LE POINT, c'est l'affaire de l'arrestation de M. About Daoud qui a fait le temps où le général de Gaulle serait des mains arabes tout en restant debout « et à l'aise un arrière-goût de honte ». Il note : « Pourtant, le grief de l'arrestation de l'émir est à Paris un homme accusé par les services occidentaux d'être l'organisateur d'attentats spectaculaires. (...) ».

Jean Daniel indique, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, que l'autre « embranchement » Paris est gagné à choisir. Il écrit : « A Paris, le ministre des affaires étrangères a tenu à ce que l'O.L.P. soit considérée comme l'impulsion de la libération de la Palestine. (...) ».

Quant à Jean-François Revel, il analyse, dans L'ESPRESSO, les conséquences d'une « incohérence ». Il en voit trois : « Conséquences néfastes, d'abord, pour l'image de la France. Comment ne serait-elle pas ternie par le contraste d'un « indépendance nationale », de « souveraineté » sacrée des Etats, et l'empressement ignominieux avec lequel nous déférons au chef d'Etat arabe sévère nous en sachant même gré. Conséquences néfastes, ensuite, pour la solidarité dans la lutte internationale contre le terrorisme. (...) Conséquences néfastes, enfin, pour la paix au Proche-Orient. Depuis quelque temps, on se voit des négociations directes et discrètes sont enfin menées entre Palestiniens et Israéliens. L'attitude française ne peut que les compromettre. (...) ».

Le dirigeant palestinien se déclare prêt à se rendre à Munich pour prouver son innocence

M. About Daoud s'est déclaré, samedi 15 janvier, prêt à se rendre à la disposition de la justice, à Munich, pour établir son innocence dans l'affaire de l'attentat des Jeux olympiques. Selon le bureau de l'O.L.P. à Alger, il poserait cependant trois conditions : « que le tribunal compétent soit un tribunal palestinien ; qu'il se fonde « sur la justice » ; et qu'il ne permette pas de « campagnes de propagande sionistes ».

« A BONN, un porte-parole du ministre de la justice a déclaré que les propos de M. About Daoud ne pouvaient être pris au sérieux. Il a ajouté que le mandat d'arrêt international délivré contre lui subsistait, et que si le responsable des attentats des Jeux olympiques de Munich se rendait en France, il ne pouvait pas pousser les choses trop loin ».

M. ALLON : il ne faut pas pousser les choses trop loin

« A JERUSALEM, M. Allon, ministre israélien des affaires étrangères, a estimé dimanche, en conseil des ministres, que les explications données par la France pour justifier la décision de libérer M. About Daoud n'ont pas satisfaisantes ».

Le ministre, dont l'intervention a été rapportée par le commentateur politique de la radio dimanche soir, a indiqué qu'Israël cherchait à obtenir de nouveaux éclaircissements de Paris sur cette affaire. D'après le correspondant de la télévision, M. Allon a noté qu'il « ne fallait quand même pas pousser les choses trop loin et que, tout compte fait, il y avait un certain nombre de points positifs dans les relations franco-israéliennes qu'il n'était pas possible d'ignorer. » (A.F.P., U.P.I.)

« THE SUNDAY TIMES » (Londres) : un grave dilemme.

« Ceux qui se joignent à chaque presque universel de réprobation (contre la décision française de relâcher M. About Daoud) devraient, en toute honnêteté, reconnaître que n'importe quel gouvernement (à l'exception du gouvernement israélien naturellement) détenant M. About Daoud aurait fait face à un grave dilemme. Dans notre pays, nous n'avons guère attendu, pour nous débarrasser de Mme Lella Khalil (1), la pirate de l'air palestinien, quand elle est tombée, bien contre notre gré, entre nos griffes. »

« Le gouvernement israélien dispose de quelques arguments légers complexes et non négociables pour soutenir son affirmation que la France, en relâchant M. About Daoud, a violé des obligations liées au traité d'extradition qu'elle a signé. Quelle que soit la réponse française à ces arguments, rien ne peut empêcher le tableau plutôt déprimant d'un pays civilisé et démocratique utilisant une procédure judiciaire pour couvrir une action politique. »

« Bien au-delà de ces glissements juridiques demeure le fait que le gouvernement français, comme les autres membres de la Communauté européenne, a accepté l'état dernier de travailler à la réalisation d'une convention internationale bannissant le terrorisme. (...) La libération de M. About Daoud signifie au moins une chose : l'espérance d'un front commun européen contre le terrorisme a été quasiment ébranlé à la naissance (1). La principale victime des événements de la semaine dernière risque de n'être pas tant les espions de la paix au Proche-Orient que la cause sinistrement meurtrière de l'Europe unie. »

« Complètement déconsidérés »

C'est d'ailleurs aussi au Proche-Orient que les auteurs de plusieurs articles sur l'affaire About Daoud empruntent une comparaison, même si celle-ci fait référence à des événements vieux de vingt ans. Jean Daniel, évoquant un commentaire de « celui qui fut ministre des affaires étrangères du général de Gaulle pendant douze ans », écrit : « Nous avons perdu la face, a-t-il déploré, et nous nous sommes complètement déconsidérés. (...) ».

« C'est d'ailleurs aussi au Proche-Orient que les auteurs de plusieurs articles sur l'affaire About Daoud empruntent une comparaison, même si celle-ci fait référence à des événements vieux de vingt ans. Jean Daniel, évoquant un commentaire de « celui qui fut ministre des affaires étrangères du général de Gaulle pendant douze ans », écrit : « Nous avons perdu la face, a-t-il déploré, et nous nous sommes complètement déconsidérés. (...) ».

ASIE

Chine

Les autorités ont mis un terme à la campagne d'affiches en faveur de M. Teng Hsiao-ping

Commencées dix jours plus tôt, les manifestations en faveur de M. Teng Hsiao-ping ont cessé le dimanche 16 janvier et les affiches et slogans apparus sur la place Tian-An-Men ont disparu. L'incertitude demeure au sujet des fonctions qui pourraient être confiées à l'ancien vice-premier ministre.

De notre correspondant

Pékin. — Le nettoyage de la place Tian-An-Men s'est apparemment passé sans aucune difficulté. L'opération a eu lieu à une heure choisie pour avoir le minimum de victimes. Les manifestations ont commencé à 10 heures du matin, entre minuit et 3 heures du matin, mais elles ont été d'une remarquable efficacité. Aux premières heures de la manifestation, des centaines de gerbes et couronnes accumulées en dix jours, le long des murs de la Cité interdite, ont été brûlées. Les journaux muraux, qui, en face, avaient fini par recouvrir la longue palissade qui protège le chantier du futur mausolée de Mao, tout avait été balayé, arrosé, gratté.

Depuis plusieurs jours, le bruit courait que les manifestations s'achèveraient le 15 janvier, date anniversaire de la fin du mandat officiel qui avait suivi, il y a un an, la mort de Chou En-lai, mais la population « sans doute » peu surprise de voir la place reprendre son aspect habituel. Que tout se soit fait sans « blessures » mortelles, ce jour-là, n'est pas une situation bien en main. Il reste que des revendications politiques d'importance majeure ont été publiquement formulées. On peut, pour l'essentiel, les résumer ainsi :

— Que M. Teng Hsiao-ping « représente son travail » ;

— Qu'une enquête approfondie soit effectuée pour révéler le « ver » qui a rongé le régime ;

— Que soient écartés certains dirigeants, comme le maire de Pékin, M. Wu Teh, qui ont « perdu la confiance du peuple » ;

— Que ne soit pas la campagne de danois, qui vient de se clore, a été considérée par le pouvoir comme une sorte de déchaînement sans conséquence. Dans les milieux chinois informés, on affirme que la campagne de de-

« On a fait observer qu'en toute hypothèse les postes numéros un et deux du régime sont et resteront occupés par M. Hua Guo-feng et le maréchal Ye Jianying et que l'ancien vice-premier ministre ne saurait être nommé à des fonctions où il aurait autorité sur ces deux hommes. Mais il a été dit à des visiteurs japonais que M. Teng Hsiao-ping serait « visible » après un certain délai non précisé. »

Reste la revendication populaire concernant une enquête sur l'« incident politique » du 5 avril dernier place Tian-An-Men. Il semble que les autorités soient embarrassées par la résolution du comité central datée du 7 avril 1976, qui, sans la moindre ambiguïté, qualifie cet incident de « contre-révolutionnaire ». Admette aujourd'hui qu'il s'agissait, au contraire, d'un épisode héroïque de la lutte du prolétariat révolutionnaire à reconnaître que le bureau politique tout entier, et non pas seulement la « bande des quatre », — agissant de surcroît sur proposition du président Mao et se prononçant à l'unanimité, s'était alors trompé du tout au tout dans son interprétation des événements. On conçoit qu'une telle révision de verdict, dont l'intérêt ne serait pas purement historique, pose de délicats problèmes à la haute direction du parti.

ALAIN JACOB.

POLITIQUE

DEVANT LES RESPONSABLES JEUNES

M. Jacques Chirac annonce que le R.P.R. va multiplier ses sections d'entreprise

M. Jacques Chirac a décidé d'exploiter activement le courant qui a donné naissance, le 5 décembre dernier, au Rassemblement pour la République. La création d'un parti est destinée à affirmer les idées du mouvement et à préciser sa doctrine. Ainsi, mardi 15 janvier, il réunit les « orateurs nationaux » du Rassemblement pour la République qui, au nombre d'une quarantaine, expliqueront sans relâche la doctrine du mouvement. Le 19 janvier, il participera à la réunion exceptionnelle du groupe parlementaire ; le 22 janvier, il s'adressera aux chargés de mission régionaux ; le 28 janvier, il sera à Marseille et le 30 il dirigera la réunion du comité central.

En président, samedi 15 janvier, à Paris, la réunion des délégués départementaux à la jeunesse du R.P.R., M. Chirac a apporté des précisions sur les objectifs qu'il assigne au Rassemblement et sur sa conception de la « participation » et de l'« entreprise ». L'ancien premier ministre s'est montré particulièrement insistant pour demander à ses auditeurs de lancer une vaste campagne d'adhésions afin de dépasser dans quelques mois le seuil des cinq cent mille adhérents. Il a surtout insisté sur la nécessité pour les militants du R.P.R. d'être présents partout.

A cette occasion, il a souhaité que le Rassemblement « développe systématiquement »

ses sections d'entreprises, afin de ne pas laisser sur les lieux de travail le monopole de l'expression politique aux organisations qui se réclament du programme commun et plus particulièrement au parti communiste. Bien qu'il se défende de vouloir « faire de l'entreprise le champ clos du combat politique », M. Chirac estime que c'est là qu'il faut « répondre au besoin d'expression politique des travailleurs ».

Cette prise de position sans ambiguïté va ainsi à l'encontre du souhait exprimé par M. Giscard d'Estaing au cours du conseil des ministres du 5 janvier, où il estimait que « la tentative de politisation des entreprises est contraire à la nature de celles-ci, qui doivent rester un lieu de travail conservant son caractère de neutralité ».

La volonté d'action de M. Chirac se manifeste donc dans tous les domaines : dans tous les lieux et dans toutes les activités où les citoyens se trouvent rassemblés. Sur le plan politique, évoquant succinctement la conjoncture électorale présente, il a rappelé que tout retour au scrutin proportionnel serait un « casus belli » au sein de la majorité et il a fait remarquer que le Rassemblement n'accepterait pas d'être « agressé ou relégué ». Cette remarque a été assuivie par ses auditeurs comme ayant valeur d'avertissement. — A. P.

M. Chirac dans son discours a déclaré : « Votre première exigence doit être de participer. Le libéralisme d'antan et le socialisme collectiviste sont utopies d'une même teneur : ils réduisent l'individu à la soumission. »

« Fédéralisme pour le libéralisme, ça a commencé par détruire tous les corps intermédiaires et a cru ou fait semblant de croire qu'un faible valait un fort. »

« Perversion insupportable pour le collectivisme, qui finit toujours par laisser en tête à tête l'individu désemparé et l'organisation de masse qui l'écrase : l'Etat, le parti, le syndicat. »

« Sortir de ce dilemme, c'est l'ambition de la démocratie participative. »

« Nous voulons faire la démonstration de la participation. »

Libres opinions

L'ENJEU DE LA PROPORTIONNELLE

par PAUL SABOURIN (*)

L'IDEE d'une réforme des modes de scrutin ressurgit périodiquement, c'est le cas actuellement. Et il est vrai que l'enjeu est important. Si le scrutin proportionnel permet l'établissement d'une majorité, il écrase les faibles et les minorités. Si la représentation proportionnelle assure plus de justice, elle n'entraîne pas de manière évidente des majorités stables et cohérentes.

Aussi, s'il est posé d'apporter un correctif au système électoral actuel, on peut imaginer de faire voter, avec un seul bulletin, à la fois pour un candidat et pour un parti politique. Les voix obtenues par la formation politique « représentative » seraient réparties au plan national ou régional et réparties en tenant compte des « voix perdues », c'est-à-dire les suffrages obtenus dans toutes les circonscriptions ou ces partis n'auraient pas d'élu.

Il serait facile de mettre en évidence les ambiguïtés du « consensus » dans l'opposition comme dans la majorité, seulement en proposant cette réforme et en analysant les réactions. Mais plus intéressant est de montrer sommairement les conséquences du système actuel sur l'élu issu de la proportionnelle et par conséquent sur le Parlement lui-même.

Que les « restes » obtenus par une formation politique soient répartis à l'échelon régional ou à l'échelon national, l'élu qui en est issu n'est pas directement choisi par l'électeur. Peut-on dire qu'il est un député de seconde catégorie ? Certainement pas. C'est un élu qui représente les voix politiques de son parti, perdues localement et comptabilisées au plan national. Il est donc à la fois un élu de la nation et un élu « partisan ».

Pourtant on dira qu'il est un technocrate par rapport à l'élu du peuple issu du scrutin majoritaire ? Non plus, car si un parti politique a intérêt à présenter, sur une liste constituée à l'avance, des femmes et des hommes compétents, il doit être tenu compte des voix obtenues localement par le parti.

C'est le statut de cet élu au Parlement qui pose le vrai problème. L'élu d'une circonscription est jugé, lors du renouvellement de son mandat, sur le « travail » accompli dans celle-ci, beaucoup plus que sur son action essentielle d'animateur de la vie politique. Si, dans le système proposé, le cinquième ou la moitié des parlementaires pouvaient se consacrer au seul Parlement, celui-ci serait du coup sensiblement réhabilité dans l'opinion publique. Pour cette fraction d'élus, plus de courses aux mandats locaux, assurances réélectorales, mais hydre dévorante du temps du parlementaire ; présence effective au Parlement ; le temps pour réfléchir, pour proposer, pour contrôler ! On croit rêver !

Enfin, si les restes sont répartis à l'échelon régional, pourquoi ne pas imaginer que le type nouveau de député ainsi créé va concourir à l'expression d'une conscience régionale ?

Bien d'autres interrogations demeurent. Les réponses ne manquent pas d'intérêt, au moment où le Parlement est confronté au phénomène de la personnalisation du pouvoir, s'exprimant notamment dans l'exercice des fonctions du président de la République.

(*) Membre du comité directeur du parti radical.

DEVANT LES CLUBS « DÉMOCRATIE NOUVELLE »

Un réquisitoire contre le ministère des finances

Devant la première convention nationale des clubs Démocratie nouvelle — qui a siégé samedi 15 janvier à Joux-en-Josas en présence de MM. René Lenoir, secrétaire d'Etat, et Bernard Stasi, ancien ministre, — M. Bertrand Schneider a souhaité que les clubs dont il est le président, deviennent des « cellules d'actions non conventionnelles ». A-t-il précisé.

Pour illustrer son souhait, il a présenté une suggestion-type : « la démission du ministre des finances ».

M. Schneider, qui a appartenu à divers cabinets ministériels, considère en effet qu'une des conditions du déblocage de la société politique française est que « les ministres prennent le pouvoir dans leurs ministères, que les lois soient appliquées et que les « politiques » ne se limitent pas à doubler » par les techniciens et les bureaucrates ». Or le mi-

nistère des finances représente dans l'Etat, à son avis, « un pouvoir exorbitant, capable de mettre en échec le premier ministre lui-même ». Le président des clubs Démocratie nouvelle estime même que ce département donne l'exemple d'une « administration qui, tout entière, se conduit de façon dictatoriale et sans appel ». Une administration d'une puissance telle qu'aucun ministre des finances ne peut prendre le risque d'entreprendre une réforme profonde des structures et des méthodes sans risquer d'être, à terme, « rejeté par son administration et peut-être éliminé du gouvernement ».

C'est parce que l'élaboration — et surtout la mise en vigueur — d'une « réforme globale » lui paraît impossible dans les conditions présentes que M. Schneider préconise le déménagement (dans une tour de la Défense, par exemple).

LA PRÉPARATION

M. Mitterrand écrit aux maires et recommande aux socialistes la loyauté et la rigueur dans les négociations

M. Mitterrand a, lui aussi, écrit aux maires de France. Il l'a fait non en tant que rival de M. Giscard d'Estaing qui a déjà envoyé une lettre aux magistrats municipaux, non plus en tant que leader de la gauche, mais comme dirigeant du P.S., pour expliquer les positions de son parti sur l'autonomie des communes et la décentralisation administrative. La lettre sera publiée par l'hebdomadaire l'Unité, lorsque les destinataires l'auront reçue.

En annonçant, samedi 15 janvier, cette initiative au rassemblement national organisé par le P.S. à Baguiolet, M. Mitterrand a indiqué qu'il ouvrirait le 3 février, à Baguiolet, la campagne électorale des municipalités du parti socialiste, et qu'il comptait se rendre aussi dans quarante-cinq communes. M. Pierre Mauroy, secrétaire national, a précisé de son côté que la commission directeur du 22 janvier en terminerait avec les litiges constatés dans certaines communes, le bureau exécutif devant lui-même se pencher mercredi sur les cas de Crétet et de Villeurbanne.

M. Mitterrand a vivement conseillé à ses amis de ne pas faire durer outre mesure les négociations en cours, de ne pas s'en tenir pour des considé-

rations tactiques à « des conversations de perroquets », de rechercher un accord fondé sur l'union de la gauche sans perdre de vue les intérêts du parti. Pour tous ses auditeurs, cet appel à la loyauté et à la rigueur à l'égard des partenaires et des engagements pris a été compris pour ce qu'il signifiait : à savoir que les prétentions du P.S. ne devaient pas aller au-delà d'un certain point au risque de nuire à la construction de l'union de la gauche.

Ce langage n'a pas été entendu comme tel par le P.C. l'Humanité du 17 janvier commente le vocabulaire de M. Mitterrand comme s'il était exclusivement dirigé contre le parti communiste. L'éditorialiste, M. René Andrieu, se demande même si le P.S. ne rêve pas d'une construction politique différente de celle dans laquelle il est engagé. Commentaire à contre-sens par rapport à ce qui s'est dit samedi à Baguiolet, mais peut-être inspiré par ce qui se passe sur le terrain où le P.S. se réfère à quelques manquements connus mais rares à l'égard de la gauche, et à quelques litiges en cours qui, visiblement, nuisent à la bonne harmonie d'une union proclamée loyale de part et d'autre. — A. L.

M. Charles Hermin, délégué national aux associations d'entreprises, a précisé samedi 15 janvier, à l'ouverture de la réunion, que celle-ci a pour objet de présenter les options socialistes dans la perspective des élections municipales. Au cours des débats, Mlle Françoise Gaspard, qui conduira la liste de l'union de la gauche à Dreux, demande qu'une plus grande place soit faite aux femmes dans l'exercice des responsabilités locales et pas seulement aux œuvres sociales. M. Hubert Dubedout, député maire de Grenoble, explique que le socialisme veut donner la parole aux administrés en réduisant l'emprise de l'Etat sur les communes. Selon lui, la « politique de clientéisme » que pratique M. Chirac en Corrèze étouffe « toute forme d'expression démocratique locale ».

M. Pierre Mauroy, secrétaire national, député, maire de Lille, observe que le R.P.R. a un « programme sommaire » ; le culte de l'union, l'union de la gauche, le projet. S'il y a des différences entre les positions de MM. Giscard d'Estaing et Chirac, les deux courants s'additionneront contre la gauche, souligne-t-il. Partisan d'une décentralisation des décisions au niveau de la commune, M. Mauroy note qu'une telle réforme poserait les problèmes de cumul des mandats et de certaines incompatibilités.

M. Edgar Pisani, sénateur de la Haute-Marne, revient sur les raisons qui ont conduit le P.S. à rejeter le rapport de la commis-

sion Guichard sur les collectivités locales et met ses auditeurs en garde contre « les séductions d'un siècle et demi de soumission au pouvoir centralisateur ».

M. Mitterrand invite ses amis, dans son discours de clôture, à se montrer des « partenaires loyaux, scrupuleux dans les négociations municipales, sans être naïfs ou ignorants, et en gardant l'amour de leur parti ».

Il importe, selon lui, de réaliser l'union de la gauche dès le premier tour, dans le respect des intérêts du parti socialiste. L'essentiel est de conclure le meilleur accord possible ; aussi ne faut-il pas « faire durer les discussions d'habileté tactique dans l'espoir de finir par l'emporter ou de se réserver des avantages psychologiques ». M. Mitterrand indique que la direction du P.S. n'aura aucune complaisance pour les habiletés reposant sur des prétextes. « Notre renouveau tient à la rigueur, à l'honnêteté dans nos démarches, dans le respect de nos choix », a-t-il assuré.

Le premier secrétaire du P.S. affirme que son parti ne pourra pas pas son activité à l'électorale et comme certains le laissent entendre, ce qui fait l'affaire de la droite et des éternels meneurs de la gauche à l'échelle du 12 janvier.

Les socialistes, ajoute-t-il, ont notamment élaboré un programme municipal et qui servira de base à leur combat prochain. Ce texte, déjà largement diffusé, pose comme objectif une large décentralisation des pouvoirs à l'échelon des collectivités locales en « donnant la parole aux administrés ».

Après avoir redit ses espoirs de voir naître « l'Europe des travailleurs » et après s'être félicité des récentes prises de position des dirigeants du P.C.F. pour la défense des libertés, M. Mitterrand appelle de ses vœux la victoire de la gauche et celle du P.S. en particulier, « pierre angulaire de toute construction, en particulier de toute construction à gauche aujourd'hui. Sans cette pierre, il n'y a pas de construction possible, mais si l'on s'en tient à elle seule, il n'y a pas de construction du tout ».

M. ANDRIEU : les faits

M. René Andrieu écrit dans l'Humanité du 17 janvier : « Nulle part nous n'avons vu d'autre revendication que l'application loyale de l'accord. L'accord n'est capable de nous infliger le moindre démenti sur ce point. »

Par contre, on ne saurait dire que nos partenaires brûlent partout de la Chénouille. M. François Mitterrand est maire, les représentants de notre parti se sont heurtés jusqu'à une fin de non-recueil. A Marseille, à Aix, à Laval, même refus catégorique de listes communales. A Villeurbanne, où nous sommes arrivés largement en tête devant le parti socialiste, c'est celui-ci qui revendique la mairie.

Tels sont les faits.

Tout ce que nous passons en définitive comme si le parti socialiste était assuré d'ores et déjà d'une telle suprématie qu'elle lui permettrait de prendre avec ses partenaires de la gauche les plus grandes libertés. Cette attitude n'est pas sans périls. Le succès de la gauche est, possible, mais il n'est pas acquis d'avance. Et il pousse nécessairement par l'union. Une union loyale pour laquelle nous continuerons, en ce qui nous concerne, à lutter jusqu'au bout. »

RECHIFFRÉS. — A Fréjus (Var), contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 12 janvier, le maire sortant, M. Léon Héritier, n'est pas C.D.S. mais « sans étiquette ». En fait, c'est son neveu, M. Philippe Héritier, à qui par erreur nous n'avons pas donné d'étiquette, qui est président de la fédération du Var du Centre des démocrates sociaux et membre du comité directeur du C.D.S.

ANGERS : le maire sortant ne se représente pas

De notre correspondant

Angers. — L'actuel maire d'Angers, M. Jean Turc, ancien député indépendant, ne se représentera pas aux prochaines élections municipales. C'est M. Auguste Ohnig, ancien conseiller municipal, premier adjoint au maire, qui prendra la tête de la liste de la majorité. Angers figurait dans la liste, publiée en août 1976, des deux cent trente-cinq villes où un accord était intervenu sur le choix des chefs de file des listes de la majorité, mais, précédant au moment de la publication de la liste, M. Turc avait déclaré qu'il ne se représentait pas.

L'évolution de ces conversations est très décevante, mais, contrairement à ce que l'on avait pu croire alors, une simple clause de style.

En annonçant sa candidature, M. Chirac a confirmé l'existence de « difficultés » qui ne mettent pas en cause les personnes, mais qui sont nées d'analyses divergentes sur le plan des méthodes de travail, de la répartition des responsabilités et de l'organisation du conseil municipal. C'est devant ces difficultés, a-t-il précisé, et « à la demande d'une très large majorité de l'actuelle municipalité », qu'il a décidé de « prendre une initiative susceptible de dénouer la situation ». Le sénateur a indiqué que « la quasi-totalité des conseils municipaux ont tous tendances, et qui avaient décidé de se représenter », seront à ses côtés.

Pour comprendre l'origine de cette crise et son développement, il faut remonter à 1973, soit moins de deux ans après l'élection de l'actuelle municipalité. La dé-

mission d'une conseillère municipale, Mme Moriceau, bientôt remplacée d'une seconde, celle de M. Maréchal, faisaient apparaître l'existence au sein du conseil d'un certain nombre de tensions.

Certains, sans s'en rendre compte, se sont pris à se prendre à la personne du maire sortant, et tout en rendant hommage à ses qualités d'administrateur et d'animateur, ils ont fini par se prendre à ses méthodes de travail, à sa politique de cabinet, fait accompli, insuffisance de concertation voire de relations entre la municipalité et les associations représentatives et les milieux socio-économiques et professionnels. Ce sont là les critiques les plus générales, les plus formulées, plus ou moins ouvertement.

Il est évident aujourd'hui que ces critiques ont dominé les conversations engagées pour la constitution de la liste à opposer à celle de la gauche et ont conduit les conversations à l'impasse. L'accord était impossible entre ceux qui demandaient une réforme en profondeur des méthodes de travail et d'élaboration de la politique municipale, et le maire et ses amis, convaincus que les résultats de la gestion de la municipalité sortante prouvaient qu'ils suivaient la bonne voie. D'où la démarche faite auprès de M. Chirac pour lui demander de prendre la tête de la liste de la gauche et de renoncer à la faire accomplir. M. Jean Turc s'est trouvé dans l'obligation, ou bien de présenter une liste sans les élus sortants en désaccord avec lui, ou bien de renoncer à solliciter un nouveau mandat. C'est cette dernière solution qu'il a choisie.

CHARLES DUTEYEU.

Trois élections cantonales

INDRE : canton de Châtillon-sur-Indre (1^{er} tour).
Inscr. 6 076 ; vot. 4 345 ; suffr. expr. 4 277.
MM. René Tixier, adj. au maire de Châtillon, s. élég. 1 131 voix ; Roger Maréchal, adj. au maire de Châtillon, mod. maj. 1 120 ; Roger Cluzeau, soc. ind. 884 ; Michel Teste, s. élég. 790 ; Mme Claude Signoret, P.C. 352. Il y a ballottage.

Il s'agit de remplacer Guy Rochette, maire de Châtillon (C.N.L.P.), récemment décédé. élu conseiller général pour la première fois en 1971, il avait été réélu en mars 1976, au second tour de scrutin, par 2 123 voix contre 1 875 à M. Maréchal et 833 à M. Bourdieu, P.C., par 6 076 inscrits, 4 721 votants et 4 681 suffrages exprimés.

NORD : canton de Pont-à-Marq (1^{er} tour).
Inscr. 20 772 ; vot. 14 411 ; suffr. expr. 14 039.

MM. Robert Anselin, P.S. 3 256 voix ; Noël Dubois, P.R. 3 755 ; Jean-Claude Droy, R.I. 2 266 ; Jean Tersi, P.C. 1 763. Il y a ballottage.

Il s'agit de remplacer Marcel Laurent, P.S., ancien député, décédé le 23 novembre 1976. Conseiller général depuis 1967, il avait été réélu en septembre 1973, dès le premier tour,

avec 6 128 voix contre 4 192 à M. Dubois, 1 239 à M. Maréchal, Guffroy, P.C., et 481 à M. Maréchal, Pletka, C.N.L.P., sur 17 532 inscrits, 12 332 votants et 12 071 suffrages exprimés.

La succession de Marcel Laurent à la mairie de Wabagnies a été assurée dimanche par l'élection de son fils, M. André Laurent, député de la sixième circonscription. Marcel Laurent avait lui-même succédé à son père en 1950.

OISE : canton de Méru (2^e tour).
Inscr. 10 813 ; vot. 7 388 ; suffr. expr. 7 190.
M. Guy Vadepied, P.S. 3 744 voix ; ELU ; M. Pierre Turrel, F.S.D. 3 446.

Il s'agit de remplacer André Tempe, F.S.D. (Fédération des socialistes démocrates), décédé le 18 novembre 1976. Au premier tour, M. Turrel avait obtenu 3 446 voix contre 1 676 voix devant M. Vadepied, 1 668 ; Raffier, P.C. 1 568 ; Drobecq, ind. 1 171. Il y avait 10 813 inscrits, 6 586 votants et 6 469 suffrages exprimés.

Les sept cent vingt et un nouveaux suffrages exprimés se répartissent à peu près équitablement sur les deux candidats restés en présence, mais le report des voix communistes permet au parti socialiste de récupérer un siège perdu en 1970. M. Vadepied, trente-huit ans, publiste, est le secrétaire fédéral du parti socialiste.

DES ÉLECTIONS MUN

À PARIS : les radicaux de gauche se trouvent isolés.

AU CLU DE LA

M. Servat-Schneider

à la m

M. Jean-Jacques

ber, député du

président du

l'ancien minis

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

de la gauche

فكرنا من الأصل

POLITIQUE

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

M. FABRE : les radicaux de gauche se trouvent lésés.

AU CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1

M. Servan-Schreiber n'exclut pas d'être candidat à la mairie de Nancy

Au cours d'une conférence de presse réunie samedi 15 janvier à l'issue de la journée de formation municipale organisée au palais du Luxembourg, à Paris, par le mouvement qu'il préside, M. Robert Fabre a estimé que « les radicaux de gauche se trouvent lésés dans les discussions qui ont lieu entre partenaires du programme commun » afin de constituer des listes d'union pour les élections municipales.

Nous progresserons dans les villes moyennes de 10 000 à 30 000 habitants

Après avoir annoncé qu'il n'aurait pas de liste d'union, M. Fabre a rappelé que son mouvement revendique les têtes de liste à Perpignan, Albi, Agen, Salon-de-Provence et Istim. Il doit conserver celles de La Rochelle et de Bastia.

« Au niveau des grandes villes, a constaté M. Fabre, nous n'avons pas beaucoup de chances d'accéder à des mairies, mais nous devrions avoir une progression sensible de nos élus dans les villes moyennes de 10 000 à 30 000 habitants, notre mouvement étant beaucoup mieux implanté dans les campagnes. »

En ce qui concerne la réforme de collectivités locales, M. Fabre a estimé que l'on devrait transférer aux communes « 30 à 35 % des ressources fiscales ». Il a ajouté : « Il n'y a pas de régulateur plus violent contre le système actuel que le rapport Guichard, qui reprend ce que la gauche affirme depuis longtemps. Mais nous craignons qu'on enterra les bonnes choses qui s'y trouvent. »

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Meurthe-et-Moselle, président du conseil régional de Lorraine, radical, était l'invité d'honneur du Club de la presse d'Europe 1. Il a déclaré, à propos de la préparation des élections municipales à Nancy : « Je répondrai à la question [concernant ma candidature dans cette ville] la semaine prochaine. Voici la raison : la situation n'est pas clarifiée. J'ai soutenu, depuis dix-huit mois, M. Claude Coulaud, qui était candidat à la mairie. Il n'a pas confirmé sa candidature. Il peut donc y avoir une nouvelle situation dans les jours qui viennent : c'est celle-ci que j'examinerai. »

LE SYSTÈME DES SUPPLÉANTS

Ce n'est que dans les villes de Paris, Lyon, Marseille, Toulouse et Nice que les listes de candidats aux élections municipales doivent être assorties du dépôt et de la publication du nom des suppléants choisis à raison d'un par candidat.

« La commission électorale du Mouvement pour le socialisme par la participation », précisée le 12 janvier que M. Durrmann — et non Terramond, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 13 janvier — qui figure sous l'étiquette du M.S.P. sur la liste présentée par le R.P.R. dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, « est complètement inconnue des instances dirigeantes du mouvement, tant nationales que parisiennes ».

L'ancien président du parti radical a aussi évoqué « les deux pôles » autour desquels devrait s'organiser, à son sens, la majorité. Il a affirmé : « Puisque M. Chirac a dynamisé son parti et essayé de l'élargir — je n'ai pas encore constaté beaucoup de succès sur le second point, mais il a tout de même donné de l'animation — j'estime qu'il serait tout à fait souhaitable que la partie réformatrice de la majorité, celle qui est en somme plus proche de M. Giscard d'Estaing, celle à laquelle, de cœur, j'appartiens (...), s'organise de manière aussi unitaire que possible. Quelles ne se sépare pas en différentes chapelles un peu dérivées ; que chacun ne sienne pas à avoir son appareil, ses fédérations, ses candidats (...). Il me semble logique et raisonnable que les réformateurs au sens large, ceux qui sont davantage pour des réformes par rapport à la formation de M. Chirac, s'organisent et, surtout, clarifient leurs propositions. Et pour clarifier les propositions, il faut travailler ensemble. »

Un programme commun de la majorité

M. Servan-Schreiber a souligné : « Il faudra qu'avant l'échéance électorale décisive [qui n'est pas celle des municipales mais évidemment celle des législatives] il y ait une sorte de programme commun aux deux grandes formations de la majorité. Il faut donc qu'elles travaillent (...) pour voir sur quels points essentiels elles peuvent honnêtement, au deuxième tour des élections, se présenter unies aux Français. Si l'on continue à avoir des désaccords fondamentaux et si l'essentiel commun — le programme commun — ne peut pas exister, la candidature unique au second tour est artificielle et n'est pas honnête. Donc, il faut se mettre au travail, d'une part pour que chacune des formations soit bien identifiée avec ses propositions, comme les socialistes et les communistes l'ont fait et, d'autre part, pour voir sur quel essentiel il peut y avoir un programme commun de la majorité. »

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE
FABRICANT - VENTE DIRECTE
FRANOR 70, RUE AMELOT
TEL. 700.87.94
En décembre avant le Noël.

SCIENCES-PO
STAGES DE PRÉPARATION - ENTRÉE en A.P. ou en 2^e ANNÉE
Deux formules : « Longue » : de février à juin + 15 jours fin août.
« Intensive » : en août.
IPESUP : Institut Privé de Préparation aux Études Supérieures
16-18, rue du Cloître-Notre-Dame, 75004 PARIS - Tél. : 325-63-30.

Larousse
vous invite à vivre un événement unique...

Découvrez la Grande Encyclopédie Larousse

au moment même où paraît son 20^e et dernier volume.

La parution du vingtième volume de la Grande Encyclopédie Larousse marque une date de l'édition française et constitue, pour vous, un événement : la Grande Encyclopédie va pouvoir être achetée, au complet, dans votre bibliothèque. Larousse vous facilite son achat et propose des modalités de paiement spécialement adaptées à chaque budget.

Un patrimoine culturel indispensable au service de votre réussite et de l'avenir de vos enfants.

La Grande Encyclopédie sera l'ouvrage le plus enrichissant et le plus utile que vous ayez jamais possédé. Ses explications détaillées vous permettront de comprendre les phénomènes compliqués du monde moderne et elle jouera un rôle décisif dans la formation de vos enfants.

Faites connaissance gratuitement avec ce chef-d'œuvre de l'édition :

12 432 pages grand format, 8 000 articles, plus de 15 000 illustrations en couleur... Pour en savoir plus et connaître le superbe index qui vous sera offert en cadeau, renvoyez vite le bulletin ci-contre à la Larousse.

Invitation

À recevoir gratuitement, sans aucune obligation de souscription, un exemplaire de la Grande Encyclopédie Larousse en 20 volumes offerts en cadeau.

Nom : _____ Adresse : _____
Prénoms : _____ Rte. aux souscripteurs
Profession : _____
N° : _____
M. : _____ Code postal : _____
Ville : _____
Date : _____

À renvoyer à la Larousse
17, rue du Montparnasse - 75280 Paris Cedex 06 6-7-2

LE MINISTRE, LE MEDECIN ET LE MALADE IMAGINAIRE.

Trop de dépenses de santé, trop d'arrêts de travail... vieille litanie parfaitement fausse.

C'est pourtant toujours ainsi que s'engage le débat sur la médecine.

Pourquoi?

Parce que dès qu'on aborde le reste, c'est l'angoisse devant la maladie et la mort, devant le pouvoir médical, son langage secret.

Nous ne voulons pas dramatiser, mais savoir.

Un médecin est donc allé parler avec Simone Veil, ministre de la Santé.

En même temps, un malade imaginaire allait se faire soigner.

Dans le Nouvel Observateur, c'est cela qui vous est présenté.

Spécial santé : premier volet d'un grand dossier du Nouvel Observateur.

LE NOUVEL **observateur**

En vente dès aujourd'hui.

فكذا من الأصل

ÉDUCATION

SOCIÉTÉ

DANS LES ÉCOLES DE PARIS

Les parents punis

Les policiers requis pour « accueillir » les parents punis sur le seuil de l'école primaire et les empêcher de rentrer, le 4 janvier, à Paris, rue Maurice-Rouvier, dans le quartier de l'École-Vivante, ont été publiés dans le Journal de l'Éducation. Mais l'interdiction d'application de la réforme Haby prévoyait d'accroître la participation des parents à l'école primaire.

Depuis plus d'un an, les écoles de Paris ont subi plusieurs vagues de révoltes. Pour certains, ces révoltes sont catégoriques, d'autres sont plus nuancées. Les réunions des parents punis ont été organisées. Les directeurs n'en ont pas aux parents, mais ils espèrent, par l'administration de l'éducation, finir par leur solliciter ce qu'ils demandent.

Actuellement, les écoles de Paris ont subi plusieurs vagues de révoltes. Pour certains, ces révoltes sont catégoriques, d'autres sont plus nuancées. Les réunions des parents punis ont été organisées. Les directeurs n'en ont pas aux parents, mais ils espèrent, par l'administration de l'éducation, finir par leur solliciter ce qu'ils demandent.

Fort de ce premier succès, les directeurs d'école parisiens ont mobilisé — en dehors des syndicats — et ont obtenu à Paris — une victoire — dont les objectifs sont : faire reconnaître leur situation de « parents punis » et participer à la réforme Haby.

A l'appel du SGEN-C.F.D.T.

VINGT-QUATRE HEURES DE GRÈVE DANS LES I.U.T.

Le Syndicat national des enseignants (S.N.E.) a appelé les enseignants des I.U.T. à se mettre en grève pour vingt-quatre heures le 15 janvier. L'action décidée par le S.N.E. vise les mesures annoncées récemment par le secrétariat d'État aux Universités, concernant le statut des enseignants (des postes d'assistants pourraient être prochainement transformés en postes de second degré) et la refonte prévue des programmes d'enseignement.

La rébellion des directeurs est dans ce cas jusqu'à s'opposer à la nomination du directeur d'un I.U.T. Le directeur d'un I.U.T. doit recueillir l'avis favorable du conseil de l'établissement. Désormais, pour nommer un directeur d'un I.U.T., il n'aura plus de l'avis simple de ce conseil.

À l'inspection académique de Paris, on ne goûte guère ces révoltes. Les directeurs d'école, nous opposerons à l'entrée des associations de parents d'élèves dans les écoles.

À l'inspection académique de Paris, on ne goûte guère ces révoltes. Les directeurs d'école, nous opposerons à l'entrée des associations de parents d'élèves dans les écoles.

Correspondance

La famille, valeur refuge ?

Une enquête de l'Institut national d'études démographiques. La famille, valeur refuge ? La question peut paraître saugrenue. Certes, la France ne connaît pas et de loin, un taux de divorce aussi élevé que les États-Unis, la Grande-Bretagne ou les pays scandinaves. Mais 15 % du nombre des mariages. Certes, l'institution familiale n'est pas aussi désacralisée qu'au Danemark, où les mariages sont parfois célébrés devant un notaire, mais en France, les mariages sont célébrés devant un curé ou un pasteur. Comment penser que la famille puisse rester une valeur sûre dans une société où toutes les valeurs sont remises en cause ?

Pourtant, la première impression que l'on tire de la lecture de l'imposante enquête publiée par l'Institut national d'études démographiques (INED) est que la famille, après le mariage, est devenue une valeur sûre. Ce dernier sujet et les questions politiques, les problèmes d'argent, les relations sexuelles sont en général, bannis des conversations familiales, car on ne peut pas se permettre de se quereller avec un bébé sur trois ans de moins d'un an. — « Je suis toujours prête à porter un bébé », dit-elle, « mais je ne suis pas prête à enlever un bébé à son père. »

Chaque chercheur a masqué les données de l'enquête de sorte à ce que les enfants, même mariés, ne restent un havre de sécurité. Ils croient aussi à la menace de la mort : leur seule préoccupation est de garantir la survie de la génération suivante.

Les réponses aux questions posées à deux échantillons représentatifs de la population française, l'un composé de mille deux cent quatre-vingt parents âgés de moins de quarante ans et ayant des enfants, l'autre de mille deux cent quatre-vingt parents âgés de plus de quarante ans et ayant des enfants, révèlent que si les parents en enfants ne vivent plus sous le même toit, ils ne sont pas séparés. Ce n'est pas la famille qui est en crise, mais la cohabitation avec les parents est mal supportée même si, pour des raisons matérielles, un jeune ménage sur quatre reconnaît qu'il a vécu au moins quelques mois, au début du mariage, dans l'une des familles d'origine. Mais le voisinage est recherché : près de trois jeunes foyers sur quatre résident à moins de 20 kilomètres des parents ou des beaux-parents ; seul un jeune ménage sur dix habite à plus de 100 kilomètres de sa famille.

La fréquence des relations entre parents et enfants mariés confirme que cette proximité de résidence a été, en général, recherchée. On se voit une fois par semaine et même davantage, le plus souvent chez les parents ; comme le constate une mère « on ne voit pas ses enfants ».

Une enquête de l'Institut national d'études démographiques

La famille, valeur refuge ?

Une enquête de l'Institut national d'études démographiques. La famille, valeur refuge ? La question peut paraître saugrenue. Certes, la France ne connaît pas et de loin, un taux de divorce aussi élevé que les États-Unis, la Grande-Bretagne ou les pays scandinaves. Mais 15 % du nombre des mariages. Certes, l'institution familiale n'est pas aussi désacralisée qu'au Danemark, où les mariages sont parfois célébrés devant un notaire, mais en France, les mariages sont célébrés devant un curé ou un pasteur. Comment penser que la famille puisse rester une valeur sûre dans une société où toutes les valeurs sont remises en cause ?

Pourtant, la première impression que l'on tire de la lecture de l'imposante enquête publiée par l'Institut national d'études démographiques (INED) est que la famille, après le mariage, est devenue une valeur sûre. Ce dernier sujet et les questions politiques, les problèmes d'argent, les relations sexuelles sont en général, bannis des conversations familiales, car on ne peut pas se permettre de se quereller avec un bébé sur trois ans de moins d'un an. — « Je suis toujours prête à porter un bébé », dit-elle, « mais je ne suis pas prête à enlever un bébé à son père. »

Chaque chercheur a masqué les données de l'enquête de sorte à ce que les enfants, même mariés, ne restent un havre de sécurité. Ils croient aussi à la menace de la mort : leur seule préoccupation est de garantir la survie de la génération suivante.

Les réponses aux questions posées à deux échantillons représentatifs de la population française, l'un composé de mille deux cent quatre-vingt parents âgés de moins de quarante ans et ayant des enfants, l'autre de mille deux cent quatre-vingt parents âgés de plus de quarante ans et ayant des enfants, révèlent que si les parents en enfants ne vivent plus sous le même toit, ils ne sont pas séparés. Ce n'est pas la famille qui est en crise, mais la cohabitation avec les parents est mal supportée même si, pour des raisons matérielles, un jeune ménage sur quatre reconnaît qu'il a vécu au moins quelques mois, au début du mariage, dans l'une des familles d'origine. Mais le voisinage est recherché : près de trois jeunes foyers sur quatre résident à moins de 20 kilomètres des parents ou des beaux-parents ; seul un jeune ménage sur dix habite à plus de 100 kilomètres de sa famille.

La fréquence des relations entre parents et enfants mariés confirme que cette proximité de résidence a été, en général, recherchée. On se voit une fois par semaine et même davantage, le plus souvent chez les parents ; comme le constate une mère « on ne voit pas ses enfants ».

JEAN-MARIE DUPONT. * La famille après le mariage des enfants, par Louis Roussel, avec la collaboration d'Odile Bourguignon, INED, Travaux et Documents, Cahier n° 72, PUF, 240 p.

Philippe Bertrand

Les défenseurs de la justice ont obtenu, par une décision de la Cour de cassation, la poursuite de la procédure pénale contre les auteurs de la mort de Patrick Henry. Mais l'interdiction d'application de la réforme Haby prévoyait d'accroître la participation des parents à l'école primaire.

ET JUGEMENTS

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

ef
ÉCOLE EUROPÉENNE DE VACANCES
rue Pasquier 171
75008 PARIS
Tél. 266.20.13
Tlx. 650018

NOM
AGE
ADRESSE
TEL
BON À RETOURNER pour recevoir la documentation EF et un test-guide séjours linguistiques.

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines
PRÉPARATIONS SEMESTRIELLES HEC-ESCAE-IIA
Préparation aux concours
Février à Septembre 1977
ENA
Préparation aux concours
Janvier à Septembre 1977
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
PRIX DEPUIS 24 ANS
AUTEUIL 5, Av. Jean-Henry
75016 Paris 224.10.72
TOLBIAC 25, Av. d'Italie
75013 Paris 562.63.91

M. MORIM
L'imaginaire dans l'éducation permanente
Coll. "Hommes et Éducation"
gaulhier-villars 44 F

Collection "Inconscient et Culture"
Favez, D. Anzieu, A. Anzieu, N. Berry, J.-B. Pontalis, V.-N. Smirnoff
Etre psychanalyste 45 F
Kaes, D.
Chronique d'un groupe 48 F
Kaes, D. Anzieu, A. Anzieu, H. Scaglia, R. Ri
Désir de former et formation du savoir 42 F
dunod

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Protestations après la décision d'annulation de l'OGA et de l'UNEA.

Water
SPECIALSANTÉ
QUELS SONT CEUX QUI SONT FRAPPÉS AU CŒUR?

هكذا من الأصل

DEFENSE

Le « marché d'armes du siècle »

LES CLIENTS EUROPÉENS DU QUATRIÈME ETAT-UNIS DE MEILLEURES CONDITIONS D'ACHAT.

Bruxelles (Reuter, A.P.) — Les ministres de la Défense des Etats-Unis, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège, les quatre membres de l'OTAN qui ont décidé, en 1973, d'acheter ensemble une quarante-huit exemplaires de fusils de combat General-Dynamique, se réunissent ce lundi 17 janvier à Bruxelles, pour discuter les meilleures conditions d'achat de ces armes.

Des représentants américains sont également à la réunion. Ils ont à la demande du Département de la Défense, qui veut signer le contrat final de 12 milliards de dollars (11 milliards français), qualifié de « marché du siècle », souhaitant des négociations compensatoires plus rapides, de nature à leur permettre de récupérer une partie des sommes affectées à l'achat de fusils de combat plus récents des pays d'Europe. D'autre part, le général américain et la fabrique d'armes de General-Dynamique ont un contrat portant sur la fourniture de fusils de combat General-Dynamique Mag-7, qui pendant dix ans, devra fournir des armes de combat.

Ces armes seront fournies à la fois aux Etats-Unis et aux pays de l'OTAN. Les Etats-Unis ont déjà acheté 100.000 fusils de combat General-Dynamique Mag-7, qui pendant dix ans, devra fournir des armes de combat.

Paris — Les ministres de la Défense des Etats-Unis, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège, les quatre membres de l'OTAN qui ont décidé, en 1973, d'acheter ensemble une quarante-huit exemplaires de fusils de combat General-Dynamique, se réunissent ce lundi 17 janvier à Bruxelles, pour discuter les meilleures conditions d'achat de ces armes.

100.000 F — Les ministres de la Défense des Etats-Unis, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège, les quatre membres de l'OTAN qui ont décidé, en 1973, d'acheter ensemble une quarante-huit exemplaires de fusils de combat General-Dynamique, se réunissent ce lundi 17 janvier à Bruxelles, pour discuter les meilleures conditions d'achat de ces armes.

Lyon — Les ministres de la Défense des Etats-Unis, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège, les quatre membres de l'OTAN qui ont décidé, en 1973, d'acheter ensemble une quarante-huit exemplaires de fusils de combat General-Dynamique, se réunissent ce lundi 17 janvier à Bruxelles, pour discuter les meilleures conditions d'achat de ces armes.

80.000 F — Les ministres de la Défense des Etats-Unis, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège, les quatre membres de l'OTAN qui ont décidé, en 1973, d'acheter ensemble une quarante-huit exemplaires de fusils de combat General-Dynamique, se réunissent ce lundi 17 janvier à Bruxelles, pour discuter les meilleures conditions d'achat de ces armes.

Paris — Les ministres de la Défense des Etats-Unis, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège, les quatre membres de l'OTAN qui ont décidé, en 1973, d'acheter ensemble une quarante-huit exemplaires de fusils de combat General-Dynamique, se réunissent ce lundi 17 janvier à Bruxelles, pour discuter les meilleures conditions d'achat de ces armes.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

La plus moderne maison spécialisée - 61, rue Froidevaux 75014 PARIS
A.T.P. s.a. au capital de 642.380 Francs

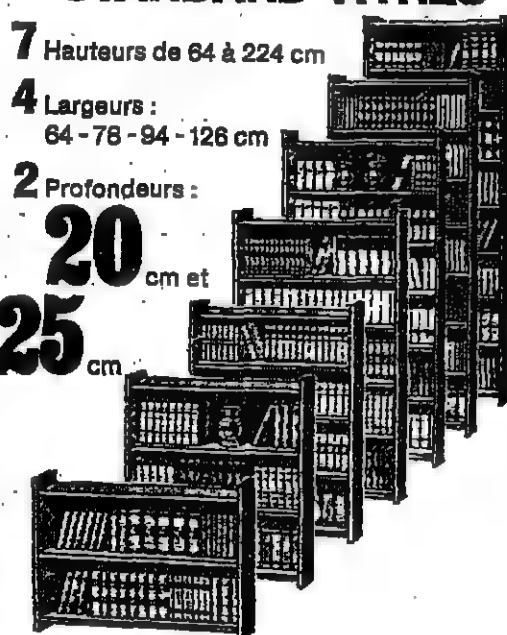
150 MODELES VITRÉS

SUPERPOSABLES. JUXTAPOSABLES
DEMONTABLES. ACCORDABLES
Étroits - Larges - Profonds - Nombreux bois.

Du meuble individuel au grand ensemble.

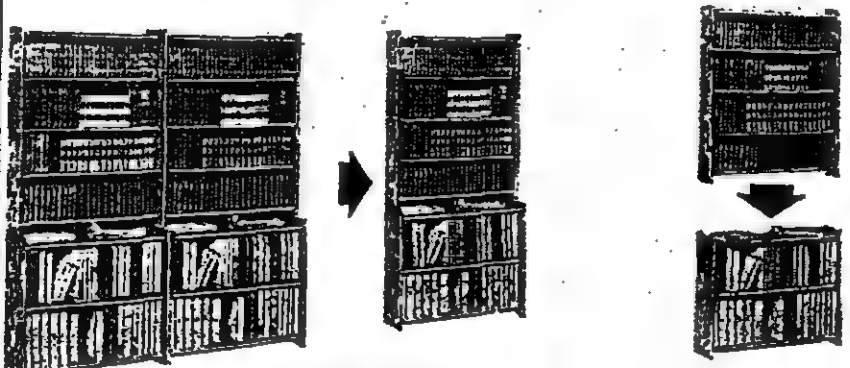
Étagères en métal, bois, aggloméré (panneaux de particules). Placage acajou traité ébénisterie, vernis collodique satiné, teinte acajou ou imitation avec tous les styles. Coussinets en caoutchouc, bords droits.

BIBLIOTHEQUES STANDARD VITRÉS



Prof. utile : 16,5 ou 21,5 cm
Hauteur utile entre les rayons : 25 cm

Installez-vous **ULTRA-RAPIDEMENT** vous-même
Nous vous conseillons de prendre les mesures de l'emplacement à meubler. (Hauteur, Largeur, profondeur.)
100 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE
par simple pose, sans aucune fixation.
COMMENT JUXTAPOSER COMMENT SUPERPOSER



Tous nos modèles DE PROFONDEURS IDENTIQUES mais de hauteurs et largeurs différentes peuvent être juxtaposés. Extension à l'infini par simple superposition.

nos meubles DE LARGEURS de profondeurs et hauteurs différentes peuvent être posés l'un sur l'autre sans aucune fixation.

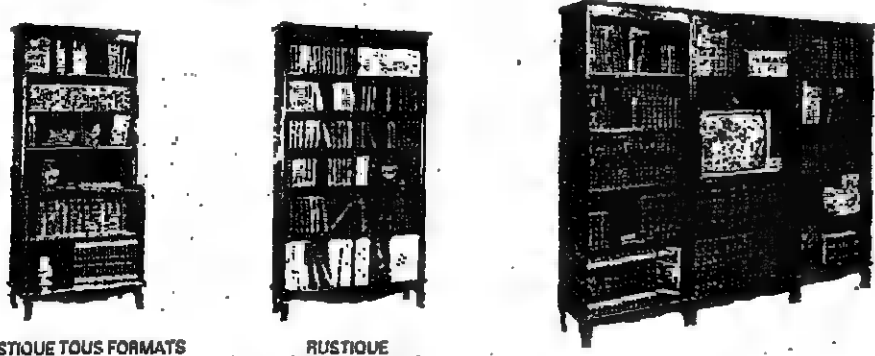
Exemples de Juxtapositions et Superpositions

BIBLIOTHEQUES VITRÉES GRANDE PROFONDEUR



Prof. utile : 26,5 ou 34,5 cm
Hauteur utile entre les rayons du bas : 36 cm; autres : 33 cm
Spécialement conçues pour servir de base à tous nos modèles standard ou pour volumes ou télévision.

MEUBLES RUSTIQUES VITRÉS

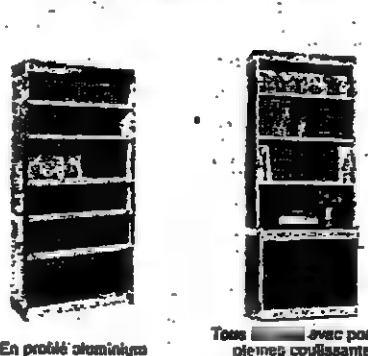


RUSTIQUE TOUTS FORMATS
Haut. 205 cm - Larg. 94 cm
Prof. 42/27,5 cm

RUSTIQUE
Haut. 208 cm - Larg. 116 cm
Prof. 53 cm

GRANDE avec vitre

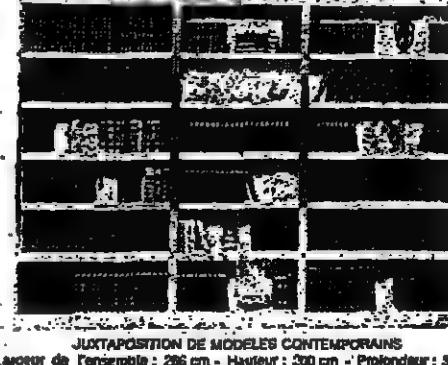
BIBLIOTHEQUES CONTEMPORAINES



En profil chromé
Haut. 200 cm - Larg. 94 cm
Prof. 25 cm 35 cm

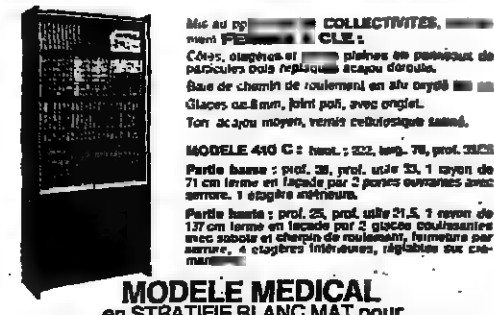
Tous les modèles avec portes pleines coulissantes
Haut. 205 cm - Larg. 94 cm
Prof. 45/35 cm

BIBLIOTHEQUES CONTEMPORAINES



Juxtaposition de modèles contemporains
Largeur de l'ensemble : 286 cm - Hauteur : 200 cm - Profondeur : 35 cm
Coulissantes : 400 volumes.
Livré démonté - montage très facile à l'aide d'une simple clé jointe.

MEUBLES COLLECTIFS JUXTAPOSABLES - VITRÉS - FERMANT A CLE 2 MODELES - 2 LARGEURS - 2 PROFONDEURS



MODELE MEDICAL en STRATIFLEX BLANC MAT pour hôpitaux, cliniques, docteurs, biologistes, etc. FERMANT ENTIEREMENT A CLE

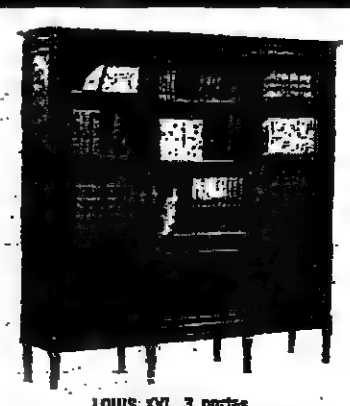
Livraison RAPIDE et FRANCO dans toute la France métropolitaine.

Notre tarif vous permettra de Chiffrer votre Dépense de vous installer Sans surprises

Nous vous conseillons de prendre les mesures précises de l'emplacement à meubler

MEUBLES DE STYLES

- REGENCE
- LOUIS XVI
- DIRECTOIRE
- REGENCY



LOUIS XVI, 3 portes
Haut. 177 cm, Larg. 104 cm, Prof. 38 cm
Prof. utile 31 cm

Expositions :

- AMIENS - 3, rue des Chaudronniers
- BORDEAUX - 10, rue G. Clemenceau
- CLERMONT-FERRAND - 22, rue G. Clemenceau
- GRENOBLE - 59, rue Saint-Laurent
- LILLE - 50, rue Esquermoise
- LYON - 8, rue de la République
- MARSEILLE - 108, rue Paradis
- MONTPELLIER - 8, rue Sévère
- NANTES - 16, rue Gambetta
- NICE - 9, rue de la Boucherie (Vieille Ville)
- RENNES - 18, quai Emile Zola (près du Musée)
- STRASBOURG - 11, av. du Gal de Gaulle
- TOULOUSE - 2 et 3, quai de la Doune
- TOURS - 5, rue Henri Barbusse
- Trouvé le lundi matin
- seront le lundi

PRIX IMBATTABLES!

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"En Montparnasse" 61, rue Froidevaux 75014 PARIS
Magasin ouvert tous les jours de 10h à 19h
Métro : Odéon, Raspail, Edgar Degas - Autobus : 29 - 38 - 58

BON pour catalogue GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRÉS montrant tous détails : modèles, largeurs, profondeurs, hauteurs, couleurs, bois, ébénisterie de détail, etc.
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____

Parmi nos dernières installations

Ambassade de Belgique, des Etats-Unis, Conseil de l'Europe à Strasbourg - Préfecture de la Somme, de l'Isère - Bibliothèque Municipale de Montpellier - Université de Paris, de Poitiers, de Rennes - Sciences Politiques, Ecole Supérieure de Physique et Chimie - Centre Universitaire Dauphiné - Faculté de Sciences de Paris, de Bordeaux, de Lille, de Marseille, de Rennes - Facultés des Sciences Pharmaceutiques de Tours et de Clermont-Ferrand - Faculté de Médecine de Lyon et Marseille - Ecole Polytechnique de Paris - Ecole des Mines de Paris - Ecole Normale d'Instituteurs de Grenoble - Ecole Nationale d'Aviation Civile de Toulouse - Laboratoire de Toxicologie à Nantes - M.G.E.M. à Nice - Centre National de Recherches Scientifiques de Lyon - Clubs hôtel de Val Thorens, la Clusaz, le Tignes, de l'Isère - Ministère de l'Équipement et du Logement, de l'Économie et des Finances, de l'Intérieur, de l'Agriculture

FACILITÉ DE RETOUR EN CAS DE NON-CONVENANCE

ou appelez le **633.73.33**
répondeur automatique 24 h sur 24

فكنا من الأصل

La région parisienne

AUTOUR DE BEAUBOURG

Comment fermer le plateau ?

BEAUBOURG s'achève. C'est grand, c'est beau, c'est grand comme une énigme. Qu'en deviendra-t-il et que sera-t-il ? C'est la machine qui peut être aussi bien demain mélancolique que carrosse et chose qui fut que manufacture culturelle. Lieu d'échange et de création ? C'est de la rue de la Vallée de la Chapelle, que le sol tombe ou tressaille. De la rue de la Chapelle, que le sol tombe ou tressaille. De la rue de la Chapelle, que le sol tombe ou tressaille.

partie nord du plateau, les malins qui ferment la place, la rue de la rue Rambuteau. Les maisons que l'on peut encore y voir et qui datent de la première moitié du siècle dernier ne sont pas des chefs-d'œuvre, mais ils ont une qualité d'ensemble homogène, discret, de qualité. L'impression qui est l'angle de la rue Saint-Martin, un ensemble sur lequel on ne voit pas de profils, s'accroissent très bien avec les façades de la rue qui bordent la place.

teu est d'une importance capitale : que l'on y introduise un élément nouveau, hétéroclite, le système de Beaubourg, fondé, en effet, sur le rapport de deux architectures : les façades de la rue Saint-Martin, le centre lui-même, dont le module a été calculé en fonction de ces façades. Un tel équilibre est par définition fragile, et même faire intervenir les arguments historiques ou sentimentaux (présence de Paris du dix-huitième et celui du vingtième) ajoute aux deux qui existent déjà et qui sont en fait, à l'origine, la plupart des opérations de rénovation (et les villes nouvelles) : l'échec du projet, le désordre, le catalogue de l'hétéroclite.

Ceux qu'on oublie

POINT DE VUE

Les handicapés ballottés dans les transports

Les problèmes des transports par les handicapés ne sont pas nouveaux. Ils ont été abordés par la loi de 1975 sur l'égalité des territoires. Mais, à l'heure actuelle, les handicapés sont encore très mal servis. Les transports publics ne sont pas adaptés à leurs besoins. Les taxis sont rares et coûteux. Les transports privés sont souvent inexistants. Les handicapés sont donc obligés de se déplacer à leur propre risque et péril.

Un simple coup d'œil sur un plan des transports de l'Ile-de-France permet de constater que le bus et le métro ont pour mission première de transporter à l'heure les habitants de la région parisienne qui vont chaque jour travailler dans la capitale. Mais, les « marginaux », la population active, ceux qui n'y sont plus insérés, ceux qui ont des difficultés à le faire, ont parfois bien du mal à y trouver leur place.

Beaubourg est un coup de force, un viol, une sorte de King-Kong architectural, un aéroglisseur déposé au cœur du vieux Paris (qu'il a d'ailleurs contribué à sauver). Pourtant, il ne pèse pas sur le quartier, il le met même en valeur comme une grosse bête bienveillante, attentive à ses petits, et l'on ne peut qu'être frappé par l'attitude avec laquelle ont été déployés ses abords, organisés l'espace qui, du côté de l'église Saint-Martin et du boulevard de Sébastopol s'articule en une série de petites places du plus heureux effet.

Mais là n'est pas le problème. Ce que l'on construit, rue du Renard ou dans la partie haute de la rue Saint-Martin n'est pas de grande importance, puisque, du centre et de la place, on ne le verra pas. Par contre, ce que l'on verra (et l'on ne verra pas cela) le long de la rue Rambuteau est d'une importance capitale.

Il faut à tout prix conserver les maisons de la rue Rambuteau, et le prix ne devrait pas être exorbitant. Les architectes, les urbanistes, les promoteurs, les restaurateurs, on ne trouvera jamais meilleur moyen de fermer le plateau, de lui donner cohérence et unité dans la diversité. Les bonnes et braves raisons ont, en outre, le mérite d'être à peu près neutres : on ne les voit pas, alors que ce qu'on verra, la rue Saint-Martin, abstrait, risque d'être un spectacle particulièrement intéressant.

Le problème des transports par les handicapés ne sont pas nouveaux. Ils ont été abordés par la loi de 1975 sur l'égalité des territoires. Mais, à l'heure actuelle, les handicapés sont encore très mal servis. Les transports publics ne sont pas adaptés à leurs besoins. Les taxis sont rares et coûteux. Les transports privés sont souvent inexistants. Les handicapés sont donc obligés de se déplacer à leur propre risque et péril.

Un simple coup d'œil sur un plan des transports de l'Ile-de-France permet de constater que le bus et le métro ont pour mission première de transporter à l'heure les habitants de la région parisienne qui vont chaque jour travailler dans la capitale. Mais, les « marginaux », la population active, ceux qui n'y sont plus insérés, ceux qui ont des difficultés à le faire, ont parfois bien du mal à y trouver leur place.



l'Australie
Jeudi, samedi.

AIR-INDIA

LA BATAILLE POUR LA MAIRIE

Le XVII^e en fête de liste

Le dix-septième arrondissement sera-t-il le secteur de la capitale qui donnera un maire à Paris ? Toujours est-il que cet arrondissement, si aucun accord n'est intervenu au sein de la majorité, sera au cours de la campagne électorale de mars prochain le théâtre d'un duel serré entre M. Bernard Lafay (R.P.R.), député du dix-septième ar-

aujourd'hui, l'aménagement d'un square de plus de 1 hectare aux abords de l'église Saint-Odile et de la place de la République. Le projet, qui a été revu parce que trop dense, comprendra des logements, un stade, une crèche, et 7 hectares d'espaces verts. Depuis près de vingt ans, la couverture de la voie ferrée du boulevard Pereire est envisagée. Des crédits ont même été votés par le conseil de Paris en vue de couvrir la tranche de la ligne de la gare d'Orléans à la gare de la Chapelle. Mais rien n'a été fait.

L'« autobus 85 »

C'est particulièrement vrai pour les autobus, qui sont en de moins en moins nombreux. L'« autobus 85 », qui est un autobus à deux étages, est en fait un autobus à deux étages. Il est en fait un autobus à deux étages. Il est en fait un autobus à deux étages.

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE FONDÉ EN 1953

vous permettront de découvrir les secrets humains et la psychologie de vous y perfectionner

Préparé à la profession de psychologue

Préparé à la profession de psychologue

Préparé à la profession de psychologue

Télex

NOTRE

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez vos messages. Nous les transmettons par télex.

étreve

SERVICE TÉLEX

345.21.62 + 348.00.28

38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

CLOTURE DES JEUX

DEMAIN

APRÈS-MIDI

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LOTO

LENTILLES DE CONTACT :

parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC

80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS

Tél. : 522.15.52

LES « ANCIENS » DE PARIS INTERDITS DE BANLIEUE

M. Georges Mammès (C.D.S.), conseiller à Paris, député, a déposé, le 17 octobre 1976, au bureau de l'Assemblée nationale, une question écrite demandant que les personnes âgées qui demeurent à Paris bénéficient du Fonds national de solidarité et non assujetties à l'impôt sur le revenu, puissent profiter des avantages de la carte améthyste, déjà utilisée par les « anciens » de la petite couronne.

La carte améthyste, nouveau titre de transport créé à l'initiative du Syndicat des transports parisiens (qui coordonne les politiques de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. pour la région d'Ile-de-France), est entrée en vigueur le 1^{er} octobre. Elle permet aux personnes âgées qui en ont l'usage de voyager soit gratuitement soit semi-gratuitement sur les réseaux S.N.C.F. et R.A.T.P. de la région. Ce sont les assemblées départementales qui décident d'attribuer ces tarifs préférentiels en achetant les cartes aux organismes transporteurs, moyennant 300 F pour la gratuité totale, 180 F pour la semi-gratuité. Elles distribuent ensuite ces cartes aux « anciens » âgés de leur ressort.

Les départements de la petite couronne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine, ont d'ores et déjà mis le système en place. Ceux de la grande couronne : Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, les auront prochainement.

La question se pose différemment dans la capitale. Répondant à M. Mammès, le ministre des transports souligne que « le maintien de la carte améthyste actuellement en vigueur et valable sur le seul réseau de la R.A.T.P. peut se justifier par le fait que la population parisienne utilise essentiellement les services de la R.A.T.P. et que l'octroi de la carte améthyste conduirait à une charge financière plus lourde pour la Ville de Paris ». C'est néanmoins à elle qu'il revient de prendre à cet égard la décision qu'elle jugera la plus opportune.

C'est effectivement à l'Assemblée parisienne et non à l'Assemblée nationale qu'il faut prendre une telle décision. Le prix de la carte améthyste qui permet à certaines catégories de personnes âgées parisiennes de voyager gratuitement sur le réseau R.A.T.P. est fixé à 175 francs. Cette somme est payée par la Ville de Paris. La mise en service d'une carte améthyste à Paris ne serait donc pas beaucoup plus onéreuse. Elle serait par ailleurs l'avantage de créer un titre de transport unique pour toute la région d'Ile-de-France.

M.-C. R.

BULLETIN

Un diagnostic d'économétries incline au scepticisme

Peu nombreux, en fait, sont ceux qui souhaitent jutter à la fois les deux aspects du mal, jugeant le chômage aussi dommageable que l'inflation. Ceux qui ont ce double souci s'inscrivent pour autant à l'association thérapeutique appropriée : à savoir ceux qui n'ont pas de problème capital, deux économistes de l'administration (!) tentent d'apporter une réponse.

Leurs conclusions ne sont guère satisfaisantes, mais par ses résultats, la France nous le prouve, a besoin d'hui à prendre les moyens — politiques et économiques — capables de vaincre la « stagflation » ?

élèvent les coûts de production. Un second, en matière d'ailleurs, que le chômage de cet effet incalculable sur l'ensemble de l'économie est même bien quand il se produit, se répercute sur tous des industries d'équipement.

Les managers, comme d'habitude longue une mathématique de l'investissement de l'industrie française, nous nous les efforts à éviter un rôle central se trouvent de l'équipement dans la propagation des flux d'investissement en France (vu que cet effet réside en la formation qui

coûts, des salaires, des profits, de la productivité). Et, pour bien marquer les déséquilibres pouvant résulter de ces incidences des mécanismes d'équipement, MM. Boyer et Mistral avaient résumé le « cercle vicieux » de l'investissement (d'avant l'équipement) et des « cercles vertueux » (l'investissement pouvant entraîner une inflation, puis à son tour réduire autre économie en profit).

UN certain russe d'acheteur, un britannique qu'intéresse produire ses propres produits, à tel point qu'une fois l'un d'un croissant de six millions de livres sterling (6 milliards de francs) a été converti en celui de six millions. Tous les deux n'ayant pu être convertis, le britannique a pu le prêter pour l'un des champs un certain emprunt de 1,25 milliard de francs (10,5 milliards de francs), qui a permis les chances de succès de son projet.

Ces rués, ces mauvais banquiers ont
qualités de « frénétique », et par for-
tuite : ils ont produit au cours de
l'été, dans la mesure où ils prévalent l'usage
de la Banque d'Angleterre, un
taux de 3 milliards de dollars, et
c'est à lui que l'on a dû le
remboursement de la dette
sterling américaine. Une dette qui
est restée, en la même mesure,
incassable par le Fonds monétaire d'un
côté et de 10 milliards de dollars. Du
coup, le monde est en la dette sterling a
bondi, la Banque d'Angleterre devant
intervenir : pour ne
remettre : à ses détenteurs de
de tous pays ont sont propitiés à Lon-
dres, obtenir un taux d'intérêt supérieur
à 14 %.
banc : cette fois-ci, le monnaie pourrai
être stabilisée.

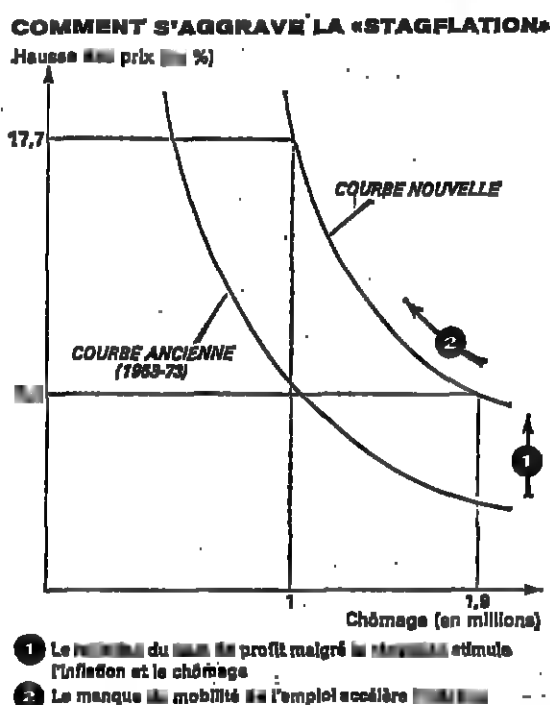
[illegible]

**UNE BOMBE
DANS LE BORDELAIS**

36 dégustateurs Français, Belges, Suisses et Anglais, 650 bouteilles de grands Bordeaux.

Peut-être le banc d'essai du siècle qui met en tout cas à l'épreuve le sacro-saint classement de 1855 et remet à leur vraie place certaines réputations injustifiées.

Le Nouveau Guide
Le 11^{er} janvier
chez tous les marchands de journaux.



Le calme dans la tempête

Il ne s'agit plus de se plier à vue, il faut gouverner. Ce sera résumé en l'esprit des meilleurs patrons dans ce sens en 1977. Le président du C.N.F.P., M. François Ceyras, est, pour sa part, en état de mener sa barque. Elu en janvier 1973, il restera valant jusqu'en janvier 1980, si aucun accident brutal n'arrive. Il aura au sein mille... Il apparaît dans le monde de la politique. Les vice-présidents qui traditionnellement flanquent son poste, et qui sont passés longtemps pour des éminences grises déviant dans les coulisses la réalité du pouvoir, se redeviennent les conseillers qu'on voit qu'ils ont simplement. Les « groupes de pensée » patronaux se sont tus, on les sentait plus ou moins dans la vie, les fantasmes plus ou moins de l'argent, — sur ce moment

de moins en moins permises en milieu national. La crise économique et les incertitudes politiques étant ce qu'elles sont, l'État est à la prudence et à l'alignement.

C'est dans cette ambiance que les cinq ou six trente-cinq milliards pétroliers convoqués à l'Assemblée nationale ce mardi 11 janvier ont été principalement M. Yvon Chotard, président de la *Commission des problèmes sociaux*, M. Jacques Ferry, président de la *Commission de politique économique et financière*, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la *Commission de politique pour l'industrie*, et M. Michel Caplain, président de la *Commission des finances*, évoquant le financement des entreprises, avant que M. François Ceyrac lui-même propose les orientations de son organisation pour 1977.

montrage les placements en valeurs mobilières. Et M. Jacques Ferry de relancer la question de la réévaluation des bilans...

Le président de la chambre syndicale de la sidérurgie imagine aussi des dispositions fiscales qui permettraient d'inciter les industriels à éliminer leurs équipements les plus anciens pour en acquérir de nouveaux, le problème étant bien entendu d'éviter que la relaxation des investissements ne soit traduite par une relance des importations, profitable en fait au premier lieu aux fournisseurs étrangers. Ces idées d'étude de la Fédération de la mécanique montre d'ailleurs qu'à prix égal un produit acheté à l'étranger se traduit par rapport à un produit acheté en France par une perte sèche de 20 % pour l'Etat.

Les idées fiscales à considérer. Avis

ce vocable dirigeant, tandis qu'il faut « une politique pour l'industrie ». La remise en ordre des grands mécanismes régulateurs de l'économie doit selon lui s'accompagner d'actions sectorielles qui permettent à l'industrie de s'adapter pour l'avenir à son environnement nouveau. De telles actions ne peuvent qu'avoir un caractère « sélectif » et s'accompagner d'une concertation plus poussée qu'autrefois entre les pouvoirs publics et les industriels. « C'est là », dit-il, en dénonçant la sélectivité, ou dénonçant « l'arbitraire » :

JACQUELINE GRAPIN.
(Lire la suite en page 19.)

Limitier les dégâts

Faut-il que les **■** portés aux patrons, aux entreprises **■** à l'économie aient été durs pour que les incorrigibles forces centrifuges, qui animent ce milieu se soient inversées et les aient que la mauvaise conscience qui les avait **■** transformés en **■** d'hyper-réalisme. Ceul-ci conduit presque les dirigeants, patrons, pour un peu, à parler de profits (non pas de profits faux, mais de profits à faire, bien sûr). Ainsi, M. **■** Capitain peut-il réclamer une réaménage du marché financier et appeler le bras armé de l'épargne à la stimulation des investissements. Ses propositions portent notamment sur la **■** d'actions privilégiées dont le régime financier **■** particulièrement intéressant, **■** qui **■** dépourvus de droit de vote dans les entreprises. L'idée **■** de **■** compte du **■** tisme des actionnaires, échaudés par le marché de **■** pour **■** attente **■** converti en **■** acceptant que l'épargne qui **■** actuellement, en partie, le marché immobilier, ne se prétera aux

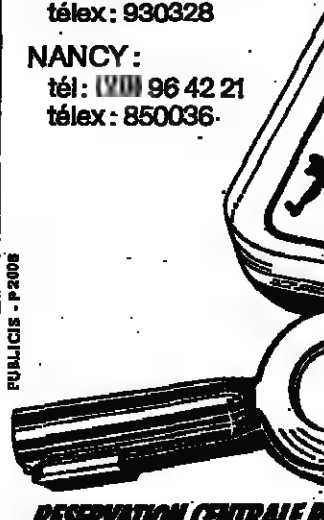
investissements dans l'industrie que si elle y est sérieusement incitée.

La bonification par **une** **taux** **des** **emprunts** émis pour procéder à des investissements productifs **est** **une** **bonne** **idée** **mais** **elle** **est** **insuffisante** **et** **est** **également** **remise** **en** **question** **à** **l'ordre** **du** **jour**. M. Caplain reprend sur ce point la démonstration de M. Ambrose Roux mettant en évidence que pour financer 25 milliards d'investissements **à** **un** **taux** **réduit** **de** **0,5** **à** **1** **pour** **cent** **au** **lieu** **de** **5** **à** **6** **pour** **cent** **actuel**, l'Etat devrait faire un effort de 625 millions de francs par an, et — compte tenu de l'actualisation des taux d'intérêt — de 2,5 milliards sur dix ans, effort dérisoire si on le compare aux 2 milliards sacrifiés à l'écroulement de la taxe professionnelle, aux 8,5 milliards alloués à la baisse de la T.V.A. ou aux 8,7 milliards mis à la disposition des collectivités pour des investissements, dont l'effet a été évidemment restreint. Le doublement **de** **l'avoir** **fiscal** **est** **un** **bon** **suggéré**, **et** **même** **que** **l'on** **rappelle** **les** **vertus** **de** **l'exemple** **allemand** **de** **réforme** **de** **la** **taxe** **professionnelle**.

question de développement des exportations, et de plus en plus de « sécurité » vis-à-vis des importations. On considère, dans les milieux Pierre-Edouard, que la performance d'exportation est plus satisfaisante, mais qu'en revanche l'Europe est une véritable passoire pour les produits des pays de l'Est, du Japon, des pays en voie de développement associés, voire des États-Unis. On ne peut pas s'empêcher de remarquer la négociation et la promulgation à l'échelon européen d'une sorte de Trade Act à l'américaine et, à défaut, d'invoquer pour la France des clauses de sauvegarde qui permettraient de sauver du désastre des industries menacées (la machine-outil, le textile, la chaussure ou la sidérurgie), voire de sanctionner les manipulations douanières et fiscales comme on en reproche aux Italiens.

METZ:
tél: (87) 74 57 27
téléx: 930328

NANCY:
tél: (20) 96 42 21
téléx: 850036.



RESERVATION CENTRALE PARIS

★★★★ **EN LORRAINE**

METZ:
tél: (87) 74 57 27
télax: 930328

NANCY:
tél: (100) 96 42 21
télax: 850036.



36 HOTELS

RESERVATION CENTRALE PARIS 657 11 43 TELEX 200432

UNE ÉTUDE D'EUROÉCONOMIES

doute parce que ce temps est
M. François Ceyrac
révision fondamentale des
les entreprises
ons trop de rapports avec l'industrie

résumés des propositions patronales ci-dessus. Elles sont fondées sur l'idée que sans réduire les prestations de sécurité, il est possible de rééquilibrer le budget, en améliorant la gestion, et en réduisant les types de solidarité. Les propositions ci-dessus ont mérité le vote de la majorité.

Le CNP.F., l'année dernière, montre à son tour que la gestion générale n'est pas la seule à présenter des projets d'envergure nationale. « Il nous est venu à l'esprit », dit-il, « que nous ne pouvons pas attendre de passer à l'acte sans l'appui de la majorité ». Rendant à César ce qui est à César, On peut quand même regretter, en 1977, qu'aucun projet d'envergure nationale n'ait été présenté. C'est dommage, car le CNP.F., l'emploi, qu'aucune étude de conjoncture ne peut nier, est un sujet de préoccupation majeure pour tous les participants sociaux et qu'on est loin d'avoir épuisé chez les uns et chez les autres le capital d'imagination qui permettrait, en l'absence de la loi de la conjoncture, de réduire le chômage.

[illegible][illegible]

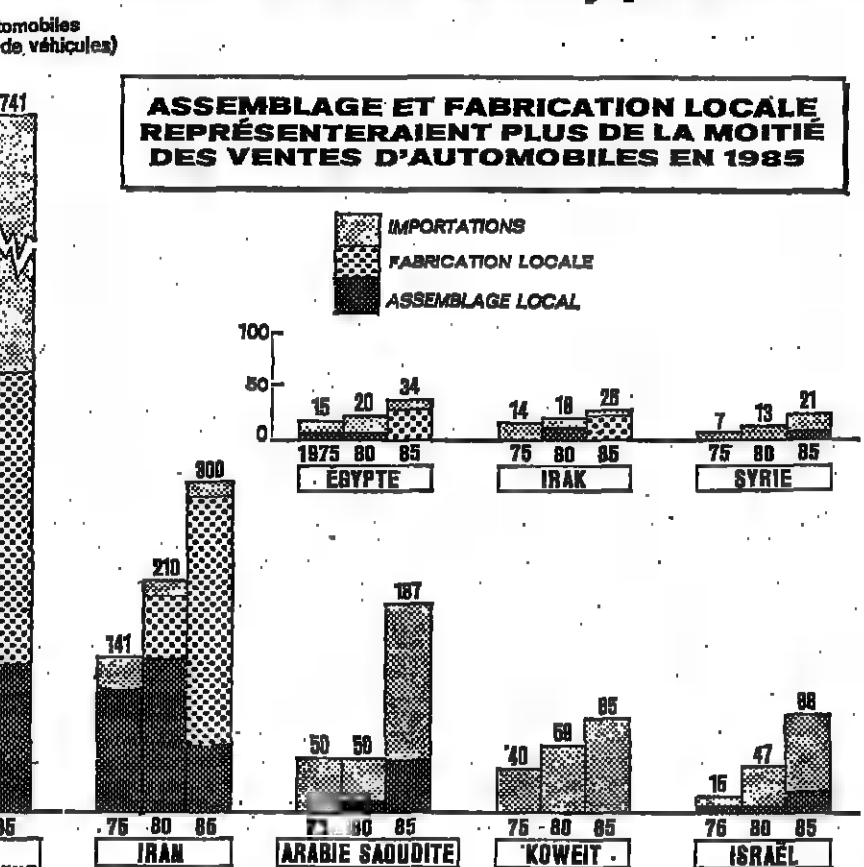
Des experts, le monde des marchés européens de l'automobile, les deux prochaines années, devraient par conséquent avoir des capacités de production de 1,5 millions de véhicules, les européens dépassant d'ores et déjà les positions d'absorption du continent. Il leur faudra trouver, à moyen terme, d'autres débouchés. L'accès aux marchés américains, l'Argentine, le Brésil, l'Egypte, est de plus en plus difficile — le recul des Volkswagens aux Etats-Unis, depuis deux ans, l'a amplement démontré, — le Moyen-Orient a pris une place de plus en plus importante dans la stratégie commerciale des firmes européennes. Qui peuvent-elles attendre dans ces régions ? Elles ne peuvent pas venir à l'Union d'Euro Economies, filiale de la Communauté Euro-financière (1), répond-il à la question.

Euro Economies a analysé les perspectives régionales par sept pays de la zone géographique — Iran, Irak, Israël, Arabie Saoudite, Liban, Egypte et Syrie, — à partir d'un scénario de croissance privative à ces pays au cours des prochaines années. A venir.

1. L'Union d'Euro Economies est une filiale de la Communauté Euro-financière, elle-même créée par la Communauté Economique Européenne.

Trois conclusions essentielles se dégagent de cette analyse :

- **La baisse des prix des marchés automobiles au Moyen-Orient attendra un an très difficile — 10 % par an — en raison des dix prochaines années.** — En 1985, les ventes d'automobiles dans ce pays devraient atteindre 120 000 unités, soit 187 000 (environ 65 % en Iran et en Arabie saoudite) et 55 000 en Koweït.
- **Les parts croissantes des marchés iraniens par l'industrie locale.** — De nombreux projets d'implantation d'usines automobiles sont actuellement en cours de coopération avec les entreprises occidentales. En outre la production nationale, dans la fabrication d'automobiles intégrant pour plus de 50 % des pièces produites dans le pays, actuellement limitée, devrait se développer en Iran, en Irak et en Egypte. Au total, en 1985 la production locale devrait représenter 35 % des ventes (contre 0 % à l'heure actuelle); elle sera stimulée au plan local (contre 40 % en 1978), et les importations complètes seulement 10 %.



La place prépondérante des constructeurs japonais et américains au Moyen-Orient est déjà évidente en cause... Les véhicules des voitures ou d'éléments des équipements japonais ont des parts de marché qui progressent, de 1973 à 1976, de 25 % par an. Mais pour l'heure, les constructeurs britanniques sont les premiers importateurs (avec 28 % du total en 1975), mais les Européens, la Grande-Bretagne à part - tous les autres dans la même partie - un an plus tard, celui-ci entre Chrysler UK et Iran National. En revanche, les constructeurs japonais ne sont présents que dans la zone saoudienne, et les perspectives de développement des importations sont les plus importantes. De fait, les constructeurs japonais, dans les ventes au Moyen-Orient se représentent, en 1976, près de 1/3 de l'influence prépondérante du Koweït, en Syrie et en Arabie Saoudite, devraient, dans les projets importants d'implantation en Iran et en Arabie Saoudite, être notablement, au cours des prochaines années, leurs ventes dans la plupart de ces pays. Mais à l'industrie ouest-allemande, la Daimler-Benz, qui devrait être un mesure de la part des constructeurs européens dans le Moyen-Orient des perspectives de ventes au Moyen-Orient des constructeurs japonais seront finalement la plus grosse part, à l'échelle des firmes nippones et

V. M.

(1) High growth markets for Volume 1 : The Middle East.

(Suite de la page 17.)

Le choc d'arrêt de la demande, en réduisant le salariat, génère une baisse de la productivité — mais entraîne également une baisse de l'inflation, — les poids des charges financières par unité produite. Les profits sont certes, globalement, les mêmes, mais les salaires sont plus faibles, ce qui permet au capital de travailler plus longtemps et d'augmenter la production. Simultanément, le chômage ne varie pas, car la baisse du salariat qui aurait pu le faire augmenter est compensée par la baisse du coût de la production ; les entreprises n'ont pas intérêt à quitter le marché, les plus faibles par la baisse du salariat, les autres pour maintenir un emploi stable en attendant que le prix se redresse et que les périls majorent. Il y a donc un effet stabilisateur du sous-emploi au moment du choc du sous-emploi et de la baisse du coût du travail par unité produite.

double en conséquence —
l'on peut étudier de façon fine par le
des mathématiques —
permis à MM Boyer et Mistral
de construire une sorte de machine — appe-
lées aux « machines à Philips »
— qui illustrent la machine à vapeur
le chômage et les prix en France
voici pour le graphique de la page 17) qui
le temps, ces études se sont dépla-
cées à droite et vers le haut, le chô-
mage et l'inflation progressent simulta-
nément. Or la traduction graphique des
tendances précédentes :
La sous-utilisation des équipements, bien
le taux de profit : la baisse des mar-
ginalités, la dépression, la récession,
l'inflation, tandis que simultanément, la
baisse de la production annuelle (la baisse

Second phénomène : le manque de main-d'œuvre, qui ne va aller vers les secteurs à haute activité, tend, à chômage égal, à limiter l'industrialisation, pour qu'il en aille autrement. Il paraît que les profits s'effondrent, qu'une vague de chômage plus large se va reprendre les migrations professionnelles et se contenter de bien moins.

Le troisième phénomène contemporain est les crises des capitalistes traditionnels, salariaux, caractérisées, elles, par un chômage massif, qui, contrairement aux salariaux à haute activité, ne porte atteinte à leurs habitudes de consommation que par les gaspillages de toutes sortes qui s'effectuent en marge de leur activité, qu'au niveau monétaire international ?

De la même façon, la question se pose de savoir si la stagnation des salaires réels est durablement compatible avec la croissance. M. J. Pons, directeur de la recherche à la Dares, estime que la stagnation des salaires réels est durablement compatible avec la croissance, à condition que la structure de la production soit durablement stable. La stagnation des salaires réels est durablement compatible avec la croissance, à condition que la structure de la production soit durablement stable. La stagnation des salaires réels est durablement compatible avec la croissance, à condition que la structure de la production soit durablement stable.

ne partagez pas votre temps avec n'importe qui...



...partagez-le avec le n°1 du time sharing

MARK III

UN réseau clés en mains

- Constituer un "réseau Mail" ou de service financier. Les possibilités de Mark III sont énormes. Mark III est un outil permanent.
- Pour Mark III ce réseau est directement accessible par un produit.
- Il existe une multitude de services en fonction de vos besoins. Pour vous, le seul souci est : temps partagé en traitement.
- La sécurité du réseau Mark III est assurée.
- Les données sont continues et sont directement disponibles.
- Vous êtes responsable de personnel.
- Le coût est en fonction de vos besoins.

MARK III*

service

Le "Service Mark III" vous fera passer de la théorie à la pratique. Vous pouvez vous adresser à un spécialiste de l'informatique.

29 60

ligne directe.

HB Network Information Services

* Mark III est un service de l'HB Network Information Services.

فكرنا من الأصل

« La Trahison de l'opulence »

de J.-P. DUPUY et J. ROBERT

TEST à un grand nombre d'entre nous, MM. Jean-Pierre Dupuy et J. Robert dans leur livre « La Trahison de l'opulence. Libres de quoi ? De tout, dans les sociétés industrielles et toutes comme les autres d'un point de vue des actions des producteurs et des consommateurs de biens et de services. Au-delà d'un certain seuil de développement, l'individu perd son autonomie, « contre-productivité », comme dit la science. Le transport immobilise, les communications rendent sourd et aveugle. On reconnaît là des thèmes classiques, mais qui n'ont rien d'original. Centre de recherche sur le développement national de documentation et de recherche.

Nos auteurs, dans leur introduction, disent que le lecteur peut se rassurer par la dernière phrase du livre : « Les sociétés industrielles et toutes comme les autres d'un point de vue des actions des producteurs et des consommateurs de biens et de services. Au-delà d'un certain seuil de développement, l'individu perd son autonomie, « contre-productivité », comme dit la science. Le transport immobilise, les communications rendent sourd et aveugle. On reconnaît là des thèmes classiques, mais qui n'ont rien d'original. Centre de recherche sur le développement national de documentation et de recherche.

Le livre est divisé en deux parties. La première, intitulée « La Trahison de l'opulence », traite de la dégradation de l'environnement et de la perte d'autonomie de l'individu. La seconde partie, intitulée « Libres de quoi ? », traite de la liberté de l'individu et de la responsabilité des producteurs et des consommateurs.

Les auteurs soutiennent que la croissance économique n'est pas une fin en soi, mais qu'elle doit être soumise à des limites. Ils proposent une nouvelle éthique de la production et de la consommation, basée sur la responsabilité et la solidarité.

« La Trahison de l'opulence » est un livre qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent à l'économie et à la société. Il propose une vision nouvelle de la croissance et de la liberté, et appelle à une prise de conscience collective.

JUDO AU TOURNOI DE PARIS, LES JAPONAIS REMPORTENT CINQ VICTOIRES SUR SEPT Belle démonstration du champion du monde Jean-Luc Rougé

Le V^e Tournoi de Paris de Judo, qui s'est déroulé les 11 et 12 janvier, avec la participation de onze équipes japonaises sur la période de cinq jours, a été une démonstration de la puissance de ce sport. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats.

Le plus impressionnant, trois Français ont été opposés dans le tournoi final. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le problème des lours. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le plus impressionnant, trois Français ont été opposés dans le tournoi final. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Depuis cinq ans, le tournoi de Judo de Paris a été une démonstration de la puissance de ce sport. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le problème des lours. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le plus impressionnant, trois Français ont été opposés dans le tournoi final. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le problème des lours. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Cela a été une démonstration de la puissance de ce sport. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le problème des lours. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le plus impressionnant, trois Français ont été opposés dans le tournoi final. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le problème des lours. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

FOOTBALL

La deuxième génération des « tanaris » nantais

Saint-Etienne a pu profiter de l'absence de Jean-Pierre Dupuy et J. Robert dans leur livre « La Trahison de l'opulence. Libres de quoi ? De tout, dans les sociétés industrielles et toutes comme les autres d'un point de vue des actions des producteurs et des consommateurs de biens et de services.

Le problème des lours. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le plus impressionnant, trois Français ont été opposés dans le tournoi final. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

De notre envoyé spécial. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le problème des lours. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le plus impressionnant, trois Français ont été opposés dans le tournoi final. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Les auteurs soutiennent que la croissance économique n'est pas une fin en soi, mais qu'elle doit être soumise à des limites. Ils proposent une nouvelle éthique de la production et de la consommation, basée sur la responsabilité et la solidarité.

Le problème des lours. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

Le plus impressionnant, trois Français ont été opposés dans le tournoi final. Les Japonais ont remporté cinq victoires sur sept combats. Les Français ont été opposés dans le tournoi final.

SPORTS

Ski Klammer toujours à Kitzbühel

Surpassant les « géants » de Tomi Soder et de Karl Schranz dans la fameuse course du Hahnenkamm, le champion olympique de la spécialité, a remporté pour la troisième année consécutive la descente de la Streif, devant ses rivaux suisses René Berthod, Bernhard Russi et Erwin Jost. L'épreuve s'est disputée samedi 15 janvier par un temps gris et sur une neige fraîche tombée durant la nuit, ce qui n'a pas empêché les skieurs de réaliser le parcours en 2 min. 9 sec. 7/1000, soit à 77 kilomètres-heure de moyenne. Les quatre cinquante mille touristes accueillis par trains entiers de Saint-André, Innsbruck ou de Salzbourg, sans parler de la population locale de Kitzbühel, bercée du ski tyrolien, ont donné libre cours à leur enthousiasme dévorant pour l'émouvante victoire de Klammer. Celui-ci a ainsi gagné sa dix-neuvième victoire en descente.

Placés des Français : en descente, Bertrand (39^e), Pellat-Frèret (31^e) ; en slalom, Hardy (25^e), Ogilvy (35^e).

Tennis La Hongrie bat la France en championnat d'Europe

Bien que privé des services de Tarozzy, son joueur de simple numéro un, la Hongrie, victorieuse en 1976 et tenant du titre de champion d'Europe des nations, a gagné dimanche 16 janvier le premier match, qui l'opposait à la France, à Budapest par 2 à 1. Sacko a battu Casiole (7-5, 6-3) tandis que Debickler triomphait de Sankos et que Sacko-Tarozzy battaient Haillet-Debickler par 6-3, 7-5.

Dans cette deuxième édition du championnat d'Europe, ancienne Coupe du roi de Suède, les huit nations participantes, Hongrie, France, Pologne, Suède, Allemagne de l'Ouest, Espagne, Yougoslavie et Grande-Bretagne, ont été réparties en deux groupes. A l'intérieur de chaque groupe, les pays se rencontreront en matches aller et retour.

RUGBY LEVER DE RIDEAU SUR LE TOURNOI DES CINQ NATIONS

Le tournoi des cinq nations a été donné simultanément à Cardiff et à Twickenham, samedi 16 janvier. La France a battu l'Irlande 26 à 6. Les Français, spectateurs parmi les millions de téléspectateurs, ont vu le 16 janvier pour la première fois le lever de rideau du tournoi des cinq nations. Les premiers adversaires, au tour des Princes, seront les Gallois. Ces deux dernières saisons, et qui se disputent pour la première fois dans l'histoire du tournoi, ont été marquées par une victoire française et une victoire anglaise.

Le tournoi des cinq nations a été donné simultanément à Cardiff et à Twickenham, samedi 16 janvier. La France a battu l'Irlande 26 à 6. Les Français, spectateurs parmi les millions de téléspectateurs, ont vu le 16 janvier pour la première fois le lever de rideau du tournoi des cinq nations.

LES GALLOIS RESTENT AU-DESSUS DU LOT

Trois essais et vingt points en un quart d'heure, c'est tout ce que les XV du Pays de Galles ont pu offrir à leur public. Les Français, qui ont battu l'Irlande 26 à 6, ont été les plus forts de la journée. Les Gallois, qui ont battu l'Irlande 26 à 6, ont été les plus forts de la journée.

Les résultats

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (saison 1934-1935)

GROUPE A

Stade B. Mâconnaise	35-0
Stade B. Angoulême	28-0
Stade B. Bayonne	40-0
Stade B. Aurillac	13-8
Stade B. Clermont	22-0
Stade B. Biarritz, 24 ; 4. Aurillac, 19 ; 5. Clermont, 19 ; 6. Bayonne, 22 ; 7. Aurillac, 22 ; 8. Clermont, 22 ; 9. Bayonne, 22 ; 10. Aurillac, 22 ; 11. Clermont, 22 ; 12. Bayonne, 22 ; 13. Aurillac, 22 ; 14. Clermont, 22 ; 15. Bayonne, 22 ; 16. Aurillac, 22 ; 17. Clermont, 22 ; 18. Bayonne, 22 ; 19. Aurillac, 22 ; 20. Clermont, 22 ; 21. Bayonne, 22 ; 22. Aurillac, 22 ; 23. Clermont, 22 ; 24. Bayonne, 22 ; 25. Aurillac, 22 ; 26. Clermont, 22 ; 27. Bayonne, 22 ; 28. Aurillac, 22 ; 29. Clermont, 22 ; 30. Bayonne, 22 ; 31. Aurillac, 22 ; 32. Clermont, 22 ; 33. Bayonne, 22 ; 34. Aurillac, 22 ; 35. Clermont, 22 ; 36. Bayonne, 22 ; 37. Aurillac, 22 ; 38. Clermont, 22 ; 39. Bayonne, 22 ; 40. Aurillac, 22 ; 41. Clermont, 22 ; 42. Bayonne, 22 ; 43. Aurillac, 22 ; 44. Clermont, 22 ; 45. Bayonne, 22 ; 46. Aurillac, 22 ; 47. Clermont, 22 ; 48. Bayonne, 22 ; 49. Aurillac, 22 ; 50. Clermont, 22 ; 51. Bayonne, 22 ; 52. Aurillac, 22 ; 53. Clermont, 22 ; 54. Bayonne, 22 ; 55. Aurillac, 22 ; 56. Clermont, 22 ; 57. Bayonne, 22 ; 58. Aurillac, 22 ; 59. Clermont, 22 ; 60. Bayonne, 22 ; 61. Aurillac, 22 ; 62. Clermont, 22 ; 63. Bayonne, 22 ; 64. Aurillac, 22 ; 65. Clermont, 22 ; 66. Bayonne, 22 ; 67. Aurillac, 22 ; 68. Clermont, 22 ; 69. Bayonne, 22 ; 70. Aurillac, 22 ; 71. Clermont, 22 ; 72. Bayonne, 22 ; 73. Aurillac, 22 ; 74. Clermont, 22 ; 75. Bayonne, 22 ; 76. Aurillac, 22 ; 77. Clermont, 22 ; 78. Bayonne, 22 ; 79. Aurillac, 22 ; 80. Clermont, 22 ; 81. Bayonne, 22 ; 82. Aurillac, 22 ; 83. Clermont, 22 ; 84. Bayonne, 22 ; 85. Aurillac, 22 ; 86. Clermont, 22 ; 87. Bayonne, 22 ; 88. Aurillac, 22 ; 89. Clermont, 22 ; 90. Bayonne, 22 ; 91. Aurillac, 22 ; 92. Clermont, 22 ; 93. Bayonne, 22 ; 94. Aurillac, 22 ; 95. Clermont, 22 ; 96. Bayonne, 22 ; 97. Aurillac, 22 ; 98. Clermont, 22 ; 99. Bayonne, 22 ; 100. Aurillac, 22 ; 101. Clermont, 22 ; 102. Bayonne, 22 ; 103. Aurillac, 22 ; 104. Clermont, 22 ; 105. Bayonne, 22 ; 106. Aurillac, 22 ; 107. Clermont, 22 ; 108. Bayonne, 22 ; 109. Aurillac, 22 ; 110. Clermont, 22 ; 111. Bayonne, 22 ; 112. Aurillac, 22 ; 113. Clermont, 22 ; 114. Bayonne, 22 ; 115. Aurillac, 22 ; 116. Clermont, 22 ; 117. Bayonne, 22 ; 118. Aurillac, 22 ; 119. Clermont, 22 ; 120. Bayonne, 22 ; 121. Aurillac, 22 ; 122. Clermont, 22 ; 123. Bayonne, 22 ; 124. Aurillac, 22 ; 125. Clermont, 22 ; 126. Bayonne, 22 ; 127. Aurillac, 22 ; 128. Clermont, 22 ; 129. Bayonne, 22 ; 130. Aurillac, 22 ; 131. Clermont, 22 ; 132. Bayonne, 22 ; 133. Aurillac, 22 ; 134. Clermont, 22 ; 135. Bayonne, 22 ; 136. Aurillac, 22 ; 137. Clermont, 22 ; 138. Bayonne, 22 ; 139. Aurillac, 22 ; 140. Clermont, 22 ; 141. Bayonne, 22 ; 142. Aurillac, 22 ; 143. Clermont, 22 ; 144. Bayonne, 22 ; 145. Aurillac, 22 ; 146. Clermont, 22 ; 147. Bayonne, 22 ; 148. Aurillac, 22 ; 149. Clermont, 22 ; 150. Bayonne, 22 ; 151. Aurillac, 22 ; 152. Clermont, 22 ; 153. Bayonne, 22 ; 154. Aurillac, 22 ; 155. Clermont, 22 ; 156. Bayonne, 22 ; 157. Aurillac, 22 ; 158. Clermont, 22 ; 159. Bayonne, 22 ; 160. Aurillac, 22 ; 161. Clermont, 22 ; 162. Bayonne, 22 ; 163. Aurillac, 22 ; 164. Clermont, 22 ; 165. Bayonne, 22 ; 166. Aurillac, 22 ; 167. Clermont, 22 ; 168. Bayonne, 22 ; 169. Aurillac, 22 ; 170. Clermont, 22 ; 171. Bayonne, 22 ; 172. Aurillac, 22 ; 173. Clermont, 22 ; 174. Bayonne, 22 ; 175. Aurillac, 22 ; 176. Clermont, 22 ; 177. Bayonne, 22 ; 178. Aurillac, 22 ; 179. Clermont, 22 ; 180. Bayonne, 22 ; 181. Aurillac, 22 ; 182. Clermont, 22 ; 183. Bayonne, 22 ; 184. Aurillac, 22 ; 185. Clermont, 22 ; 186. Bayonne, 22 ; 187. Aurillac, 22 ; 188. Clermont, 22 ; 189. Bayonne, 22 ; 190. Aurillac, 22 ; 191. Clermont, 22 ; 192. Bayonne, 22 ; 193. Aurillac, 22 ; 194. Clermont, 22 ; 195. Bayonne, 22 ; 196. Aurillac, 22 ; 197. Clermont, 22 ; 198. Bayonne, 22 ; 199. Aurillac, 22 ; 200. Clermont, 22 ; 201. Bayonne, 22 ; 202. Aurillac, 22 ; 203. Clermont, 22 ; 204. Bayonne, 22 ; 205. Aurillac, 22 ; 206. Clermont, 22 ; 207. Bayonne, 22 ; 208. Aurillac, 22 ; 209. Clermont, 22 ; 210. Bayonne, 22 ; 211. Aurillac, 22 ; 212. Clermont, 22 ; 213. Bayonne, 22 ; 214. Aurillac, 22 ; 215. Clermont, 22 ; 216. Bayonne, 22 ; 217. Aurillac, 22 ; 218. Clermont, 22 ; 219. Bayonne, 22 ; 220. Aurillac, 22 ; 221. Clermont, 22 ; 222. Bayonne, 22 ; 223. Aurillac, 22 ; 224. Clermont, 22 ; 225. Bayonne, 22 ; 226. Aurillac, 22 ; 227. Clermont, 22 ; 228. Bayonne, 22 ; 229. Aurillac, 22 ; 230. Clermont, 22 ; 231. Bayonne, 22 ; 232. Aurillac, 22 ; 233. Clermont, 22 ; 234. Bayonne, 22 ; 235. Aurillac, 22 ; 236. Clermont, 22 ; 237. Bayonne, 22 ; 238. Aurillac, 22 ; 239. Clermont, 22 ; 240. Bayonne, 22 ; 241. Aurillac, 22 ; 242. Clermont, 22 ; 243. Bayonne, 22 ; 244. Aurillac, 22 ; 245. Clermont, 22 ; 246. Bayonne, 22 ; 247. Aurillac, 22 ; 248. Clermont, 22 ; 249. Bayonne, 22 ; 250. Aurillac, 22 ; 251. Clermont, 22 ; 252. Bayonne, 22 ; 253. Aurillac, 22 ; 254. Clermont, 22 ; 255. Bayonne, 22 ; 256. Aurillac, 22 ; 257. Clermont, 22 ; 258. Bayonne, 22 ; 259. Aurillac, 22 ; 260. Clermont, 22 ; 261. Bayonne, 22 ; 262. Aurillac, 22 ; 263. Clermont, 22 ; 264. Bayonne, 22 ; 265. Aurillac, 22 ; 266. Clermont, 22 ; 267. Bayonne, 22 ; 268. Aurillac, 22 ; 269. Clermont, 22 ; 270. Bayonne, 22 ; 271. Aurillac, 22 ; 272. Clermont, 22 ; 273. Bayonne, 22 ; 274. Aurillac, 22 ; 275. Clermont, 22 ; 276. Bayonne, 22 ; 277. Aurillac, 22 ; 278. Clermont, 22 ; 279. Bayonne, 22 ; 280. Aurillac, 22 ; 281. Clermont, 22 ; 282. Bayonne, 22 ; 283. Aurillac, 22 ; 284. Clermont, 22 ; 285. Bayonne, 22 ; 286. Aurillac, 22 ; 287. Clermont, 22 ; 288. Bayonne, 22 ; 289. Aurillac, 22 ; 290. Clermont, 22 ; 291. Bayonne, 22 ; 292. Aurillac, 22 ; 293. Clermont, 22 ; 294. Bayonne, 22 ; 295. Aurillac, 22 ; 296. Clermont, 22 ; 297. Bayonne, 22 ; 298. Aurillac, 22 ; 299. Clermont, 22 ; 300. Bayonne, 22 ; 301. Aurillac, 22 ; 302. Clermont, 22 ; 303. Bayonne, 22 ; 304. Aurillac, 22 ; 305. Clermont, 22 ; 306. Bayonne, 22 ; 307. Aurillac, 22 ; 308. Clermont, 22 ; 309. Bayonne, 22 ; 310. Aurillac, 22 ; 311. Clermont, 22 ; 312. Bayonne, 22 ; 313. Aurillac, 22 ; 314. Clermont, 22 ; 315. Bayonne, 22 ; 316. Aurillac, 22 ; 317. Clermont, 22 ; 318. Bayonne, 22 ; 319. Aurillac, 22 ; 320. Clermont, 22 ; 321. Bayonne, 22 ; 322. Aurillac, 22 ; 323. Clermont, 22 ; 324. Bayonne, 22 ; 325. Aurillac, 22 ; 326. Clermont, 22 ; 327. Bayonne, 22 ; 328. Aurillac, 22 ; 329. Clermont, 22 ; 330. Bayonne, 22 ; 331. Aurillac, 22 ; 332. Clermont, 22 ; 333. Bayonne, 22 ; 334. Aurillac, 22 ; 335. Clermont, 22 ; 336. Bayonne, 22 ; 337. Aurillac, 22 ; 338. Clermont, 22 ; 339. Bayonne, 22 ; 340. Aurillac, 22 ; 341. Clermont, 22 ; 342. Bayonne, 22 ; 343. Aurillac, 22 ; 344. Clermont, 22 ; 345. Bayonne, 22 ; 346. Aurillac, 22 ; 347. Clermont, 22 ; 348. Bayonne, 22 ; 349. Aurillac, 22 ; 350. Clermont, 22 ; 351. Bayonne, 22 ; 352. Aurillac, 22 ; 353. Clermont, 22 ; 354. Bayonne, 22 ; 355. Aurillac, 22 ; 356. Clermont, 22 ; 357. Bayonne, 22 ; 358. Aurillac, 22 ; 359. Clermont, 22 ; 360. Bayonne, 22 ; 361. Aurillac, 22 ; 362. Clermont, 22 ; 363. Bayonne, 22 ; 364. Aurillac, 22 ; 365. Clermont, 22 ; 366. Bayonne, 22 ; 367. Aurillac, 22 ; 368. Clermont, 22 ; 369. Bayonne, 22 ; 370. Aurillac, 22 ; 371. Clermont, 22 ; 372. Bayonne, 22 ; 373. Aurillac, 22 ; 374. Clermont, 22 ; 375. Bayonne, 22 ; 376. Aurillac, 22 ; 377. Clermont, 22 ; 378. Bayonne, 22 ; 379. Aurillac, 22 ; 380. Clermont, 22 ; 381. Bayonne, 22 ; 382. Aurillac, 22 ; 383. Clermont, 22 ; 384. Bayonne, 22 ; 385. Aurillac, 22 ; 386. Clermont, 22 ; 387. Bayonne, 22 ; 388. Aurillac, 22 ; 389. Clermont, 22 ; 390. Bayonne, 22 ; 391. Aurillac, 22 ; 392. Clermont, 22 ; 393. Bayonne, 22 ; 394. Aurillac, 22 ; 395. Clermont, 22 ; 396. Bayonne, 22 ; 397. Aurillac, 22 ; 398. Clermont, 22 ; 399. Bayonne, 22 ; 400. Aurillac, 22 ; 401. Clermont, 22 ; 402. Bayonne, 22 ; 403. Aurillac, 22 ; 404. Clermont, 22 ; 405. Bayonne, 22 ; 406. Aurillac, 22 ; 407. Clermont, 22 ; 408. Bayonne, 22 ; 409. Aurillac, 22 ; 410. Clermont, 22 ; 411. Bayonne, 22 ; 412. Aurillac, 22 ; 413. Clermont, 22 ; 414. Bayonne, 22 ; 415. Aurillac, 22 ; 416. Clermont, 22 ; 417. Bayonne, 22 ; 418. Aurillac, 22 ; 419. Clermont, 22 ; 420. Bayonne, 22 ; 421. Aurillac, 22 ; 422. Clermont, 22 ; 423. Bayonne, 22 ; 424. Aurillac, 22 ; 425. Clermont, 22 ; 426. Bayonne, 22 ; 427. Aurillac, 22 ; 428. Clermont, 22 ; 429. Bayonne, 22 ; 430. Aurillac, 22 ; 431. Clermont, 22 ; 432. Bayonne, 22 ; 433. Aurillac, 22 ; 434. Clermont, 22 ; 435. Bayonne, 22 ; 436. Aurillac, 22 ; 437. Clermont, 22 ; 438. Bayonne, 22 ; 439. Aurillac, 22 ; 440. Clermont, 22 ; 441. Bayonne, 22 ; 442. Aurillac, 22 ; 443. Clermont, 22 ; 444. Bayonne, 22 ; 445. Aurillac, 22 ; 446. Clermont, 22 ; 447. Bayonne, 22 ; 448. Aurillac, 22 ; 449. Clermont, 22 ; 450. Bayonne, 22 ; 451. Aurillac, 22 ; 452. Clermont, 22 ; 453. Bayonne, 22 ; 454. Aurillac, 22 ; 455. Clermont, 22 ; 456. Bayonne, 22 ; 457. Aurillac, 22 ; 458. Clermont, 22 ; 459. Bayonne, 22 ; 460. Aurillac, 22 ; 461. Clermont, 22 ; 462. Bayonne, 22 ; 463. Aurillac, 22 ; 464. Clermont, 22 ; 465. Bayonne, 22 ; 466. Aurillac, 22 ; 467. Clermont, 22 ; 468. Bayonne, 22 ; 469. Aurillac, 22 ; 470. Clermont, 22 ; 471. Bayonne, 22 ; 472. Aurillac, 22 ; 473. Clermont, 22 ; 474. Bayonne, 22 ; 475. Aurillac, 22 ; 476. Clermont, 22 ; 477. Bayonne, 22 ; 478. Aurillac, 22 ; 479. Clermont, 22 ; 480. Bayonne, 22 ; 481. Aurillac, 22 ; 482. Clermont, 22 ; 483. Bayonne, 22 ; 484. Aurillac, 22 ; 485. Clermont, 22 ; 486. Bayonne, 22 ; 487. Aurillac, 22 ; 488. Clermont, 22 ; 489. Bayonne, 22 ; 490. Aurillac, 22 ; 491. Clermont, 22 ; 492. Bayonne, 22 ; 493. Aurillac, 22 ; 494. Clermont, 22 ; 495. Bayonne, 22 ; 496. Aurillac, 22 ; 497. Clermont, 22 ; 498. Bayonne, 22 ; 499. Aurillac, 22 ; 500. Clermont, 22 ; 501. Bayonne, 22 ; 502. Aurillac, 22 ; 503. Clermont, 22 ; 504. Bayonne, 22 ; 505. Aurillac, 22 ; 506. Clermont, 22 ; 507. Bayonne, 22 ; 508. Aurillac, 22 ; 509. Clermont, 22 ; 510. Bayonne, 22 ; 511. Aurillac, 22 ; 512. Clermont, 22 ; 513. Bayonne, 22 ; 514. Aurillac, 22 ; 515. Clermont, 22 ; 516. Bayonne, 22 ; 517. Aurillac, 22 ; 518. Clermont, 22 ; 519. Bayonne, 22 ; 520. Aurillac, 22 ; 521. Clermont, 22 ; 522. Bayonne, 22 ; 523. Aurillac, 22 ; 524. Clermont, 22 ; 525. Bayonne, 22 ; 526. Aurillac, 22 ; 527. Clermont, 22 ; 528. Bayonne, 22 ; 529. Aurillac, 22 ; 530. Clermont, 22 ; 531. Bayonne, 22 ; 532. Aurillac, 22 ; 533. Clermont, 22 ; 534. Bayonne, 22 ; 535. Aurillac, 22 ; 536. Clermont, 22 ; 537. Bayonne, 22 ; 538. Aurillac, 22 ; 539. Clermont, 22 ; 540. Bayonne, 22 ; 541. Aurillac, 22 ; 542. Clermont, 22 ; 543. Bayonne, 22 ; 544. Aurillac, 22 ; 545. Clermont, 22 ; 546. Bayonne, 22 ; 547. Aurillac, 22 ; 548. Clermont, 22 ; 549. Bayonne, 22 ; 550. Aurillac, 22 ; 551. Clermont, 22 ; 552. Bayonne, 22 ; 553. Aurillac, 22 ; 554. Clermont, 22 ; 555. Bayonne, 22 ; 556. Aurillac, 22 ; 557. Clermont, 22 ; 558. Bayonne, 22 ; 559. Aurillac, 22 ; 560. Clermont, 22 ; 561. Bayonne, 22 ; 562. Aurillac, 22 ; 563. Clermont, 22 ; 564. Bayonne, 22 ; 565. Aurillac, 22 ; 566. Clermont, 22 ; 567. Bayonne, 22 ; 568. Aurillac, 22 ; 569. Clermont, 22 ; 570. Bayonne, 22 ; 571. Aurillac, 22 ; 572. Clermont, 22 ; 573. Bayonne, 22 ; 574. Aurillac, 22 ; 575. Clermont, 22 ; 576. Bayonne, 22 ; 577. Aurillac, 22 ; 578. Clermont, 22 ; 579. Bayonne, 22 ; 580. Aurillac, 22 ; 581. Clermont, 22 ; 582. Bayonne, 22 ; 583. Aurillac, 22 ; 584. Clermont, 22 ; 585. Bayonne, 22 ; 586. Aurillac, 22 ; 587. Clermont, 22 ; 588. Bayonne, 22 ; 589. Aurillac, 22 ; 590. Clermont, 22 ; 591. Bayonne, 22 ; 592. Aurillac, 22 ; 593. Clermont, 22 ; 594. Bayonne, 22 ; 595. Aurillac, 22 ; 596. Clermont, 22 ; 597. Bayonne, 22 ; 598. Aurillac, 22 ; 599. Clermont, 22 ; 600. Bayonne, 22 ; 601. Aurillac, 22 ; 602. Clermont, 22 ; 603. Bayonne, 22 ; 604. Aurillac, 22 ; 605. Clermont, 22 ; 606. Bayonne, 22 ; 607. Aurillac, 22 ; 608. Clermont, 22 ; 609. Bayonne, 22 ; 610. Aurillac, 22 ; 611. Clermont, 22 ; 612. Bayonne, 22 ; 613. Aurillac, 22 ; 614. Clermont, 22 ; 615. Bayonne, 22 ; 616. Aurillac, 22 ; 617. Clermont, 22 ; 618. Bayonne, 22 ; 619. Aurillac, 22 ; 620. Clermont, 22 ; 621. Bayonne, 22 ; 622. Aurillac, 22 ; 623. Clermont, 22 ; 624. Bayonne, 22 ; 625. Aurillac, 22 ; 626. Clermont, 22 ; 627. Bayonne, 22 ; 628. Aurillac, 22 ; 629. Clermont, 22 ; 630. Bayonne, 22 ; 631. Aurillac, 22 ; 632. Clermont, 22 ; 633. Bayonne, 22 ; 634. Aurillac, 22 ; 635. Clermont, 22 ; 636. Bayonne, 22 ; 637. Aurillac, 22 ; 638. Clermont, 22 ; 639. Bayonne, 22 ; 640. Aurillac, 22 ; 641. Clermont, 22 ; 642. Bayonne, 22 ; 643. Aurillac, 22 ; 644. Clermont, 22 ; 645. Bayonne, 22 ; 646. Aurillac, 22 ; 647. Clermont, 22 ; 648. Bayonne, 22 ; 649. Aurillac, 22 ; 650. Clermont, 22 ; 651. Bayonne, 22 ; 652. Aurillac, 22 ; 653. Clermont, 22 ; 654. Bayonne, 22 ; 655. Aurillac, 22 ; 656. Clermont, 22 ; 657. Bayonne, 22 ; 658. Aurillac, 22 ; 659. Clermont, 22 ; 660. Bayonne, 22 ; 661. Aurillac, 22 ; 662. Clermont, 22 ; 663. Bayonne, 22 ; 664. Aurillac, 22 ; 665. Clermont, 22 ; 666. Bayonne, 22 ; 667. Aurillac, 22 ; 668. Clermont, 22 ; 669. Bayonne, 22 ; 670. Aurillac, 22 ; 671. Clermont, 22 ; 672. Bayonne, 22 ; 673. Aurillac, 22 ; 674. Clermont, 22 ; 675. Bayonne, 22 ; 676. Aurillac, 22 ; 677. Clermont, 22 ; 678. Bayonne, 22 ; 679. Aurillac, 22 ; 680. Clermont, 22 ; 681. Bayonne, 22 ; 682. Aurillac, 22 ; 683. Clermont, 22 ; 684. Bayonne, 22 ; 685. Aurillac, 22 ; 686. Clermont, 22 ; 687. Bayonne, 22 ; 688. Aurillac, 22 ; 689. Clermont, 22 ; 690. Bayonne, 22 ; 691. Aurillac, 22 ; 692. Clermont, 22 ; 693. Bayonne, 22 ; 694. Aurillac, 22 ; 695. Clermont, 22 ; 696. Bayonne, 22 ; 697. Aurillac, 22 ; 698. Clermont, 22 ; 699. Bayonne, 22 ; 700. Aurillac, 22 ; 701. Clermont, 22 ; 702. Bayonne, 22 ; 703. Aurillac, 22 ; 704. Clermont, 22 ; 705. Bayonne, 22 ; 706. Aurillac, 22 ; 707. Clermont, 22 ; 708. Bayonne, 22 ; 709. Aurillac, 22 ; 710. Clermont, 22 ; 711. Bayonne, 22 ; 712. Aurillac, 22 ; 713. Clermont, 22 ; 714. Bayonne, 22 ; 715. Aurillac, 22 ; 716. Clermont, 22 ; 717. Bayonne, 22 ; 718. Aurillac, 22 ; 719. Clermont, 22 ; 720. Bayonne, 22 ; 721. Aurillac, 22 ; 722. Clermont, 22 ; 723. Bayonne, 22 ; 724. Aurillac, 22 ; 725. Clermont, 22 ; 726. Bayonne, 22 ; 727. Aurillac, 22 ; 728. Clermont, 22 ; 729. Bayonne, 22 ; 730. Aurillac, 22 ; 731. Clermont, 22 ; 732. Bayonne, 22 ; 733. Aurillac, 22 ; 734. Clermont, 22 ; 735. Bayonne, 22 ; 736. Aurillac, 22 ; 737. Clermont, 22 ; 738. Bayonne, 22 ; 739. Aurillac, 22 ; 740. Clermont, 22 ; 741. Bayonne, 22 ; 742. Aurillac, 22 ; 743. Clermont, 22 ; 744. Bayonne, 22 ; 745. Aurillac, 22 ; 746. Clermont, 22 ; 747. Bayonne, 22 ; 748. Aurillac, 22 ; 749. Clermont, 22 ; 750. Bayonne, 22 ; 751. Aurillac, 22 ; 752. Clermont, 22 ; 753. Bayonne, 22 ; 754. Aurillac, 22 ; 755. Clermont, 22 ; 756. Bayonne, 22 ; 757. Aurillac, 22 ; 758. Clermont, 22 ; 759. Bayonne, 22 ; 760. Aurillac, 22 ; 761. Clermont, 22 ; 762. Bayonne, 22 ; 763. Aurillac, 22 ; 764. Clermont, 22 ; 765. Bayonne, 22 ; 766. Aurillac, 22 ; 767. Clermont, 22 ; 768. Bayonne, 22 ; 769. Aurillac, 22 ; 770. Clermont, 22 ; 771. Bayonne, 22 ; 772. Aurillac, 22 ; 773. Clermont, 22 ; 774. Bayonne, 22 ; 775. Aurillac, 22 ; 776. Clermont, 22 ; 777. Bayonne, 22 ; 778. Aurillac, 22 ; 779. Clermont, 22 ; 780. Bayonne, 22 ; 781. Aurillac, 22 ; 782. Clermont, 22 ; 783. Bayonne, 22 ; 784. Aurillac, 22 ; 785. Clermont, 22 ; 786. Bayonne, 22 ; 787. Aurillac, 22 ; 788. Clermont, 22 ; 789. Bayonne, 22 ; 790. Aurillac, 22 ; 791. Clermont, 22 ; 792. Bayonne, 22 ; 793. Aurillac, 22 ; 794. Clermont, 22 ; 795. Bayonne, 22 ; 796. Aurillac, 22 ; 797. Clermont, 22 ; 798. Bayonne, 22 ; 799. Aurillac, 22 ; 800. Clermont, 22 ; 801. Bayonne, 22 ; 802. Aurillac, 22 ; 803. Clermont, 22 ; 804. Bayonne, 22 ; 805. Aurillac, 22 ; 806. Clermont, 22 ; 807. Bayonne, 22 ; 808. Aurillac, 22 ; 809. Clermont, 22 ; 810. Bayonne, 22 ; 811. Aurillac, 22 ; 812. Clermont, 22 ; 813. Bayonne, 22 ; 814. Aurillac, 22 ; 815. Clermont, 22 ; 816. Bayonne, 22 ; 817. Aurillac, 22 ; 818. Clermont, 22 ; 819. Bayonne, 22 ; 820. Aurillac, 22 ; 821. Clermont, 22 ; 822. Bayonne, 22 ; 823. Aurillac, 22 ; 824. Clermont, 22 ; 825. Bayonne, 22 ; 826. Aurillac, 22 ; 827. Clermont, 22 ; 828. Bayonne, 22 ; 829. Aurillac, 22 ; 830. Clermont, 22 ; 831. Bayonne, 22 ; 832. Aurillac, 22 ; 833. Clermont, 22 ; 834. Bayonne, 22 ; 835. Aurillac, 22 ; 836. Clermont, 22 ; 837. Bayonne, 22 ; 838. Aurillac, 22 ; 839. Clermont, 22 ; 840. Bayonne, 22 ; 841. Aurillac, 22 ; 842. Clermont, 22 ; 843. Bayonne, 22 ; 844. Aurillac, 22 ; 845. Clermont, 22 ; 846. Bayonne, 22 ; 847. Aurillac, 22 ; 848. Clermont, 22 ; 849. Bayonne, 22 ; 850. Aurillac, 22 ; 851. Clermont, 22 ; 852. Bayonne, 22 ; 853. Aurillac, 22 ; 854. Clermont, 22 ; 855. Bayonne, 22 ; 856. Aurillac, 22 ; 857. Clermont, 22 ; 858. Bayonne, 22 ; 859. Aurillac, 22 ; 860. Clermont, 22 ; 861. Bayonne, 22 ; 862. Aurillac, 22 ; 863. Clermont, 22 ; 864. Bayonne, 22 ; 865. Aurillac, 22 ; 866. Clermont, 22 ; 867. Bayonne, 22 ; 868. Aurillac, 22 ; 869. Clermont, 22 ; 870. Bayonne, 22 ; 871. Aurillac, 22 ; 872. Clermont, 22 ; 873. Bayonne, 22 ; 874. Aurillac, 22 ; 875. Clermont, 22 ; 876. Bayonne, 22 ; 877. Aurillac, 22 ; 878. Clermont, 22 ; 879. Bayonne, 22 ; 880. Aurillac, 22 ; 881. Clermont, 22 ; 882. Bayonne, 22 ; 883. Aurillac, 22 ; 884. Clermont, 22 ; 885. Bayonne, 22 ; 886. Aurillac, 22 ; 887. Clermont, 22 ; 888. Bayonne, 22 ; 889. Aurillac, 22 ; 890. Clermont, 22 ; 891. Bayonne, 22 ; 892. Aurillac, 22 ; 893. Clermont, 22 ; 894. Bayonne, 22 ; 895. Aurillac, 22 ; 896. Clermont, 22 ; 897. Bayonne, 22 ; 898. Aurillac, 22 ; 899. Clermont, 22 ; 900. Bayonne, 22 ; 901. Aurillac, 22 ; 902. Clermont, 22 ; 903. Bayonne, 22 ; 904. Aurillac, 22 ; 905. Clermont, 22 ; 906. Bayonne, 22 ; 907. Aurillac, 22 ; 908. Clermont, 22 ; 909. Bayonne, 22 ; 910. Aurillac, 22 ; 911. Clermont, 22 ; 912. Bayonne, 22 ; 913. Aurillac, 22 ; 914. Clermont, 22 ; 915. Bayonne, 22 ; 916. Aurillac, 22 ; 917. Clermont, 22 ; 918. Bayonne, 22 ; 919. Aurillac, 22 ; 920. Clermont, 22 ; 921. Bayonne, 22 ; 922. Aurillac, 22 ; 923. Clermont, 22 ; 924. Bayonne, 22 ; 925. Aurillac, 22 ; 926. Clermont, 22 ; 927. Bayonne, 22 ; 928. Aurillac, 22 ; 929. Clermont, 22 ; 930. Bayonne, 22 ; 931. Aurillac, 22 ; 932. Clermont, 22 ; 933. Bayonne, 22 ; 934. Aurillac, 22 ; 935. Clermont, 22 ; 936. Bayonne, 22 ; 937. Aurillac, 22 ; 938. Clermont, 22 ; 939. Bayonne, 22 ; 940. Aurillac, 22 ; 941. Clermont, 22 ; 942. Bayonne, 22 ; 943. Aurillac, 22 ; 944. Clermont, 22 ; 945. Bayonne, 22 ; 946. Aurillac, 22 ; 947. Clermont, 22 ; 948. Bayonne, 22 ; 949. Aurillac, 22 ; 950. Clermont, 22 ; 951. Bayonne, 22 ; 952. Aurillac, 22 ; 953. Clermont, 22 ; 954. Bayonne, 22 ; 955. Aurillac, 22 ; 956. Clermont, 22 ; 957. Bayonne, 22 ; 958. Aurillac, 22 ; 959. Clermont, 22 ; 960. Bayonne, 22 ; 961. Aurillac, 22 ; 962. Clermont, 22 ; 963. Bayonne, 22 ; 964. Aurillac, 22 ; 965. Clermont, 22 ; 966. Bayonne, 22 ; 967. Aurillac, 22 ; 968. Clermont, 22 ; 969. Bayonne, 22 ; 970. Aurillac, 22 ; 971. Clermont, 22 ; 972. Bayonne, 22 ; 973. Aurillac, 22 ; 974. Clermont, 22 ; 975. Bayonne, 22 ; 976. Aurillac, 22 ; 977. Clermont, 22 ; 978. Bayonne, 22 ; 979. Aurillac, 22 ; 980. Clermont, 22 ; 981. Bayonne, 22 ; 982. Aurillac, 22 ; 983. Clermont, 22 ; 984. Bayonne, 22 ; 985. Aurillac, 22 ; 986. Clermont, 22 ; 987. Bayonne, 22 ; 988. Aurillac, 22 ; 989. Clermont, 22 ; 990. Bayonne, 22 ; 991. Aurillac, 22 ; 992. Clermont, 22 ; 993. Bayonne, 22 ; 994. Aurillac, 22 ; 995. Clermont, 22 ; 996. Bayonne, 22 ; 997. Aurillac, 22 ; 998. Clermont, 22 ; 999. Bayonne, 22 ; 1000. Aurillac, 22 ; 1001. Clermont, 22 ; 1002. Bayonne, 22 ; 1003. Aurillac, 22 ; 1004. Clermont, 22 ; 1005. Bayonne, 22 ; 1006. Aurillac, 22 ; 1007. Clermont, 22 ; 1008. Bayonne, 22 ; 1009. Aurillac, 22 ; 1010. Clermont, 22 ; 1011. Bayonne, 22 ; 1012. Aurillac, 22 ; 1013. Clermont, 22 ; 1014. Bayonne, 22 ; 1015. Aurillac, 22 ; 1	

(Suite de la première page.)

Une femme en salats

[illegible]

son monde perçu comme les *Cités intérieures*, qui compte cinq tomes : *Les Cités de l'Air* (1970), *Calvaire de l'Air* (1974), *The Purgatory of the Heart* (1980), *A Day in the House of the Heart* (1984) et *Barque* (1988). L'ensemble a été réuni en un seul volume, *Cités de l'Intérieur*, qui a été réédité en français et est jusqu'à présent le seul de la collection à être traduit en français dans le *Jardin*, préfacé par André Bay, et *Une explosion* dans le *Monde* de l'Université Laval. L'ensemble, on le dit, est un voyage quelque peu initiatique dans les labyrinthes de l'amour moderne. Marie Ntin a récemment publié un nouveau roman : *Le monde des hommes* (1981) et un recueil de nouvelles : *Le monde des hommes* (1984). Le roman de *Minotaure* reprend

[illegible]

HUBERT JUIN.

MERC

PIETER BONGA

LES RES

DU FU

PIETER BONGA

ARTHUR FUL - ELIAST M - YULIUS M

Cinéma

☐ n'est sans inquiétude qu'on

avec eux-mêmes.

Le **propre** à une adaptation sinématographique qui rend ce récit oppressant, une parabole métaphysique où l'existence est perçue exclusivement **trahissante** et tout les personnages, tout absorbés par les mêmes tristesses, n'ont entre eux que des rapports éphémères.

De fait, plusieurs fois annoncé, le film avait toujours été reporté. Ses réalités et ses thèmes semblaient biter entre **réalisme** et **abstraction** totalitaire. Successeur Jean-Louis Bertone!! Jacques Rivette, Michel

Il y a plus grave, ce n'est là sans doute le problème majeur du film. Ni Brunelin ni Zurini n'ont réussi à rendre sensible la dimension temporelle du roman, ce flux implacable des années qui passent comme les ruelles les plus sombres, cette pétrification des existences, cette lente corrosion des rêves et des rêves. Seul le visage, et jeune, et

rin, le **Grand Gema**; les autres plus
Aliment : **Philippe Noiret**, **Mex van**
Sydow, un film qui **flotte à vol**
et à rêver, et **qui l'on aime**, malgré
son délabrement **Demi-écho**, **Mon**
homme ? **Quelque** plutôt **par Perrin**,
Bruneau et **Zurlini** ont **été l'impos-**
sible, mais **qui se fait - impossible -**
un rôle qui existe que l'on n'oublie
 pas

JEAN DE BARONCELLI.

Le **Gaumont-Champs-Élysées**, **Gau-**
mont-Lumière, **Gaumont-Eiv**,
Gaumont-Palace, **Cambronze**, **Les**

Reprise de « la Bohème », à l'Opéra

...les forces, ... qui lui échappa. La ... est toujours parfaitement timbrée ... d'absence de son ... de puis-
sance et d'effacement, j'accuse le per-
soneur d'attribuer la place juste et
propre à ...
Mirella Freni est une ...
la ... étoffe, à la voix tendre
et inépuisable, ainsi que Tom
Cowan (Freni) et Roger ...
(Collins), tous au niveau du
grand tyranisme mozartien et
un peu à l'étrier dans cette maîtrise
technique à l'égard des ... de
rapin.

AU théâtre, l'émotion nous donne le ton juste, ne laisse dans l'ombre aucun détail de cette partition très raffinée, souple, ~~pleine~~, et qui atteint une pathétique ~~de~~ emphase.

JACQUES LONCHAMPT.

Variétés

JULIEN CLERC, LE MAGNIFIQUE

La tougue, le spontanéité de Julien Clerc lui ont valu d'être comparé à un « grand adolescent dans la quer des hommes adultes ». Une fois vibranse, chaleureuse, belle, rigou-

Les deux **Domingo**, **Freni**, **Erasme**, **Sayer**, les quatre admirables malgré le grossissement des rôles dramatiques avec des notes à voix plus ou moins nature.

Domingo est un personnage de **Rodolphe**, trop peut-être pour ce rôle de poète de capable de brûler ses vers : se réchauffer instants ; malgré qu'on ne yeux pas que son tragédie de ce monde se confie à lui, désespéré ne pouvant, malgré

■ LE GRAND OCEAN, l'épopée mémorable de la première guerre du monde, ■ J.-F. et D. MILLET, l'opéra pendant la guerre du LOLO NA-TIQUE à la Salle Favart.

AU théâtre, l'émotion nous donne le ton juste, ne laisse dans l'ombre aucun détail de cette partition très raffinée, souple, ~~pleine~~, et qui atteint une pathétique ~~de~~ emphase.

JACQUES LONCHAMPT.

Variétés

JULIEN CLERC, LE MAGNIFIQUE

La tougue, le spontanéité de Julien Clerc lui ont valu d'être comparé à un « grand adolescent dans la quer des hommes adultes ». Une fois vibranse, chaleureuse, belle, rigou-

reuses, parfois bêtises, rarement en forme de coup de poing, avaient porté Clément son premier grand succès de la nouvelle génération.

Paul Julien Clément en était un jeune homme qui court après la vie. A l'heure où il retrouvait chaque samedi à l'été fixe dans la même salle de théâtre, il était prêt pour chanter et dans le même circuit de plages, Clément se tenait prêt pour, à la y'a deux ans, que s'il continuait à chanter il allait arriver à saturation, il allait perdre l'usage d'écrire de la musique, d'être sur une scène. Il s'est arrêté. Il est sorti de la tour d'ivoire où il se trouvait jusqu'alors, il s'est retrouvé avec les gens d'aller voir ailleurs, de faire des tournées de digérer d'autres musiques dont il est un peu physicien devenant.

Paul Julien Clément, la chanson, 66

sont spécialement les paroles, l'instinct, le cœur, le ventre, la sonorité

tude. On a pu dire, au cours de la
 routine et brieu, d'avoir été
 de (un Clerc plein p) pdeux) d'
 commençant l'emprisonnement, d'avoir
 élargi sa sensibilité, p parvenu à
 faire éclater sa musique et de collaborer
 avec un groupe de musiciens un
 véritable esprit d'équipe.

Le spectacle parfaitement mis au
 point du Palais des Sports reflète bien
 ce chanteur qui aime la trentaine, qui
 est ouvert à tout, qui est vit, qui, qui
 est, qui est, qui est, qui est, qui est, qui
 est, les chemins de la vie qu'il em-
 prunte par une musique qui est sans
 doute ce qui se fait, mieux dans le
 genre et qui est joué par un groupe
 de rock (Christina Padovani, l'illu-
 stration de Georges Genty, Gérard Bi-
 lliakou, Marc Genty, Gérard Padovani).

Au milieu d'un plateau où Clerc magni-
 fique, évolue p plus artistiquement,
 miroir suspendu est articulé et
 permet de lents panoramiques.

CLAUDE FLEOUR.

* Palais des sports 30 h. ■

theatres

Les evénements

CHATELAINS BOULEVARD
ATHELBY, 341-3 ST. MARY'S
1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585

CERTIFIED

du 2 au 21 Février
ballet du xx^e siècle
**LE MOLIERE
IMAGINAIRE**
Spectacle de
**MAURICE
BÉJART**
Musique de **Nino Rota**
Décor et costumes de
J. Boussieu - R. Bernard
Location au Théâtre de la Ville
toute Agence et par tél. 2226-6161

THEATRE FONTAINE

DANIEL PRÉVOST
grandeur et victoire du libéralisme

SECRET

VARIETES
JACQUELINE
MAILLAN

四

FEFÉ
OF
BROADWAY

JEAN POIRET

Plus de 30 ans de
PIERRE
MORDY

Plus de 30 ans d'expérience
LEWASSAUR

avec
MICHEL EVER - PIERRE PORTE
dans *Le Grand P*

ARTHUR PLASSCHAERT
avec
ANNEK ALAINE
TYVAN YARCO - ELYANE BERNARD
JEAN-PIERRE DELAUNE
JACQUES SAKOU
ROGER BERGOT

NEW & MIS

BUS DU MIEUX
INTERNATIONAL LANGUEDOC ROUSSILLON
r - 20 février
ons à Paris
ntenance

BUS II
adapté par Christian Ugeux
Claude Drouot

JR ET MORT

MURIELA
adaptés par Guy Svarès
scène

ECHANTILLON
lanche (9^e) 874.28.44 et suivants

E DE PARIS

VOTRE TABLE CE SOIR

FLORA DANICA
142, Champs-Élysées, 8^e.
T.1.J.

DINERS

De 19 h. 30 minutes. Vue sur son agréable jardin. Spécialités Danaises
■ Scandinaves Hors-d'œuvre danois. Festu ■ Mignon
■ renne, Canard saisi

COPENHAGUE
142, Champs-Élysées, 8^e.
F/Dim.

DINERS - SPECTACLES

De midi à 22 h. 30 Spécialités danoises et scandinaves hors-d'œuvre
danois. ■ du saumon, mignone ■ canard saisi.

L'ORFÈRE DU BOIS
Porte Maillot
F/Dim.-Lun.

DINERS - SPECTACLES

Menu 135 F vin compris, service en sus

CHÉZ VINCENT
4, ■ Saint-Laurent, 10^e.
N.F./Lun.

DINERS - SPECTACLES

Dans le cadre typique d'une Hacienda. Diners dansants aux chaudières
Attractions avec les WUCHAGERS. Spécialité canarienne. Jours

STUDY IS CONDUCTED IN 444 CHILDREN WITH THE FOLLOWING RESULTS:

BEAUX-POULENC
organise avec

ERIC TABARLY

et le film

« L'AT-ANTIQUE EN COURSE »

du 21 janvier à 21 h.
samedi 21 janvier à 11 h.

SALLE PLAYEL
232, Fg-St-Henri, 75006

Photo Neustime-Neustime
DEGUY

Prix des places : Balcon 15 F - Orchestre 25 F

Location des places : sur place à la salle Playel, de 11 h. à 18 h.,
par l'A.E.I.S.G., 8, rue de Lott, 75116 Paris.
ou règlement par chèque à l'ordre de l'A.E.I.S.G.

Renseignements par téléphone au 706-37-89.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI
"Placards encadrés" 2 col. et +
"Ligne colonne"
DEMANDES D'EMPLOI
CAPITAUX OU
PROPOSITIONS COMMERC.

La ligne 40,00
La ligne 45,76
42,00
9,00
70,00

La ligne 45,76
48,04
80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER
"Placards encadrés"
Double insertion
L'AGENDA DU MONDE

La ligne 39,00
34,00
38,00
28,00

La ligne 39,00
38,89
43,47
45,76

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR USINE

Important groupe alimentaire leader dans sa branche

recherche : **2 DIRECTEURS USINE** pour leur direction la direction de deux unités de production dans l'Ouest de la France :

UN DIRECTEUR D'UNE USINE MIXTE PLATS CUISINES ET LEGUMES

300 personnes Logement de fonction 110.000 F.
Le candidat doit être un ingénieur ou équivalent avec un minimum de 10 ans et ayant une expérience en production dans une usine de l'industrie alimentaire. Les qualités humaines et de gestion sont déterminantes pour réussir dans ce poste.

UN DIRECTEUR USINE PLATS CUISINES A BASE POISSONS

180 personnes Logement de fonction 90 à 100.000 F.
Ce poste conviendrait à un candidat âgé au minimum de 30 ans de formation ingénieur A.M. ou ENSI. Ayant acquis une première expérience en tant que Responsable d'une unité de production.

Notre groupe en pleine expansion offre de réelles perspectives d'évolution de carrière.

La plus grande confidentialité est garantie.

Ecrire No 93.018 CONTEXTE PUBLISITE 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

conseiller en gestion industrielle

pour réaliser des interventions de conseil de haut niveau et notamment assister les entreprises dans les différentes phases d'élaboration de leur projet.

conseiller en gestion commerciale

pour assurer des missions de conseil de gestion auprès de commerçants indépendants, d'animation de groupements.

Une expérience de la distribution est indispensable pour réussir dans cette fonction.

Les candidats de formation universitaire ou commerciale et disposant au moins d'une première expérience professionnelle, devront posséder un réel sens de l'analyse et des contacts ainsi qu'une aptitude au travail en équipe.

Adressez votre dossier de candidature en indiquant le poste correspondant à : **Ouest Recrutement** Le Tertre au Jan, B.P. 53 - 49002 Angers Cédex.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (7500 personnes)

recherche POUR SES UNITES DE PRODUCTION DE LA REGION DE ROUEN OCCUPANT 1300 personnes

CHEF DE PERSONNEL

aura la mission de mettre en œuvre la politique sociale du Groupe et ce qui implique l'embauche, la rémunération, les conditions de travail, la négociation avec les partenaires sociaux...

Les candidats doivent avoir une expérience d'environ 10 ans dans la fonction.

Adressez votre dossier de candidature en indiquant le poste correspondant à : **Ouest Recrutement** Le Tertre au Jan, B.P. 53 - 49002 Angers Cédex.

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE

Il dirigera et développera le Bureau d'Etudes et sera responsable de la conception et de l'outillage, de la mise au point des produits nouveaux ainsi que de l'amélioration des produits existants. Il assurera l'interface les services d'ordre technique avec les clients.

Après avoir fait la preuve de ses compétences, il pourra évoluer et assumer, éventuellement, des responsabilités dans le domaine de la production.

Le poste conviendrait à un jeune ingénieur A.M. ou à une formation équivalente, ayant au moins 2 ans d'expérience en tant que chef de Bureau d'Etudes. Des connaissances dans le domaine de la mécanique seraient appréciées.

Lieu de travail : près d'ASBEVILLE (Somme).

Ecrivez sous réf. **MEIE** à Hélène REFREGIER, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 PARIS

LABORATOIRES DU MINISTRE DE LA DEFENSE

JEUNES INGENIEURS

Intégrés par technique de pointe, intégration dans équipe jeune et dynamique installation dans province proche pour plusieurs années.

ingénieur grande école

pour systèmes automatiques

ingénieur informaticien

pour analyses numériques au point de logiciels temps réel.

Possibilités logées.

Ecrivez sous réf. **MEIE** à Hélène REFREGIER, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

B.P. 914 - 27207 VERNON

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION RATTACHÉE A UN GROUPE INTERNATIONAL PROVINCE PROCHE PARIS

ANALYSTE PROGRAMMEUR

L.U.T.

OU EQUIVALENT
3 à 5 ans d'expérience COBOL IBM.

Adressez votre dossier de candidature en indiquant le poste correspondant à : **Ouest Recrutement** Le Tertre au Jan, B.P. 53 - 49002 Angers Cédex.

CONCESSION AUTOMOBILE BOURGES

recherche

CHEF DE GROUPE COMPTABILITE

apte à devenir le CHEF COMPTABLE principal :

- comptabilité générale et analytique,
- administration du personnel.

A terme, gestion comptable et financière.

Si vous souhaitez obtenir des informations sur ce poste :

Ecrivez : Grand Garage du Cher - B.P. 47, 18300 SAINT-BOULEARD

LE CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT DE L'EST

recherche

- 1 INGENIEUR** de groupe projet ouvrages d'Art. Formation d'ingénieur de haut niveau, spécialisation indispensable en matière de structures métalliques.
- 1 TECHNICIEN SUPERIEUR** collaborateur direct d'un chef de groupe, projet ouvrages d'Art. Il devra posséder un diplôme d'enseignement supérieur, spécialisation indispensable en matière de structures en béton armé et béton précontraint, connaissances solides en tracés routiers.
- 2 TECHNICIENS** dessinateurs en bureau d'Art. Ils devront posséder un diplôme de fin de cycle long du deuxième degré de l'enseignement scientifique ou technique, spécialisation civile, connaissances solides en tracés routiers.

Adressez demande avec C.V. à Monsieur BAILLY, chef de Personnel

CETE de l'EST
place du Roi-Georges, METZ

Chef de Produit

65 000

Important fabricant "Bâtiments et services divers", basé à Paris, recherche un chef de produit pour la région de l'Est. Pour maintenir et développer votre position, vous devrez assurer la mise au point, la réalisation, la maintenance et le suivi des produits, ainsi que les relations avec les clients et les fournisseurs.

Ces responsabilités seront confiées, en étroite collaboration avec la Direction Générale à un collaborateur.

Disposant d'une première expérience de la région de l'Est et d'une formation commerciale supérieure, il sera à même de gérer la production, la distribution, la maintenance et le suivi des produits, ainsi que les relations avec les clients et les fournisseurs.

Résidence à prévoir : Est de la France.

Possibilités d'évolution.

Adressez votre dossier de candidature en indiquant le poste correspondant à : **Ouest Recrutement** Le Tertre au Jan, B.P. 53 - 49002 Angers Cédex.

L'un des premiers distributeurs français de maisons individuelles

recherche pour la région de l'Est

DIRECTEUR COMMERCIAL

Membre du Comité de Direction, il définira et mettra en œuvre la politique commerciale :

- développement,
- stratégie publicitaire,
- détermination des objectifs,
- animation de la force de vente.

Ecrivez à no 8.333.

COFAP 20, rue du Châtelier 75010 Paris

REGION NORD

Société de services informatiques

LA DIRECTION DU DEPARTEMENT TRANSIT

- le candidat retenu aura à développer et exploiter la section avec la plus large autonomie, dans une structure de travail participative, par objectif ;
- une expérience de responsable transit est évidemment indispensable.

Ecrivez avec C.V. et photo sous réf. 16.164 à : **Mme FORTVIN**

cm consultant
91, boul. Carnot, 59100 MOUVAUZE

CELLULE INTERMINISTÉRIELLE

Chargé d'Etudes confirmé et disponible immédiatement

- connaissance des relations interministérielles
- familiarité avec l'informatique (niveau fondamental et organique)
- connaissances des systèmes d'information
- formation de base et possible supérieures
- aptitude à l'animation et aux contacts extérieurs
- liberté pour les déplacements

Envoyer C.V. à : **E. G. U. - Promotion**
15, rue de la République, 93000 MARSEILLE

HOPITAL CAMILLE-BLANC CENTRE RENAL EVIAN Haute-Savoie 74500

recherche

UN MEDECIN-ASSISTANT

Plein Temps - Titulaire du C.E.S. NEPHROLOGIE pour période de mai à fin septembre.

Adressez votre dossier de candidature en indiquant le poste correspondant à : **Ouest Recrutement** Le Tertre au Jan, B.P. 53 - 49002 Angers Cédex.

CREUSOT LOIRE

ETABLISSEMENT DU CREUSOT

offre possibilité

Assistant en Gestion du Personnel

Rattaché au chef d'une unité de 800 personnes, il aura une responsabilité administrative au niveau de la gestion du personnel : effectif - études salariales - formation...

Contacts nombreux.

Formation : DUT gestion de personnel ou formation équivalente.

Expérience : fonction souhaitée.

Adressez candidature et C.V. détaillé à **CREUSOT LOIRE - Service Recrutement** - B.P. 31 - 71208 LE CREUSOT.

TRANSPORTS OLLIVIER

dans la région de la politique de transport

recherche

Pour sa Société de Transports Spéciaux, Béthune un jeune cadre capable d'assurer la D.G. :

- sans des responsabilités et du commandement ;
- problèmes de transports
- marketing, exploitation ;
- Participation au capital.

Ecrivez avec C.V. complet et photo sous : 17.008 à **Mme FORTVIN**

cm consultant
91, boul. Carnot, 59100 MOUVAUZE

Importante Société d'équipements électriques pour automobiles recherche

INGENIEURS ELECTRO-MECANICIENS

très expérimentés pour le service études et développement, et notamment développer ou contraindre machines nouvelles :

- pré-étude,
- en calcul,
- en mécanique,
- en électronique,
- en informatique.

Informations et techniques avancées de contrôles appréciables.

Poste à pourvoir à Lyon, Ecr. à : **SALES RECHERCHES**, 25 bis, rue de la République, 69001 LYON.

offres d'emploi

Filiale française (proche banlieue ouest) d'un grand constructeur d'ordinateurs de bureau recherche

jeune diplômé(e) grande école de commerce

pour être

responsable du service publicité et promotion des ventes

Une première expérience de la publicité en entreprise ou cabinet, l'anglais courant, et de réelles qualités de contact, d'énergie, de créativité sont indispensables.

Rémunération annuelle prévue au départ : 55 à 60.000 F.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo sous réf. 648 M à :

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13, bis, rue Henri Monnier 75001 PARIS

BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ

pour le Moyen-Orient

CADRES DE BANQUE

Adressez votre dossier de candidature en indiquant le poste correspondant à : **Ouest Recrutement** Le Tertre au Jan, B.P. 53 - 49002 Angers Cédex.

offres d'emploi

CAISSE REGIONALE
CREDIT AGRICOLE
DE L'ILE-DE-FRANCE

son développement,
nous charge de recruter un

organisateur-
concepteur

expérience, 6 à 7 ans, l'organisation administrative, non limitée à une d'informatique, lui permette de prendre immédiatement en charge la responsabilité d'un projet, de sa conception à sa mise en place :

- négocier les nouveaux systèmes d'information,
- rédiger les charges d'application,
- les circuits de décision, procédures,
- animer la formation des utilisateurs,
- suivre l'équipe de (organisateur et informaticien),
- rendre compte de l'état d'avancement du projet.

La fonction implique :
■ des niveaux, ■ des qualités de persuasion, ■ une participation au plan organisationnel et informatique.

■ avec 30 ans minimum, une formation supérieure ou une expérience, un esprit rigoureux, ■ un bon contact humain, ■ sur le plan national.

■ INFORMATIQUE ■ ENTREPRISE, 8 rue Alfred Vigny 75008 Paris, avec lettre manuscrite, ■ détail, photo et prétentions sous réf. 11.663.



BRUEL & KJAER FRANCE

Division d'une importante entreprise internationale
NUMERO UN dans l'étude et la réalisation
d'appareils à mesure de bruit et de vibration
pour la Région

JEUNE INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

Diplômé Grande Ecole, sp. électronique
Intégré à l'équipe BRUEL & KJAER, il devra s'occuper
avec une jeune femme, la mise en place
qui sera confiée. Formation technique et
commerciale assurée en France et par stages à
l'étranger.

Nous recherchons aux candidats :
■ Exp. ACOUSTIQUE et VIBRATION souhaitée.
■ Connaissance de l'Anglais.
■ Dynamisme et bonnes contacts humains.
■ Libérés O.M.

HAUT NIVEAU TECHNIQUE INDISPENSABLE
Nous offrons :
■ Rémunération intéressante pour candidat au
niveau 1111 + C.A. Voltaire.
■ Ambiance de travail agréable au sein d'une
équipe jeune qui a déjà fait ses preuves.

Envoyer C.V. détaillé avec photo et prétentions,
38, rue Champoux, 91340 MORSVILLEY.

Data General

Constructeur des ordinateurs
NOVA et ECLIPSE
cherche pour le développement
son Service Technique

ingénieurs
analystes

Nous sommes :
■ un des leaders de la mini-informatique
■ la 1^{re} d'un parc de plus de 100 000
installations
■ uniques par notre croissance et notre
profitabilité.

Vous êtes :
■ familier des techniques de la mini-
informatique
■ spécialiste des problèmes de gestion
en temps réel et de multi-programmation
■ capable de lier l'avenir à celui
d'une compagnie leader dans la branche
d'activités.

Ecrivez-moi : Paul GAVARINI - Directeur
Technique DATA GENERAL FRANCE
La Boursière - Immeuble M - BP 78
92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Important Laboratoire Pharmaceutique
région parisienneRESPONSABLE
DU DÉVELOPPEMENT

Dépendant d'une importante entreprise internationale
Le Candidat :
■ Ingénieur électrotechnicien ou électrotechnicien
■ 3 ans d'expérience dans matériel fabrication et
conditionnement pharmaceutique ;
■ allemand parlé, anglais souhaitable.

La Fonction :
■ étudier et proposer choix matériel, le respect
des délais et des coûts (respecter délais et
objectifs) ;
■ concevoir, mettre en œuvre politique standard-
isation ;
■ faire réaliser l'implantation des ateliers ;
■ élaborer, chiffrer, avec l'équipe, le plan
d'investissement ;
■ participer simplification du travail, études de
postes, études de coûts.

Ad. C.V. man. et photo, en la 1^{re} 92354 CONTESSÉ
Publicité, 20, rue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui trans.

offres d'emploi

directeur commercial

Filiale française d'un grand européen dans
l'industrie du papier, nous nous orientons
vers une large diversification de produits de
consommation. Nous recherchons le

qui, tout en ayant la culture acquise par les
produits actuels, définira et mettra en œuvre
la commercialisation de nouveaux produits.
Ce qui implique : Esprit de recherche pour la
conception des produits (en collaboration avec notre équipe à l'étranger). Esprit
d'initiative et imagination pour la création,
l'implantation d'un réseau de distribution, et
l'animation de l'équipe commerciale. Esprit
d'ouverture car il sera appelé à enrichir de son
expérience ses homologues européens. Agé au
minimum 35 ans, de formation commerciale
supérieure ou équivalente, il aura une
fonction similaire. Une parfaite maîtrise de
l'anglais écrit et parlé. La pratique d'autres langues
européennes appréciée. Réponse manuscrite, lettre
man. C.V. photo, réf. 11.663 à Mme Sigolier.

bernard juliet psycom

93, avenue de la République - Neuilly

ARTS et METIERS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE
TECHNIQUE

INGÉNIEUR A et M

ayant impérativement l'expérience de l'appareil
de lavage dans les T.P. ou la grande
industrie, pour lui confier un poste d'animateur
sur le plan national.

Il aura la responsabilité de l'information
et de la formation du personnel technique
et de la gestion de la production.

Il assurera en outre les contacts avec les
organismes officiels : AFNOR, etc.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 2202

SEREP

82, Malherbes
75008 - PARIS

offres d'emploi

Importante Société
d'ingénierie rechercheJURISTE
COMMERCIAL

pour l'étude, rédaction, assistance
de négociation en commerce.

■ ayant déjà une expérience de
■ de études
■ de bâtiments
■ d'usines clés en main en
France et à l'étranger.

et des procédures de financement à
l'exportation.

Ce poste exige :
■ une formation supérieure
■ un esprit d'initiative
■ une parfaite connaissance de
l'anglais.

Adresser C.V. détaillé, photo et pré-
tentions sous réf. 14.097 à

s.n.p.m.

100, av. Charles de Gaulle
92522 NEUILLY 2^e

L'UN DES PRINCIPAUX PARRAINAGES

FRANÇAIS DE L'IMMOBILIER DE HUMAN

recherche

pour son département

VENTES AUX GRANDES ENTREPRISES

UN NÉGOCIATEUR EXPORT

(80.000 F par an et plus)

Il aura pour mission :

■ de négocier à l'exportation les biens impor-
tants pour les responsables de l'entreprise
ou d'administration, avec les architectes et les
promoteurs.

DE FORMATION SUPÉRIEURE S.C. ou équiva-
lente, connaît bien l'Anglais et le Français.

IL DOIT POSSÉDER UNE MAÎTRISE DE
2^e ANS DANS LE VENTE À L'EXPORT.

Envoyer C.V. détaillé et photo : C.N.P.C.

105, av. Victor-Hugo - 75006 PARIS 6^e

un nouveau
service concernant l'emploi
Le Monde
INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des
offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde"
concernant chacune des principales fonctions ou pro-
fessions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabi-
lité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent
une fonction, de suivre les fluctuations du marché de
l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :
- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions
multiples. | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités. | <input type="checkbox"/> Comptabilité. |
| <input type="checkbox"/> Informatique. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations
humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs. | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et
technico-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche. | |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif du abonnement et la correspondance avec le nombre des fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au
Siège de la Société de l'abonné.
(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour des renseignements complémentaires, téléphoner au 75008 ou écrire à :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

MODE : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Le règlement par ch. bancaire à l'ordre de "LE MONDE" ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

ETRANGER - envoi aérien : + 1 F. par fonction et par semaine

offres d'emploi

SMITH KLINE

14.000 personnes-40 Filiales-2,5 Milliards de Frs

pour l'une de ses Filiales en France

■ Laboratoire GREMY-LONGUET

la responsabilité de

PHARMACIEN
CHEF DE PRODUCTION

pour son

USINE DE LIMAY - 78 (près MANTES)

(150 personnes)

CE POSTE dépendra du Directeur
de l'Usine. Le candidat devra être responsable
des opérations de production et de contrôle.

LE TITULAIRE doit avoir une expérience
de 3 années, au moins, dans une Usine
pharmaceutique.

Il devra être capable d'assumer avec maturité et
efficacité, les problèmes techniques et les
contacts humains de sa charge.

LA REMUNERATION sera résolument compé-
titive en fonction des références acquises.

IL EST INDISPENSABLE D'ENVISAGER LE
DOMICILE A PROXIMITÉ DE MANTES - Y.

Envoyer C.V., photo, et références à retourner

à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Secrétariat d'Etat à la Culture

Département de l'Architecture

Service des Installations Electro-Mécaniques

3, rue de Volos - 75042 Paris Cedex 01

RECHERCHES

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

■ Contrôle en installation électrique
■ MT - BT - TST.

■ Révision et maintenance en électro-mécanique,
communication, électricité et électronique
(et électronique si possible).

■ Prévision : I.E.G. - A.E. - C.A.E. - C.A.E.
EST - EST - EST - EST - EST - EST.

INGÉNIEUR THERMIQUE

■ Contrôle en chauffage - Climatisation -
Ventilation.

■ Révision et maintenance en régulation, automa-
tisme, chauffage et installation frigorifique.

■ Formation : I.E.G. - A.E. - C.A.E. - C.A.E.
EST - EST - EST - EST - EST - EST.

Pour l'un ou l'autre de ces postes, il est exigé :
■ Diplôme minimum de deux ans de niveau de
études plus élevé que celui d'études
d'ingénieur.

■ Connaissance parfaite des normes
françaises et européennes en matière de
sécurité de l'installation et de l'exploitation
des équipements de chauffage, ventilation
et climatisation.

Rémunération mensuelle brute : 570 à 710 F.
Envoyer C.V. et références avant le 10 février 1977.

Groupe Français
de taille internationale rechercheJURISTE
CONFIRME

pour lui confier principalement
l'ensemble des questions relatives
au Droit des Sociétés et au Droit
des Affaires.

Le Doctorat en Droit et une expérience
d'au moins 5 ans dans un
Service Juridique d'entreprise sont
indispensables ainsi qu'une for-
mation complémentaire comptable
et fiscale.

Le fait d'être un homme de
contact et un négociateur devra
faciliter l'évolution vers un poste
élargi à court terme.

Envoyer C.V. et photo à

M. DULAC 149, rue St-Honoré

75001 Paris qui lui

Compagnie Américaine d'Assurances

recherche

UN DIRECTEUR

ORGANISATION ET METHODES

pour diriger son département européen
d'organisation et méthodes

Les candidats doivent avoir un minimum 5 ans
d'expérience dans ce domaine, parler l'Anglais
et être prêts à voyager à l'étranger.

La Compagnie Américaine d'Assurances est une
société à capital américain et français.

Après avoir été candidat retenu, le candidat devra
présenter ses références en tant que membre
de la Direction Européenne de la Compagnie.

Le salaire à pourvoir est fixé à 100 000 F.

L.B. JAVIER - Contrôleur Général Europe.

AMERICAN INTERNATIONAL

UNDERWRITERS S.A.

34, avenue de la Grande-Armée, 75017 PARIS.

offres d'emploi

diffusez des ouvrages
d'une incontestable utilité

Nous recherchons des auteurs de livres
sur les thèmes suivants :

Délégués (es) culturels (les)

pour la diffusion auprès des
élèves, des parents, des enseignants
des ouvrages ayant des thèmes
culturels.

Le poste est à pourvoir dans différentes régions
de France. Les candidats doivent être
capables de travailler de manière autonome.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

Le poste est à pourvoir, écrite sous C.V. et
références à : M. J. JOURD'HEU - 92807 PUTEAUX.

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

SMITHKLINE

PHARMACIEN
CHIEF DE PRODUCTION

pour son
LABORATOIRE DE LIMAY - 78 (près de MANTON)

Le poste dépendra directement du Directeur de l'Usine. Le candidat devra posséder une expérience de fabrication et de gestion.

Le titulaire choisira une usine parmi les 3 usines de la région, dans une zone industrielle.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

La rémunération sera fixée en fonction des compétences et de l'expérience.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

Le candidat devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est indispensable d'entretien et de maintenance.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

diffusez des ouvrages
d'une incontestable utilité!

Des ouvrages sont des ouvrages de référence dans les domaines principaux du savoir.

Délégués(es) culturels (les)

vous assurez la diffusion auprès des enseignants, des collectivités, des parents d'élèves et de tous les publics ayant des besoins professionnels ou personnels de culture.

Des postes sont à pourvoir dans différentes régions et en particulier dans la Région Parisienne.

Pour faire acte de candidature, écrire avec CV et photo à Claude FOULAIN - SNL LE ROBERT 107, avenue Farnesier - 75011 Paris.

"Le ROBERT"

P.S. Il est entendu, nous chargeons votre formation technique, nous vous assurons un minimum garanti, des commissions motivantes, un statut V.R.P....

Paris - 60.000 F/an min

Assistante de Direction Générale

Société Industrielle Française - 500 M CA, 4.000 personnes, nous recherchons une assistante de direction générale expérimentée, de niveau études supérieures.

La mission principale : regrouper les données d'information, les synthétiser, les présenter à son P.D.G. de manière précise et concise, pour lui permettre de prendre des décisions éclairées.

En outre, elle assurera la secrétariat du P.D.G. et du D.G. : courrier, classement, etc.

Ces fonctions requièrent une personnalité active, organisée, et une mini-formation technique, justifiant de plusieurs années d'expérience dans des activités analogues.

Séle CEGOS

Adressez votre man. et CV détaillé à R. VERDET, 75001 Paris - 5015-CEGOS-33, Gallieni 92152 SURENES.

ESSEC
SC.ECO-ESC
ou équivalent

NEGOCE INTERNATIONAL

Vous avez obtenu votre diplôme d'études supérieures commerciales ou économiques, vous avez un intérêt pour le monde agricole, vous parlez couramment l'anglais, et vous êtes attiré par les activités qui décorent largement le cadre de l'agriculture.

CARILLON, une des premières sociétés mondiales dans le négoce des produits agricoles et dans leur transformation vous offre, à une période de formation, de prendre rapidement des responsabilités commerciales au sein de son organisation française à SAINT-GERMAIN-EN-LAY.

Envoyez C.V. et photo, et votre lettre de motivation à la référence 70194/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON - CEDEX

son directeur
industriel

Il aura au moins 50 ans, et, en premier lieu, les qualités nécessaires pour être d'homme, un décideur, un animateur doué d'esprit d'équipe ainsi que le sens du commandement avec fermeté et diplomatie.

Il sera membre permanent de la direction.

Il dirigera à Lagny une usine en direct et sous sa responsabilité une usine, ainsi que les départements Ingénierie, Hygiène et Sécurité.

2 usines fabriquent 6500 en boîtes métalliques avec 750

Le candidat retenu sera obligatoirement une formation grande école et une expérience de plusieurs années comme directeur de fabrication dans un groupe important.

Envoyez C.V. détaillé, photo, prétentions à WILLIAM SAURIN St Thibault 77400 LAGNY

offres d'emploi

PS Conseil

INGÉNIEUR COMMERCIAL

80.000 F

Céramique Industrielle - Une importante société française spécialisée dans la production et la diffusion de produits céramiques recherche un ingénieur commercial pour la région de la Grande-Bretagne (2 mois).

Il sera pour mission essentielle, sous l'autorité de la Direction Générale basée en Angleterre, d'organiser et de développer la pénétration du marché français.

Il devra posséder une expérience professionnelle dans les ventes, une maîtrise parfaite de l'anglais, une connaissance approfondie des besoins techniques des utilisateurs potentiels, et de l'industrie de la céramique.

Il devra également posséder une expérience de négociation au prix, et de la clientèle. Il travaillera avec une grande autonomie d'action, mais en liaison étroite avec la Direction Générale.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

offres d'emploi

AGRO-INDUSTRIES
outre mer

160.000+

Après s'être implanté progressivement et méthodiquement sur dix couples produits agro-industriels - marchés Outre Mer, notre Groupe recherche

un ingénieur d'affaires

à qui confier la responsabilité de l'ensemble des opérations de son créneau (promotion de complexes agro-industriels, mais d'un montant inférieur à cent millions de francs) sur le marché des pays en voie de développement.

Ingénieur grande école (AGRO, ENSIAS ou similaire) d'au moins 35 ans, il justifie en ce domaine une expérience dans la recherche, la négociation, la coordination et la gestion financière d'activités d'envergure équivalente, Outre Mer.

Anglais nécessaire. Espagnol souhaité. Poste à PARIS. 110 jours de déplacement par an.

Merci d'adresser votre manuscrit et C.V. détaillé sous référence 651M à notre Conseil

centor

DEPARTEMENT EMPLOI

100 rue Henri Monnier 75001 PARIS

Nous recherchons un important Groupe privé d'assurances

Nous avons un développement rapide sur le marché des Risques d'Entreprises

NOUS CHERCHONS UN HOMME JEUNE POUR RENFORCER L'EQUIPE DES RESPONSABLES DE NOTRE SECTEUR "ASSURANCES DE GROUPE"

Nous voulons :

- qu'il aime les contacts humains

- qu'il sache prendre des décisions

- qu'il soit capable d'animer une équipe

Il devra avoir une formation supérieure scientifique et compléter ses connaissances par une spécialité.

Il devra être en région Ouest de la France.

Plus important chargé des problèmes techniques et technico-commerciaux, il sera l'interlocuteur privilégié de notre clientèle commerciale.

Envoyez votre curriculum-vitae et prétentions sous référence 14.086 à :

A.P.M.

100 rue de la Chapelle 92022 NEUILLY SUR SEINE

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE DE CONSTRUCTIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

nous confie la recherche de

DEUX RESPONSABLES D'EXPLOITATION DE LOGICIEL

Pour deux postes qui demandent des connaissances en informatique et en gestion de bases de données, nous recherchons deux informaticiens possédant une expérience industrielle d'au moins 3 ans.

Il devra posséder les contacts, les relations et la suivi avec les utilisateurs des bases de données, et de matériel et gestion d'ordinateurs.

Permettant des consultations en temps réel.

Possibilité d'évolution vers des fonctions plus importantes.

Faire acte de candidature sous la référence 14.086/M à Jean PORRACCHIA

offres d'emploi

MANPOWER

recherche

pour le service recrutement de la Direction du Personnel.

1 CHARGÉ DE RECRUTEMENT

Il sera responsable de la recherche et de la sélection des candidats pour les postes vacants.

Il aura en charge diverses études, notamment dans le domaine des définitions de fonctions.

CE POSTE CONVIENT À UN CANDIDAT DE FORMATION SUPÉRIEURE, TUT GUSTON DES PRÉFÈRES (option personnel) ou équivalent, complété par une expérience effective de 2 à 3 ans dans le domaine du recrutement.

Il sera appelé à effectuer à terme des déplacements dans toute la France.

Il aura LA POSITION CADRE.

Poste à pourvoir rapidement

lettre manuscrite, curriculum vitae, et prétentions à J.-F. LUTTON, DIRECTION 300 PÉLÉOULLE, 30, rue de la Fayette - 75001 PARIS.

Importante chaîne de magasins de bricolage

CHEF ACHETEUR

pour les rayons :

- sanitaires ;

- luminaires ;

- peintures, peinture ;

- revêtements de sol.

Il aura en charge la sélection de tous ces produits ; de conserver l'assortiment des magasins.

Il ou elle aura au moins 3 ans d'expérience dans la fonction.

La rémunération ne sera pas inférieure à 80.000 F par an.

Envoyez C.V. détaillé, lettre manuscrite, sous la réf. "Le Monde Publi", 3, rue de la Fayette - 75001 PARIS, qui transmettra.

Importante société française de produits chimiques et matières plastiques

recherche

UN INGÉNIEUR A.M. ou I.D.N.

pour unité de fabrication, débutant ou 1 à 3 ans d'expérience - Poste en province dans usine de 400 personnes.

Adressez curriculum vitae et photo à : HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75001 PARIS sous la référence 33.971, qui transmettra.

THE FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON

recherche

ATTACHÉ DE DIRECTION

plus particulièrement chargé des relations avec la clientèle.

Le candidat devra avoir :

- Une formation supérieure complétée

- 2 à 3 ans d'expérience bancaire minimum

- la connaissance des mécanismes de crédit

- le goût des contacts commerciaux

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le niveau de rémunération sera fonction des compétences.

Envoyez C.V. et prétentions sous réf. B 204 à JINFRAPLAN CARRIÈRES qui chargera de la recherche, Tour de Lyon 185, rue de Bercy 75012 Paris.

offres d'emploi

CHIEF BUREAU D'ETUDES

recherche

pour une société de Transports Maritimes, Consignation, Transport et Manutention, en France et à l'étranger.

Le candidat, très actif, expérimenté, devra posséder une formation supérieure et une expérience professionnelle dans le domaine des études de transport maritime.

Il devra également posséder une expérience de gestion et de coordination des activités de transport maritime.

Il devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

offres d'emploi

CHIEF DE STUDIO

pour petite filiale

de la Direction Générale

Le candidat à ce poste, de formation supérieure et technique, devra posséder une expérience professionnelle dans le domaine des études de transport maritime.

Il devra également posséder une expérience de gestion et de coordination des activités de transport maritime.

Il devra être capable d'assumer avec succès les responsabilités techniques et de gestion de la production.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

Le poste est à pourvoir à un jeune cadre âgé d'au moins 25 ans, ayant une formation d'ingénieur électro-mécanicien : ESM.

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Le Syndicat de la pharmacie accueille avec une satisfaction nuancée le nouveau régime des prix des médicaments

Le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP) est dans l'ensemble plutôt satisfait du nouveau régime tarifaire des produits pharmaceutiques (le Monde daté 9-10 janvier), applicable en principe courant avril, mais plus réservé à la rentrée de septembre. « Une bonne application de ce régime », a déclaré le

président Maillard, « élargit le champ d'application des médicaments et permet de réduire la consommation ».

Cependant, la convergence de vues avec les pouvoirs publics n'est pas totale, même si la réforme, de l'avis même des responsables du SNIP, permet à l'industrie du médicament de sortir de la situation difficile où le blocage de facto des prix l'avait mise depuis deux ans.

Le président Maillard fait une nette distinction entre les mesures jugées bénéfiques, les mesures apparemment favorables, mais qui comportent de nombreux points d'ombre, enfin celles qui présentent un certain danger.

Parmi les premières, il classe la révision annuelle des prix, véritable rajustement conjoncturel souhaité depuis longtemps, et le nouveau mode de calcul pour la prise en compte des frais de recherche, propre à favoriser le développement de la recherche et des exportations.

Un « oui, mais »

En revanche, le président du SNIP se refuse, jusqu'à plus ample informé, à porter un jugement définitif sur la manière dont les coûts de production et la marge brute seront désormais intégrés dans l'établissement des prix des médicaments pharmaceutiques. Il se méfie aussi du mode d'évaluation des coûts de la matière première, soumise à un contrôle, tant il est complexe de mesurer avec précision l'investissement requis pour la mise au point de substances actives originales. A cet égard, M. Maillard préconise une grande souplesse, plus compatible avec les exigences de l'économie générale. Enfin, selon M. Maillard, « certaines mesures, sans être absolument mauvaises en elles-mêmes, risquent, si elles sont appliquées dans un esprit trop administratif, de comporter de redoutables dangers ».

Il trouve ainsi assez inquiétant, s'agissant des médicaments comparables de voir apparaître la notion d'un prix-plafond, dans l'ignorance où l'on est de savoir combien de classes et de sous-classes thérapeutiques seront créées, le plus grand nombre étant souhaitable à son avis pour qu'elles constituent une référence valable. M. Maillard a, en outre, estimé que la mise en application du nouveau régime n'était pas concevable, malgré ses incontestables progrès, sans une remise en ordre au préalable du catalogue des prix des spécialités les plus anciennes. Dans le texte actuel, cette mesure ne se trouve ni prévue ni exclue. En quelque sorte, le Syndicat de la pharmacie dit un « oui, mais » à la réforme des prix.

BIBLIOGRAPHIE

« LES TRUANDS DU PATRONAT »

un livre de M. Marcel Caille secrétaire confédéral de la C.G.T.

Des accusations graves — dont nous laissons la responsabilité à leurs auteurs — sont portées par le premier syndicat français, qui s'intitule maintenant « fait nouveau », aux agissements de la pègre, dans un livre — explosif — publié par les Editions sociales, les Truands du patronat, sous la signature de M. Marcel Caille, secrétaire confédéral de la C.G.T. Écrit avec la collaboration de M. Dominique Decize et préfacé par M. Georges Séguin, secrétaire général, cet ouvrage est un travail d'équipe qui rassemble des documents et des témoignages fournis, le plus souvent, par des militants syndicaux. Son objectif ? Faire connaître la face cachée des activités très spéciales auxquelles se livrent les milieux non moins spécialisés de certains dirigeants d'entreprise.

Plus de cinq cents témoignages, selon la C.G.T., mais aussi des centaines de dossiers, montrent les méthodes de ce que M. Caille ne craint pas d'appeler « la nouvelle pègre ». Ce qui est dénoncé, fraudes, détournement de fonds, chantage, corruption, séquestrations, violences, attentats en tout genre — offre à l'occasion d'étranges similitudes avec une actualité brûlante. La moindre utilité d'une telle compilation est celle qu'elle donne à l'intention, voire le parti pris de ses auteurs — est de montrer les rapports troubles d'un certain pouvoir politique avec la pègre et les milieux d'argent. Comme dans certaines affaires de hold-up, les fonds mal acquis semblent avoir des destinations précises, « toujours dans la même direction ».

On lira les truands du patronat comme d'un roman policier, pour cause — d'un roman policier.

J.B. Editions sociales, 305 p., 38 F.

PRESSE

La C.G.T. et la Néogravure

M. Jacques Plot, secrétaire général de la Fédération française des travailleurs du livre (C.G.T.), a fait connaître le point de vue de son organisation sur le conflit de la Néogravure dans un texte dont nous publions les principaux extraits :

« Depuis plusieurs mois, la Fédération du Livre C.G.T. négocie avec la direction de la Néogravure. »

« La Néogravure constitue le plus grand groupe d'imprimerie français. Elle emploie deux mille huit cents personnes, dont plus de mille huit cents dans la région parisienne. Le capital de l'entreprise se partage entre Hachette, majoritaire, Paribas et un cartel des grands papetiers français (...).

« Une perspective de concentration avec le groupe Victor-Michel devrait voir le jour. Elle s'accompagnerait de l'annonce d'un million de licenciements. Cette politique de liquidation et de chômage s'est ouverte à la détermination des travailleurs des entreprises concernées. Ensemble ils mènent plusieurs actions pour la préservation de l'emploi et le maintien du potentiel industriel. Le projet de concentration Néogravure - Victor-Michel fut abandonné au profit d'un plan de restructuration autonome de la « Néog », avec le maintien de l'entreprise de Corbeil et plus aucun licenciement.

« En réalité, ce plan consistait à transférer à la Néogravure les travaux du groupe Hachette confectionnés chez Victor-Michel, et à déplacer à terme les questions de l'emploi d'une entreprise vers l'autre.

« Cela ne pouvait pas échapper aux militants syndicaux, et le transfert des travaux ne fut accepté par l'organisation syndicale et par les travailleurs qu'après la signature par la direction de « Néog » et du représentant d'Hachette d'un accord garantissant la prise en compte par la Néogravure des conséquences sociales du déplacement des travaux. C'était le 21 septembre 1976. Auparavant, les adhérents se sont engagés avec la direction de la Néogravure sur les conséquences de la restructuration.

l'emploi, les conditions de travail, les salaires.

« Dans la mesure où Hachette et Paribas étaient prêts à accepter des solutions humaines et sociales aux problèmes posés, tout cela pouvait se régler très vite. Mais au fil des réunions et des semaines, les atermoiements, les mesquineries de boutique, ont fait place à la volonté réelle de négocier. Les travailleurs de la Néogravure se sont montrés patients, très patients. Il ne faudrait pas cependant se méprendre sur leur patience : elle a des limites. Il s'agit de 5 bulletins blancs, pour la poursuite de la grève jusqu'à la convocation d'un comité d'entreprise extraordinaire.

POURSUITE DE LA GRÈVE A « OUEST-FRANCE »

Les journalistes d'Ouest-France, réunis en assemblée générale samedi après-midi, au siège du quotidien, se sont prononcés par un vote à bulletin secret, par 175 voix contre 110 et 5 bulletins blancs, pour la poursuite de la grève jusqu'à la convocation d'un comité d'entreprise extraordinaire.

La direction du journal a annoncé samedi soir qu'elle se trouvait contrainte à « regret » de mettre le personnel de la fabrication du journal en chômage technique pour une durée indéterminée.

D'autre part, l'intersyndicale des journalistes de « Ouest-France » a annoncé dimanche soir la tenue d'une assemblée générale de journalistes lundi 17 janvier, à 12 heures.

« Le journal « les Schos » repartira. — Les rédacteurs des Schos, en grève depuis le jeudi 13 janvier, ont décidé de reprendre le travail. M. Froment, a reçu des propositions nouvelles de la part de la direction. Le journal a repartu le lundi 17.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Emprunt groupé de 160 000 000 F

NATOBAIL : Financement d'immobilisations professionnelles

NATIO EQUIPEMENT : Financement des équipements professionnels

Emission de 160 000 obligations de 1 000 F nominale, amortissables en dix ans.

Intérêt annuel : 11,40 %

Taux de rendement actuariel brut : 11,30 %

Cotation en Bourse demandée

SOUSSION AUX GUICHETS DE LA BNP

BOULEVARD DE LA NEUILLY, 100-102-104-106-108-110-112-114-116-118-120-122-124-126-128-130-132-134-136-138-140-142-144-146-148-150-152-154-156-158-160-162-164-166-168-170-172-174-176-178-180-182-184-186-188-190-192-194-196-198-200

EXAMENS CHAMBRE DE COMMERCE

Préparation O.C.C.S.

Stages de perfectionnement à la gestion des entreprises toutes disciplines

ECOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES (E.S.L.S.C.A.)

(fondée en 1948, reconnue par l'Etat)

Département Formation permanente

1, rue Beugnotville, 75007 Paris Tél. : 331-33-33

EUROPE N° 1

Pour les trois premiers mois de l'exercice 1976-1977, qui a débuté le 1^{er} octobre 1976, le chiffre d'affaires hors taxes radio du groupe s'élève à 74 786 000 F contre 66 081 000 F pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 13,16 %.

L'augmentation des trois premiers mois de l'exercice 1976-1977 par rapport aux trois premiers mois de l'exercice 1974-1975 avait été de 11,44 %.



Au 31 décembre 1976, l'actif net s'élevait à 133 123 167 F, se répartissant ainsi : actions françaises, 27 800 F ; actions étrangères, 36 112 F ; obligations françaises, 28 822 F ; obligations étrangères, 3 985 F ; liquidités, 7 200 F.

La valeur liquidative des 607 373 actions de 100 F composent le capital de 60 737 300 F, à la même date ressort à 219,12 F.

CHARBONNAGES DE FRANCE

Bons 7,50 % (ex 5,75 %) 1966

Mise en paiement du coupon n° 11

Les intérêts courus du 25 janvier 1976 au 24 janvier 1977 sur les bons Charbonnages de France 7,50 % (ex 5,75 %) 1966 seront payables à partir du 25 janvier 1977 à raison de 27 F par titre de 400 F nominal contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 3 F (montant global de 30 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 4,59 F soit un net de 22,51 F.

Bons 10,20 % (ex 6,25 %) 1968

Mise en paiement du coupon n° 9

Les intérêts courus du 5 février 1976 au 4 février 1977 sur les bons Charbonnages de France 10,20 % (ex 6,25 %) 1968 seront payables à partir du 5 février 1977 à raison de 45,90 F par titre de 500 F nominal contre détachement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 3 F (montant global de 51 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 7,84 F soit un net de 38,06 F.

Bons 6,25 % 1967

Mise en paiement du coupon n° 10

Les intérêts courus du 25 janvier 1976 au 24 janvier 1977 sur les bons Charbonnages de France 6,25 % 1967 seront payables à partir du 25 janvier 1977 à raison de 22,50 F par titre de 400 F nominal contre détachement du coupon n° 10 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 3 F (montant global de 25 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 4,59 F soit un net de 20,91 F.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux titulaires des comptes de titres au Crédit National de France, à Paris, 17, rue Cassini, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit lyonnais ; Société générale ; Banque nationale de Paris ; Banque de Paris et des Pays-Bas ; Crédit du Nord ; Crédit commercial de France ; Crédit industriel et commercial et banques affiliées ; Société générale d'investissement ; Banque de l'Indochine et de Suez ; Caisse centrale des banques populaires et toutes les Banques populaires de France ; Société centrale de banque.



Faisant usage de l'autorisation qui lui avait été donnée par l'assemblée générale ordinaire, le conseil d'administration du 27 juin 1974, le conseil d'administration réuni le 20 décembre 1976 a décidé d'augmenter le capital social pour le porter de 30 971 760 F à 44 725 600 F par voie d'incorporation au capital de 14 057 840 F de réserves.

Cette opération est réalisée par voie d'augmentation de la valeur nominale des 255 506 actions qui est ainsi portée de 120 F à 175 F.

Cette décision du conseil donne un meilleur équilibre aux structures du bilan et permet d'adapter le capital social à la progression régulière de l'activité de la société au cours des dernières années.

Il est rappelé qu'au cours des trois exercices 1974 à 1976, le chiffre d'affaires a augmenté en moyenne de 20 % chaque année. Ce taux va être sensiblement dépassé en 1977.

Le chiffre d'affaires réalisé à fin novembre 1976 totalise 875 millions, soit 40 % de plus que pour les onze premiers mois de 1975.

UFIMEG

Au cours de sa réunion du 11 janvier 1977, le conseil d'administration d'UFIMEG a examiné et approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1976.

Conformément aux prévisions, l'augmentation des recettes liquidées, passées de 23 558 000 F à 27 546 000 F, a fait que le résultat net de 7 257 000 F à 3 373 000 F en raison des nouveaux investissements effectués, dont la majeure partie ne procure pas de recettes que pendant la durée de l'exercice 1976-1977.

Le résultat net de 3 373 000 F, augmenté d'une part de l'importation report à nouveau constituée en vue de cette période de transition, permettra de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 18 mars 1977, de porter le dividende de 6,00 F à 7 F par action, dont 1,61 F exonéré de l'impôt sur le revenu.

Pour louer une voiture en France ou ailleurs, réservez chez europcar 645.21.25

LES MARCHÉS FI

LONDRES		LONDRES	
Cotations		Cotations	
100 livres sterling	175,00	100 livres sterling	175,00
50 livres sterling	87,50	50 livres sterling	87,50
25 livres sterling	43,75	25 livres sterling	43,75
12 livres sterling	21,87	12 livres sterling	21,87
6 livres sterling	10,93	6 livres sterling	10,93
3 livres sterling	5,47	3 livres sterling	5,47
1 livre sterling	2,73	1 livre sterling	2,73
50 pence	1,37	50 pence	1,37
25 pence	0,68	25 pence	0,68
12 pence	0,34	12 pence	0,34
6 pence	0,17	6 pence	0,17
3 pence	0,08	3 pence	0,08
1 penny	0,04	1 penny	0,04
1/2 penny	0,02	1/2 penny	0,02
1/4 penny	0,01	1/4 penny	0,01
1/8 penny	0,00	1/8 penny	0,00
1/16 penny	0,00	1/16 penny	0,00
1/32 penny	0,00	1/32 penny	0,00
1/64 penny	0,00	1/64 penny	0,00
1/128 penny	0,00	1/128 penny	0,00
1/256 penny	0,00	1/256 penny	0,00
1/512 penny	0,00	1/512 penny	0,00
1/1024 penny	0,00	1/1024 penny	0,00
1/2048 penny	0,00	1/2048 penny	0,00
1/4096 penny	0,00	1/4096 penny	0,00
1/8192 penny	0,00	1/8192 penny	0,00
1/16384 penny	0,00	1/16384 penny	0,00
1/32768 penny	0,00	1/32768 penny	0,00
1/65536 penny	0,00	1/65536 penny	0,00
1/131072 penny	0,00	1/131072 penny	0,00
1/262144 penny	0,00	1/262144 penny	0,00
1/524288 penny	0,00	1/524288 penny	0,00
1/1048576 penny	0,00	1/1048576 penny	0,00
1/2097152 penny	0,00	1/2097152 penny	0,00
1/4194304 penny	0,00	1/4194304 penny	0,00
1/8388608 penny	0,00	1/8388608 penny	0,00
1/16777216 penny	0,00	1/16777216 penny	0,00
1/33554432 penny	0,00	1/33554432 penny	0,00
1/67108864 penny	0,00	1/67108864 penny	0,00
1/134217728 penny	0,00	1/134217728 penny	0,00
1/268435456 penny	0,00	1/268435456 penny	0,00
1/536870912 penny	0,00	1/536870912 penny	0,00
1/1073741824 penny	0,00	1/1073741824 penny	0,00
1/2147483648 penny	0,00	1/2147483648 penny	0,00
1/4294967296 penny	0,00	1/4294967296 penny	0,00
1/8589934592 penny	0,00	1/8589934592 penny	0,00
1/17179869184 penny	0,00	1/17179869184 penny	0,00
1/34359738368 penny	0,00	1/34359738368 penny	0,00
1/68719476736 penny	0,00	1/68719476736 penny	0,00
1/137438953472 penny	0,00	1/137438953472 penny	0,00
1/274877906944 penny	0,00	1/274877906944 penny	0,00
1/549755813888 penny	0,00	1/549755813888 penny	0,00
1/1099511627776 penny	0,00	1/1099511627776 penny	0,00
1/2199023255552 penny	0,00	1/2199023255552 penny	0,00
1/4398046511104 penny	0,00	1/4398046511104 penny	0,00
1/8796093022208 penny	0,00	1/8796093022208 penny	0,00
1/17592186044416 penny	0,00	1/17592186044416 penny	0,00
1/35184372088832 penny	0,00	1/35184372088832 penny	0,00
1/70368744177664 penny	0,00	1/70368744177664 penny	0,00
1/140737488355328 penny	0,00	1/140737488355328 penny	0,00
1/281474976710656 penny	0,00	1/281474976710656 penny	0,00
1/562949953421312 penny	0,00	1/562949953421312 penny	0,00
1/1125899906842624 penny	0,00	1/1125899906842624 penny	0,00
1/2251799813685248 penny	0,00	1/2251799813685248 penny	0,00
1/4503599627370496 penny	0,00	1/4503599627370496 penny	0,00
1/9007199254740992 penny	0,00	1/9007199254740992 penny	0,00
1/18014398509481984 penny	0,00	1/18014398509481984 penny	0,00
1/36028797018963968 penny	0,00	1/36028797018963968 penny	0,00
1/72057594037927936 penny	0,00	1/72057594037927936 penny	0,00
1/144115188075855872 penny	0,00	1/144115188075855872 penny	0,00
1/288230376151711744 penny	0,00	1/288230376151711744 penny	0,00
1/576460752303423488 penny	0,00	1/576460752303423488 penny	0,00
1/1152921504606846976 penny	0,00	1/1152921504606846976 penny	0,00
1/2305843009213693952 penny	0,00	1/2305843009213693952 penny	0,00
1/4611686018427387904 penny	0,00	1/4611686018427387904 penny	0,00
1/9223372036854775808 penny	0,00	1/9223372036854775808 penny	0,00
1/18446744073709551616 penny	0,00	1/18446744073709551616 penny	0,00
1/36893488147419103232 penny	0,00	1/36893488147419103232 penny	0,00
1/73786976294838206464 penny	0,00	1/73786976294838206464 penny	0,00
1/147573952589676412928 penny	0,00	1/147573952589676412928 penny	0,00
1/295147905179352825856 penny	0,00	1/295147905179352825856 penny	0,00
1/590295810358705651712 penny	0,00	1/590295810358705651712 penny	0,00
1/1180591620717411303424 penny	0,00	1/1180591620717411303424 penny	0,00
1/2361183241434822606848 penny	0,00	1/2361183241434822606848 penny	0,00
1/4722366482869645213696 penny	0,00	1/4722366482869645213696 penny	0,00
1/9444732965739290427392 penny	0,00	1/9444732965739290427392 penny	0,00
1/18889465931478580854784 penny	0,00	1/18889465931478580854784 penny	0,00
1/37778931862957161709568 penny	0,00	1/37778931862957161709568 penny	0,00
1/75557863725914323419136 penny	0,00	1/75557863725914323419136 penny	0,00
1/151115727451828646838272 penny	0,00	1/151115727451828646838272 penny	0,00
1/302231454903657293676544 penny	0,00	1/302231454903657293676544 penny	0,00
1/604462909807314587353088 penny	0,00	1/604462909807314587353088 penny	0,00
1/1208925819614629174706176 penny	0,00	1/1208925819614629174706176 penny	0,00
1/2417851639229258349412352 penny	0,00	1/2417851639229258349412352 penny	0,00
1/4835703278458516698824704 penny	0,00	1/4835703278458516698824704 penny	0,00
1/9671406556917033397649408 penny	0,00	1/9671406556917033397649408 penny	0,00
1/19342813113834066795298816 penny	0,00	1/19342813113834066795298816 penny	0,00

